

# BILAN DE L'ACTIVITE DU FGAS POUR LA GENERATION 2014

<b>I. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2014.....</b>	<b>2</b>
1.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2014.....	5
1.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2014.....	25
1.3 LES OPERATIONS COMBINANT PAS ET PRETS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2014 : .....	49
1.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2014.....	65
<b>2 BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2014.....</b>	<b>69</b>
2.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2014 .....	69
2.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2014 .....	70
2.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM .....	71

# I. BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS GARANTIES EN METROPOLE POUR LA GENERATION 2014

Tout comme le bilan de l'année 2013, ce bilan est effectué à partir du nombre d'opérations financées par des prêts garantis et non pas le nombre de prêts. Ceci est dû au fait qu'au cours du temps certains établissements de crédit ont eu de plus en plus recours à la pratique qui consiste à déclarer à la SGFGAS plusieurs prêts pour une même opération. La présentation porte donc sur les logements financés et non sur le nombre de prêts concourant au financement desdits logements. Compte tenu par ailleurs des différences entre les différentes combinaisons de prêts garantis, on abordera successivement pour la métropole :

1. l'ensemble des opérations PAS (réunion des deux catégories ci-dessous pour l'essentiel)
2. les opérations PAS seuls (i.e. financées exclusivement par des PAS)
3. les opérations financées par un ou plusieurs PAS et un PTZ garanti
4. les opérations financées par un éco-prêt (avec ou sans PAS)

Nombre d'opérations garantis en France métropolitaine

<b>2014</b>	<b>Nombre d'opérations</b>	<b>Coût moyen opération (€)</b>
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	40 849	150 260
PAS et PTZG	17 780	183 845
PAS et EcoPTZG	64	139 287
<b>Ensemble des opérations PAS</b>	<b>58 693</b>	<b>160 422</b>
	<b>Nombre de prêts</b>	<b>Coût moyen des travaux*</b>
EcoPTZG seul	411	18 727

*(\*)Effectif exploitable 409 sur 411*

## Nombre d'opérations garantis en France métropolitaine et dom

<b>2014</b>	<b>Nombre d'opérations</b>	<b>Coût moyen opération (€)</b>
PAS sans PTZG et sans EcoPTZG	41 192	150 248
PAS et PTZG	17 995	183 795
PAS et EcoPTZG	64	139 287
<b>Ensemble des opérations PAS</b>	<b>59 251</b>	<b>160 425</b>
	<b>Nombre de prêts</b>	<b>Coût moyen des travaux*</b>
EcoPTZG seul	411	18 727

(\*)*Effectif exploitable 409 sur 411*

On trouvera un développement spécifique aux départements d'outre-mer dans la partie 2 du bilan.

### Méthodologie de la construction des opérations FGAS

Pour pouvoir rattacher différents prêts à une même opération, on considère que dans le système d'information du FGAS, ils doivent avoir en commun les caractéristiques suivantes :

- l'établissement émetteur
- le type d'objet du prêt de l'opération<sup>1</sup>
- la situation du ménage
- le code Insee du logement
- le montant d'opération
- le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- la zone du lieu d'implantation de l'opération
- le nombre de personnes dans le ménage
- la CSP
- l'année d'émission

---

<sup>1</sup> Pour les éco-prêts associés à des PAS le type d'opération est celui du PAS rattaché

Les caractéristiques d'une opération sont les suivantes :

- la génération est celle du premier prêt mis en force.
- la durée de l'endettement (i.e. de la phase accession dans le cas général mis à part les prêts travaux seuls) est caractérisée par la durée du prêt le plus long.
- une opération est considérée à taux fixe si tous les prêts la composant le sont.
- le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

Certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de conséquence la production des établissements concernés. Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années. Il a donc été décidé à partir de 2013 de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique.

En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, le présent bilan rend mieux compte des logements effectivement financés et des ménages emprunteurs via le dispositif des prêts garantis.

Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération)

Les graphiques sur les taux d'intérêts réalisés dans le bilan sont quant à eux basés sur la notion du prêt le plus important en terme de montant prêté, les caractéristiques suivantes : durée, date de l'offre sont dans ce cas ceux du prêt ayant le montant le plus élevé. Ainsi, ce prêt caractérise l'opération. Le taux nominal et le TEG d'une opération sont pondérés par le montant prêté de chaque prêt participant à l'opération.

Le tableau ci-dessous montre les caractéristiques de l'ensemble des opérations PAS dans le neuf et dans l'ancien :

<b><i>Ensemble des opérations PAS en 2014</i></b>	<b>Nombre d'opérations</b>	<b>Coût moyen opération (€)</b>	<b>Taux d'intérêt nominal moyen</b>	<b>Durée moyenne</b>
<b>dans le neuf</b>	21 254	146 575	3,36	25 ans et 4 mois
<b>dans l'ancien</b>	37 439	184 813	3,15	22 ans et 4 mois

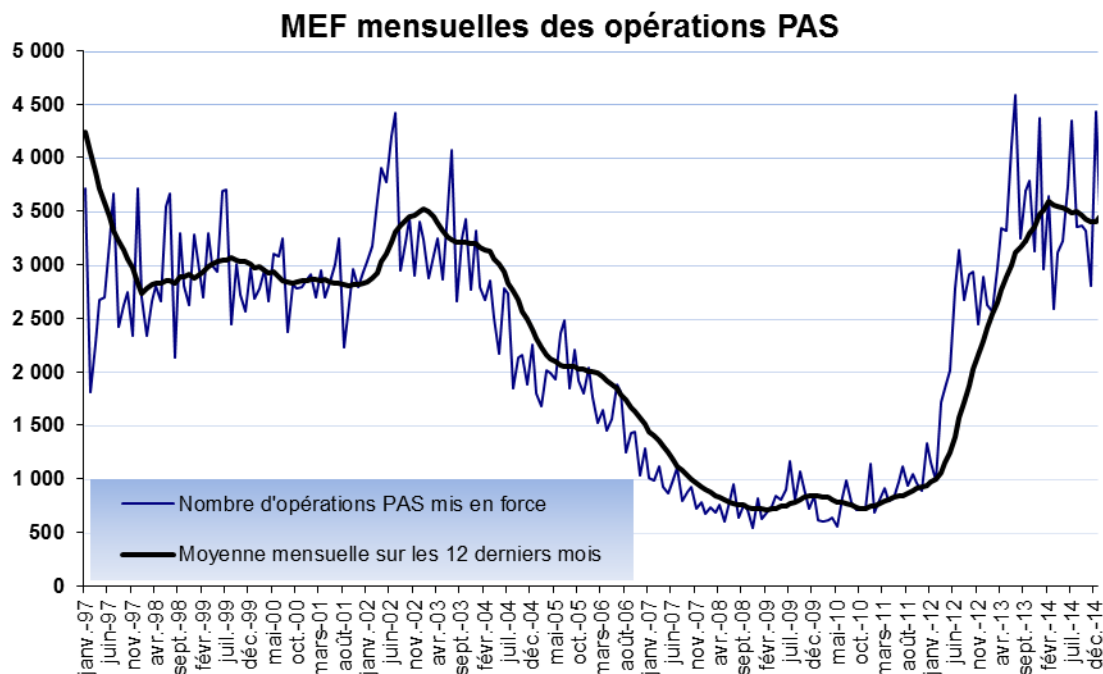
## **1.1 L'ENSEMBLE DES OPERATIONS PAS DE LA GENERATION 2014**

La génération 2014 compte 58 693 opérations financées par au moins un PAS (appelées dans ce qui suit « opération PAS ») en métropole pour un montant prêté global de 7,7 Mds d'euros. Fin 2014, le FGAS comptait 1 100 971 opérations PAS en Métropole pour un montant total de crédits de 96,0 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2015).

<b>Génération du 1er prêt mis en force</b>	<b>Nombre d'opérations PAS</b>	<b>Montant garanti (M€)</b>
1993	8 789	341.2
1994	39 181	1 549.4
1995	36 875	1 551.5
1996	80 490	3 970.6
1997	66 537	3 730.0
1998	66 000	4 053.1
1999	70 623	4 803.4
2000	59 751	4 077.2
2001	52 147	3 669.9
2002	64 854	5 101.1
2003	61 117	5 243.2
2004	48 256	4 445.5
2005	48 176	4 849.4
2006	56 704	6 277.3
2007	30 469	3 531.3
2008	34 836	4 002.2
2009	51 097	6 133.8
2010	60 270	7 486.6
2011	51 874	6 475.1
2012	52 164	6 684.5
2013	60 761	8 020.0
2014	58 693	7 698.9
<b>Total</b>	<b>1 100 971</b>	<b>95 996</b>

Après avoir connu un pic en 2002 avec 64 854 opérations PAS, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décru jusqu'en 2007 (30 467) pour augmenter de nouveau à 60 270 opérations

PAS en 2010. En 2011 et 2012, le nombre d'opérations PAS baisse autour de 52 000 puis croît à 60 761 en 2013 puis baisse à nouveau à 58 693 soit une baisse de 3,4% du nombre d'opérations. La moyenne mensuelle en 2014 est de 4 891 opérations PAS mises en force (contre 5 064 en 2013) avec un maximum de 6 244 prêts en décembre 2014.

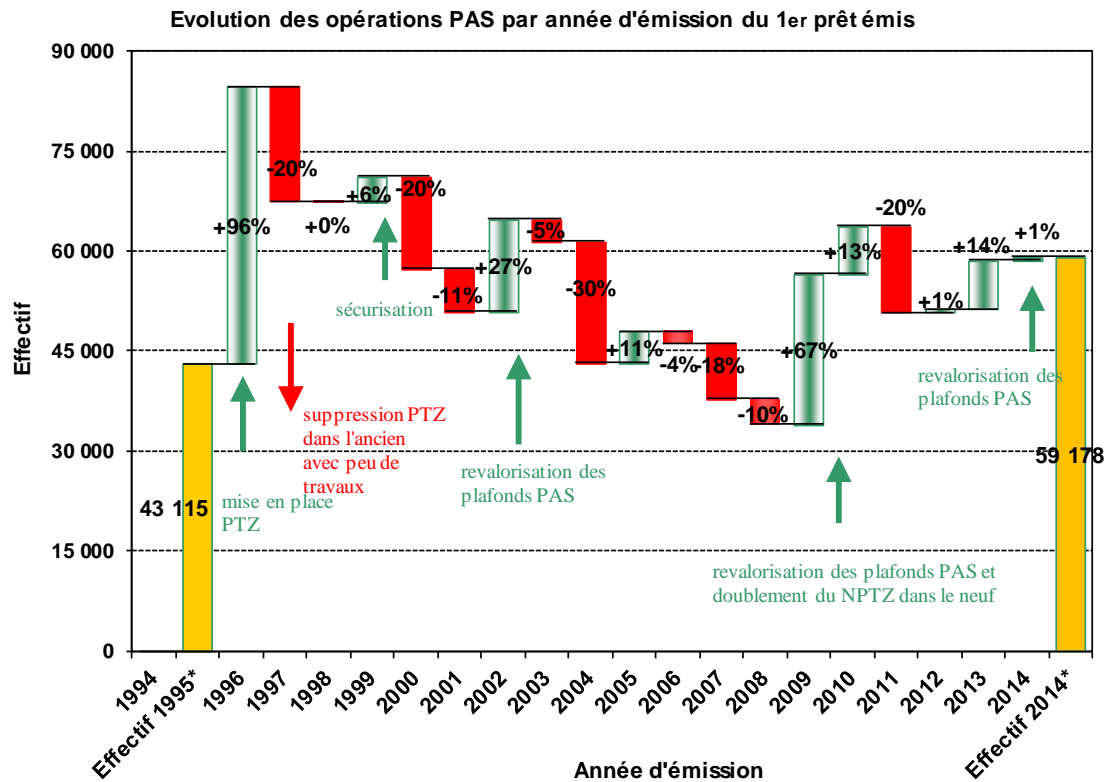


Pour la génération 2014, le montant moyen des prêts garantis est de 131 173€(en faible baisse de 0,6% par rapport à 2013) pour un coût d'opération moyen stable de 160 422 € et une quotité globale de financement de 81,8% inférieure à celles de 2013 (82,3%) et 2012 (82,2%).

Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen plus important en 2014 avec 2 465 €; en croissance depuis 2011; avec toutefois un ralentissement dans cette évolution positive: augmentation de 5,9% de 2011 à 2012, de 4,5% de 2012 à 2013 et 1,4% entre 2013 et 2014.

Le graphique ci-après illustre les impacts de toutes les réformes qui ont influencé les émissions des PAS depuis 1994 :

- 1996 : création du prêt à 0% qui a entraîné une hausse spectaculaire et inégalée de la distribution des PAS de +96% sur un an. 1999 : le démarrage de la sécurisation des prêts garantis a eu un effet positif, mais moins ample : +6% sur un an ;
- novembre 2001 : revalorisation des plafonds des PAS. C'est l'année suivante que cette réforme porte ses fruits : la production des PAS est en progression très forte, atteignant +27% ;
- la création du NPTZ avec l'extension à l'ancien sans travaux relance la distribution des PAS en 2005 : +11% sur un an ;
- novembre 2008 : revalorisation des plafonds PAS (alignement sur ceux du NPTZ). C'est l'année suivante que cette réforme montre ses effets ;
- 15 janvier 2009 : doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1<sup>er</sup> avril 2009 : création de l'éco-prêt à taux zéro qui peut bénéficier de la garantie du FGAS pour les ménages sous plafonds de ressources PAS ;
- janvier 2010 : modification des plafonds PAS à la baisse (alignement sur ceux des PLUS) ;
- juillet 2010 : Fin en sifflet du doublement du NPTZ dans le neuf ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2011 : création du PTZ+ qui met fin au NPTZ et au crédit d'impôts sur les intérêts d'emprunt (TEPA) ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2012 : recentrage du PTZ+ sur le neuf uniquement (ne subsiste plus pour l'ancien que la vente HLM)
- 1<sup>er</sup> octobre 2014 : alignement des plafonds de ressources PAS sur ceux du PTZ, réforme qui compte tenu des délais de mise en force des opérations se fera sentir sur les résultats 2015



\* nombre d'opérations : données d'août 2015

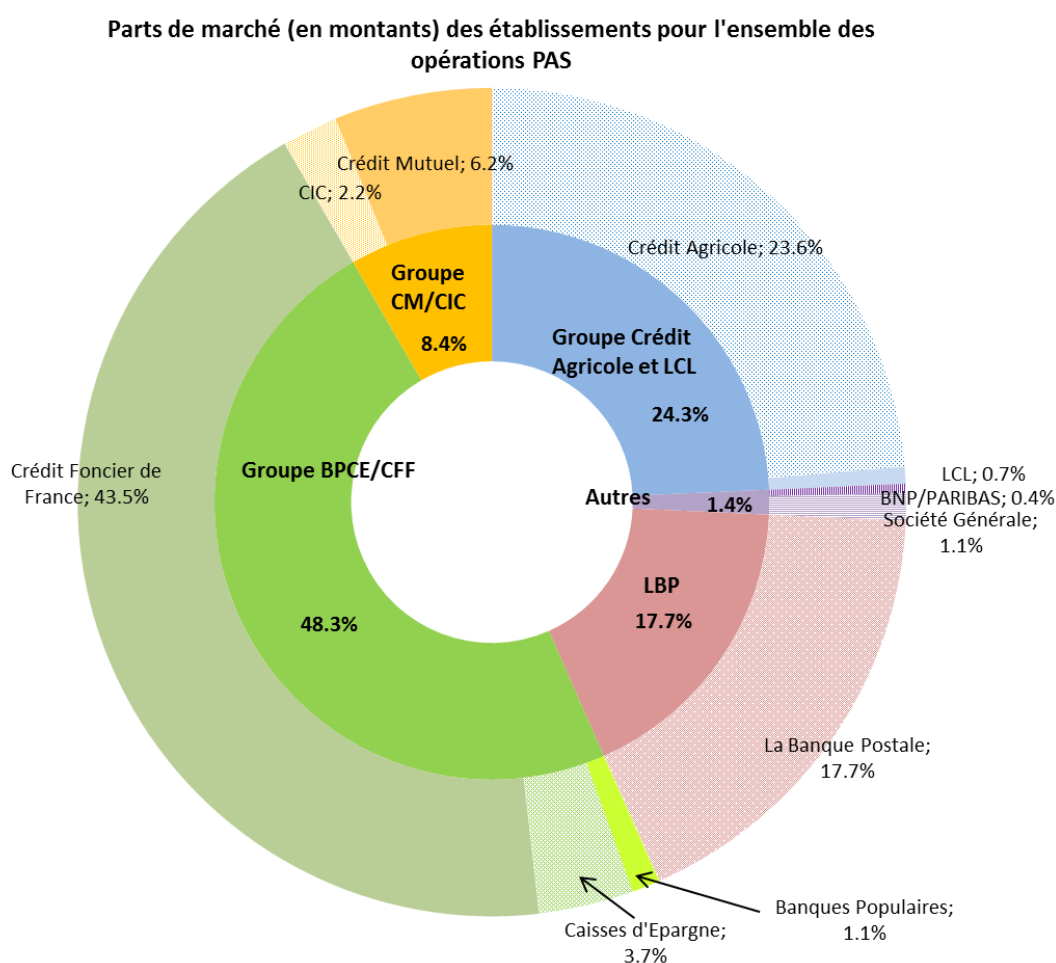
A propos des émissions d'opérations PAS en 2014, les chiffres sont encore très provisoires puisque les déclarations d'émission sont loin d'avoir été toutes reçues au 14/08/2015 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible voire probable que la stagnation des opérations PAS en 2014 ne soit due qu'à un retard dans les déclarations.

A noter que pour 2013 il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements (à la hausse).

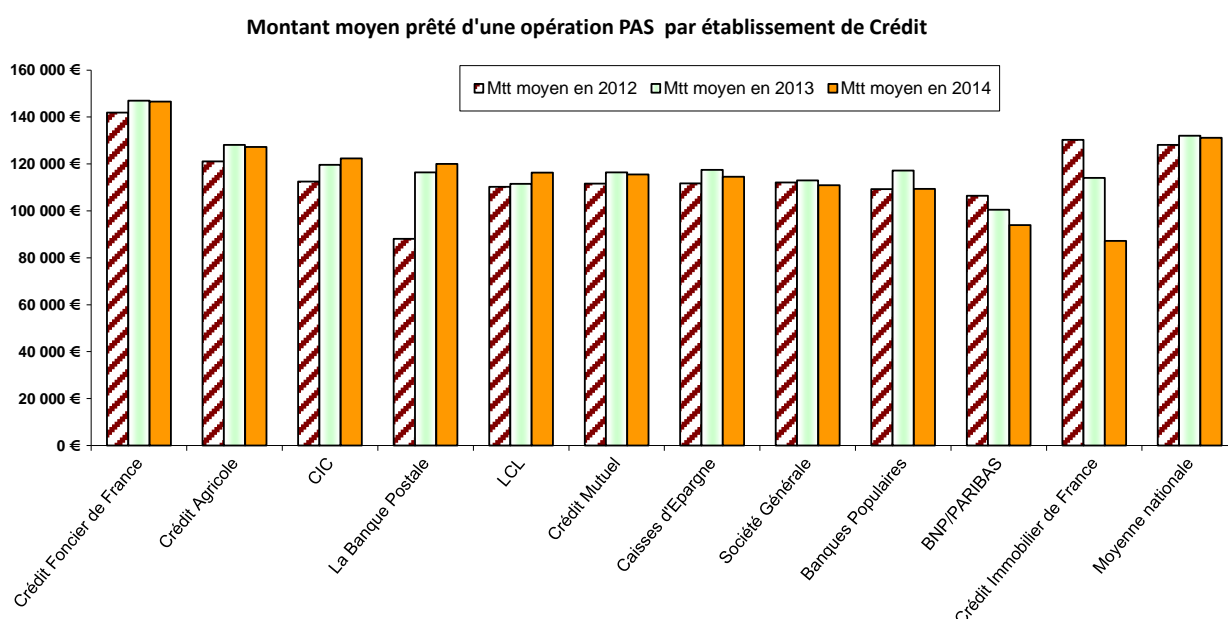


## Répartition des opérations PAS par établissement

Le « classement » des établissements est légèrement différent de celui de l'année 2013. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché (en montants) passant de 47,1% en 2013 à 43,5% en 2013 et un montant prêté en hausse de 11,4%, passant de 3 775M€ à 3 347M€. Le Crédit Agricole est une fois de plus en deuxième position avec une part de marché qui progresse légèrement passant de 22,4% à 23,6%. A eux deux, ils distribuent plus de deux tiers des PAS (67,1%). En troisième position, la Banque Postale, nouveau distributeur de PAS depuis décembre 2012, atteint une part de marché de 17,7%, et gagne encore 4,7 points, devant le Crédit Mutuel et les Caisses d'Épargne (quatrième et cinquième distributeurs de PAS) qui perdent chacun 0,8 point. La part de marché du CIC récupère la sixième place devant les Banques Populaires et la Société Générale. Pour mémoire, le Crédit Immobilier de France ne peut plus distribuer de prêts depuis d'août 2012.



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue presque la moitié des montants prêtés pour les opérations PAS avec 48,3% (soit 3,6 points de moins par rapport à 2013 avec une baisse du montant prêté de 12,4%) suivi, avec 24,3% par le groupe Crédit Agricole et LCL (en hausse de 1,4 point par rapport à 2013 et une augmentation du montant prêté de 1,8%) puis la Banque Postale (17,7 %, soit une progression de 30,9% par rapport à 2013.). Avec un montant prêté en baisse de 12,5%, la part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC se situe à 8,4%.



Si pour l'ensemble des établissements, le montant moyen prêté est en baisse de 0,6% par rapport à la génération précédente, trois établissements ont une évolution positive : LCL (4,2%), La Banque Postale (3,1%) et le CIC (2,3%).

## Répartition géographique des opérations PAS

La structure régionale des opérations PAS de la génération 2014 n'est pas modifiée par rapport à 2013. Avec 10 551 opérations en 2014, la région Ile de France reste la région où les opérations PAS sont les plus distribuées (18,0% de l'ensemble des opérations PAS). La région Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 11,8% de l'ensemble des opérations PAS distribuées au titre de la génération 2014 (11,6% pour la génération 2013). Dans la région Pays de la Loire, 5 307 opérations PAS sont recensées, soit 9,0% du total national (9,7% pour la génération 2013). La région Provence-Alpes-Côte d'Azur conserve sa place en tant que 4<sup>ème</sup> localisation avec 7,7% des opérations PAS. Ainsi pour cette génération, les six premières régions concentrent à elles seules 57,3% de l'ensemble des opérations PAS pour 53% de la population française<sup>2</sup>.

Evolution des opérations PAS de la génération 2014 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2014/2013	Décomposition de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	10 551	18.0%	0.4%	0.1%	22.6%
Rhône Alpes	6 921	11.8%	-2.2%	-0.3%	12.0%
Pays de la Loire	5 307	9.0%	-9.7%	-0.9%	8.4%
Provence Côte d'Azur	4 509	7.7%	-5.3%	-0.4%	8.3%
Languedoc Roussillon	3 247	5.5%	14.9%	0.7%	5.3%
Nord	3 071	5.2%	-5.9%	-0.3%	4.7%
Aquitaine	3 032	5.2%	-6.0%	-0.3%	4.8%
Midi-Pyrénées	2 914	5.0%	-7.4%	-0.4%	4.5%
Picardie	2 614	4.5%	-1.8%	-0.1%	4.4%
Bretagne	2 473	4.2%	-7.0%	-0.3%	3.8%
Centre	2 292	3.9%	-3.6%	-0.1%	3.6%
Lorraine	2 016	3.4%	6.7%	0.21%	3.0%
Haute Normandie	1 623	2.8%	-11.5%	-0.3%	2.8%
Poitou-Charentes	1 506	2.6%	-5.1%	-0.1%	2.2%
Bourgogne	1 417	2.4%	-8.9%	-0.2%	1.9%
Alsace	1 137	1.9%	10.9%	0.2%	1.9%
Basse Normandie	1 027	1.7%	-7.3%	-0.1%	1.6%
Champagne	1 003	1.7%	-7.2%	-0.1%	1.5%
Franche Comté	702	1.2%	-19.9%	-0.3%	1.0%
Auvergne	547	0.9%	-8.5%	-0.1%	0.7%
Limousin	452	0.8%	-0.7%	0.0%	0.6%
Corse	332	0.6%	-10.8%	-0.07%	0.3%
<b>Ensemble</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>-3.4%</b>	<b>-3.4%</b>	<b>100%</b>

(\*) Cette colonne correspond à la variation entre 2014 et 2013 par rapport au total de 2013.

<sup>2</sup> Source : Insee 2012

La répartition géographique par montants place au premier rang l’Ile-de-France, avec 22,6% des montants prêtés pour les opérations PAS. Cela s’explique à la fois par des coûts d’opération et des quotités d’endettement plus élevés. La région Rhône-Alpes avec 12,0% et les Pays de la Loire avec 8,4% restent des régions importantes.

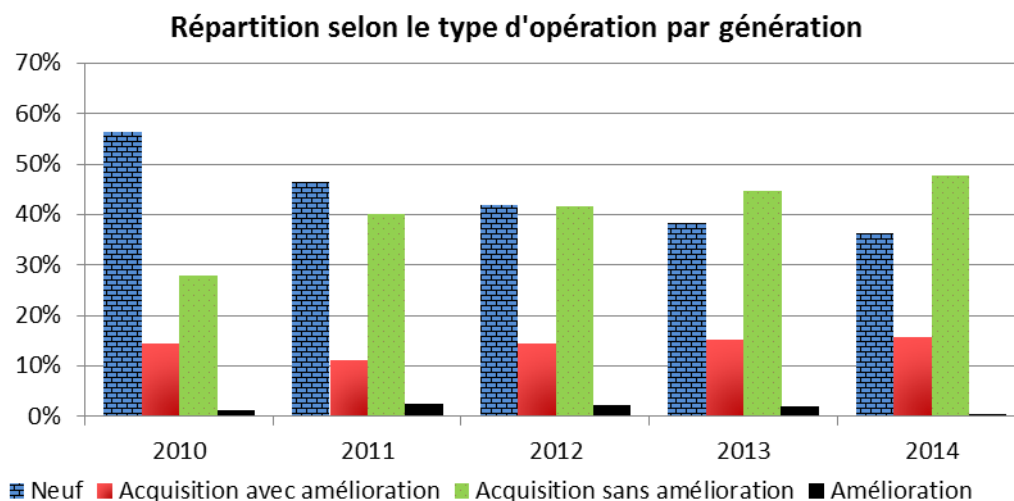
Quant au montant prêté moyen, il est très différent d’une région à l’autre, allant de 65 755 € en Corse jusqu’à atteindre 164 664 € en Ile-de-France.

### Caractéristiques des opérations PAS

Le montant moyen de l’opération est quasi stable, passant de 160 343 € pour la génération 2013 à 160 422 € en 2014.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des opérations PAS selon le type d’opération depuis 2010. En 2014, la part du neuf continue de diminuer tout comme l’amélioration pour atteindre respectivement 36% et 1%.

En termes d’effectifs, cela se traduit par une baisse de 8,6% pour le neuf et une stagnation dans l’ancien autour de -0,2%. Les parts de l’acquisition seule et avec amélioration augmentent respectivement de 3 points et 1 point par rapport à 2013 et représentent 48% et 16% des opérations en 2014. Quant à l’amélioration, sa part baisse par rapport à 2013 (en perte de 1 point).



### *Répartition des opérations PAS par type d'opération*

	2012		2013		2014		Evolution	
							12/13	13/14
Construction ou acquisition d'un logement neuf	21 791	41.8%	23 249	38.3%	21 254	36.2%	6.7%	-8.6%
Acquisition avec amélioration	7 497	14.4%	9 201	15.1%	9 178	15.6%	22.7%	-0.2%
Acquisition sans amélioration	21 646	41.5%	27 123	44.6%	27 963	47.6%	25.3%	3.1%
Amélioration	1 230	2.4%	1 188	2.0%	298	0.5%	-3.4%	-74.9%
<b>Ensemble</b>	<b>52 164</b>	<b>100%</b>	<b>60 761</b>	<b>100%</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>16.5%</b>	<b>-3.4%</b>

Le montant moyen d'opération (annexe 1) augmente dans le neuf : avec +2,1% en 2014 +5,1% en 2013, +2,2% en 2012. Le coût d'opération de l'amélioration seule diminue fortement (-41,5% en 2014, -8,1% en 2013, -0,8% en 2012), celui de l'acquisition avec amélioration baisse (-2,4% en 2014) après avoir connu deux hausses consécutives (+3,3% en 2013 et +1,1% en 2012). Le coût de l'acquisition sans amélioration stagne en 2014 avec -0,3%, après une hausse en 2013 +2,6% et une baisse en 2012 de 2,7%. Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 184 813 € (181 052 € en 2013), suivi par l'acquisition seule à 150 889 € (151 273 € en 2013). Les améliorations seules et les acquisitions avec amélioration ont un coût moyen d'opération respectif de 74 175 € et 135 780 €.

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS distribuées au titre de la génération 2014 stagne en Ile-de-France avec 0,4% et diminue en province de 4,2%. Concernant la répartition des opérations selon le type d'acquisition par rapport à l'ensemble, nous constatons une diminution dans le neuf en Ile-de-France et en province (35,1% contre 36,7% en 2013 et 36,5% contre 38,6% en 2013) et une augmentation dans l'ancien (64,8% en 2014 contre 62,9% en 2013 et 63,0% en 2014 contre 59,1% en 2013) sauf pour l'amélioration seule passant de 2,0% en 2014 à 0,5% en 2013 dans l'ensemble.

En zone A, on relève 9 554 opérations PAS alors que cet effectif est respectivement de 12 989 en zone B1, 12 220 en zone B2 et 23 530 en zone C.

**Répartition des opérations PAS de la génération 2014 selon le type d'opération**

**et la distinction Province/ Ile de France**

	<b>Ile-de-France</b>		<b>Province</b>		<b>Ensemble</b>	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	3 701	35.1%	17 553	36.5%	21 254	36.2%
Acquisition avec amélioration	269	2.5%	8 909	18.5%	9 178	15.6%
Acquisition sans amélioration	6 564	62.2%	21 399	44.4%	27 963	47.6%
Amélioration	17	0.2%	281	0.6%	298	0.5%
<b>Ensemble</b>	<b>10 551</b>	<b>100%</b>	<b>48 142</b>	<b>100%</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>

**Coût moyen d'opération et montant moyen prêté (en €) des opérations PAS de la génération 2014**

	<b>Ile-de-France</b>		<b>Province</b>		<b>Ensemble</b>	
	<b>Opération PAS</b>		<b>Opération PAS</b>		<b>Opération PAS</b>	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	224 099	193 310	176 530	147 548	184 813	155 516
Acquisition avec amélioration	179 417	164 369	134 463	115 730	135 780	117 156
Acquisition sans amélioration	187 050	148 741	139 797	108 601	150 889	118 024
Amélioration	88 232	81 259	73 325	59 279	74 175	60 533
<b>Ensemble</b>	<b>199 692</b>	<b>164 664</b>	<b>151 815</b>	<b>123 833</b>	<b>160 422</b>	<b>131 173</b>

Le coût moyen d'opération et le montant prêté moyen demeurent nettement plus importants (respectivement de 31,5% et 33,0%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2013 à 2014 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération reste stable -0,1% : il diminue dans l'amélioration (-8,7%) et dans l'acquisition sans amélioration (-1,4%) tandis qu'il est stable pour l'acquisition avec amélioration (-0,5%) et s'accroît dans le neuf (+2,2%). En province, le montant moyen d'opération reste également stable (-0,2%). Il est en faible hausse de 1,8% dans le neuf, et stable dans l'acquisition sans amélioration avec +0,2%. Le montant moyen baisse de 2,5% dans l'acquisition avec amélioration et de 42,6% dans l'amélioration seule. S'agissant du

montant moyen prêté, il stagne pour l'ensemble des opérations. (-0,6%) La tendance est stable dans le neuf avec 0,7% mais en baisse.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen prêté demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 201 164 € d'opération pour un montant prêté de 162 509 €

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 142 374 € et 172 561 € pour un PAS compris entre 120 501 € et 133 623 €

Le montant moyen d'opération varie de 140 959 € pour les Banques Populaires à 163 880 € pour le Crédit Agricole. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2013 pour le LCL (+3,8%), la Société Générale (+2,8%), la Banque Postale (+2,3%) et le CIC (+1,5%). A l'inverse, ils sont en baisse pour les Banques Populaires (-4,7%), BNP/Paribas (-4,1%), le Crédit Mutuel (-2,1%), les Caisses d'Epargne (-1,4%), le CFF (-0,7%) et le Crédit Agricole (-0,1%).

La quotité moyenne de l'opération globale <sup>3</sup> se situe entre 67,7% pour BNP Paribas et 92,0% pour le Crédit Foncier. Elle est de 75,5% pour la Banque Postale, 76,7% pour la Société Générale, 77,8% pour les Caisses d'Epargne, 78,2% pour le CIC, 79,0% pour le Crédit Agricole, 79,8% pour les Banques Populaires et 81,2% pour le LCL.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux, Prêts 1%) ne seraient présents que dans 11% des opérations PAS de la génération 2014 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 11%.

Toutefois, ce chiffre est à prendre sous beaucoup de réserve pour la raison sus-indiquée, cf. également développement page 58

On note une légère baisse de la quotité de 0,6 points pour l'ensemble des opérations PAS par rapport à la génération 2013, 0,2 points en Ile-de-France et 0,7 points en Province. La quotité en Province baisse globalement par rapport à celle d'Ile-de-France, particulièrement dans l'amélioration (-11,3 points par rapport à l'Ile-de-France), dans l'acquisition avec amélioration (-5,5 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour l'acquisition sans amélioration (-1.8 points par rapport à l'Ile-de-France).

---

<sup>3</sup> Sont exclus du calcul de la quotité d'endettement le montant des autres prêts accompagnants les PAS (Prêts Epargne Logement, Prêts Sociaux...)

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS est la plus élevée en Zone C avec 84,6%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 82,9%, 80,8% et 77,4% de quotité du PAS.

#### Quotité moyenne globale des opérations PAS en 2014

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	86.3%	83.6%	84.1%
Acquisition avec amélioration	91.6%	86.1%	86.3%
Acquisition sans amélioration	79.5%	77.7%	78.2%
Amélioration	92.1%	80.8%	81.6%
<b>Ensemble</b>	<b>82.5%</b>	<b>81.6%</b>	<b>81.8%</b>

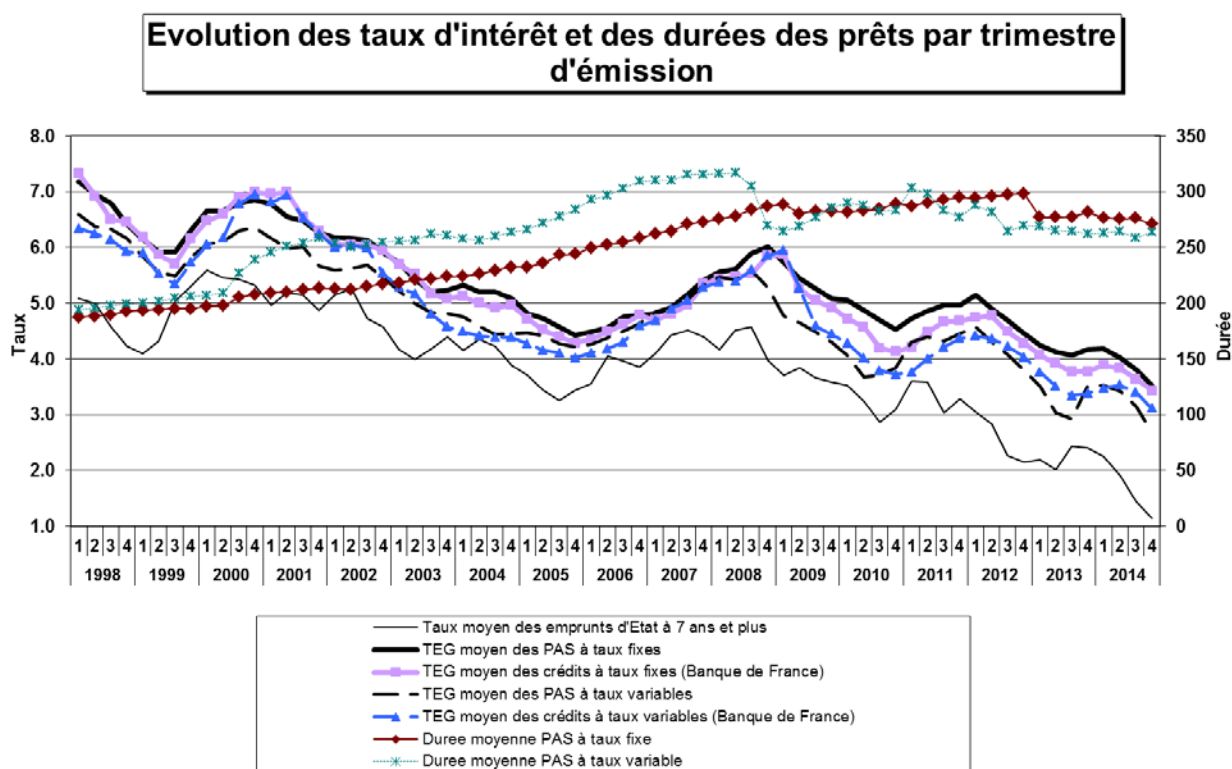
Le montant moyen prêté de l'opération PAS est resté globalement stable (-0,6%) par rapport à la génération 2013 pour un coût moyen d'opérations également stable.



Le graphique ci-dessous présente l'évolution des taux d'intérêt pondérés par les montants de chaque prêt de l'opération et les durées correspondent au prêt ayant le montant prêté le plus élevé.

Les taux en baisse avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant de PAS plus élevé.

On remarque à compter de fin 2008 une baisse brutale de la durée moyenne initiale des PAS à taux variable pour atteindre début 2011 le même niveau que les durées des PAS à taux fixe. On peut penser qu'après la crise de 2008, les établissements ont souhaité réduire le risque avec une réduction des durées initiales pour disposer d'une marge supplémentaire d'ajustement de la durée pour maintenir la mensualité constante en cas de hausse des taux. Les durées des PAS à taux fixe deviennent supérieures à celle des taux variables. L'année 2012 marque un écart plus important entre la durée moyenne des PAS à taux variable et celle des taux fixes qui depuis reste plus faible. Fin 2014 les durées se confondent.



Le TEG moyen des opérations PAS à taux fixes se confond avec le TEG moyen des crédits à taux fixes de 1998 à 2008. A partir de 2009, on aperçoit un écart qui tend à se resserrer, le TEG des opérations à taux fixes devient légèrement supérieur à celui des crédits à taux fixes.

Le TEG moyen des crédits à taux variables est souvent supérieur à celui des opérations PAS.

Le taux nominal constant moyen des PAS, dans l'ensemble, diminue passant de 4,12% en 2012 à 3,49% en 2013 et à 3,27% en 2014.

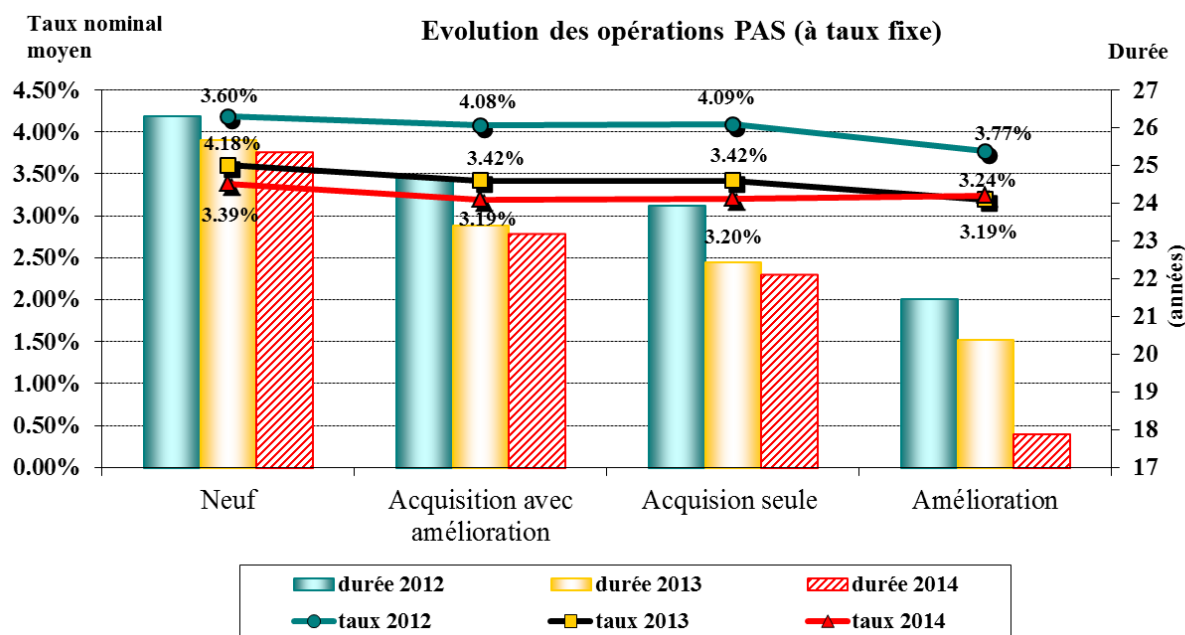
Les évolutions du taux nominal constant moyen sont minimales entre 2013 et 2014 : -22 points de base dans le neuf et dans l'acquisition seule, -23 points de base dans l'acquisition avec amélioration et 5 points de base pour l'amélioration.

S'agissant du type d'acquisition, 2014 présente des taux très légèrement plus faibles pour les opérations dans l'ancien avec 3,24% dans l'amélioration, 3,20% dans l'acquisition seule, et 3,19% dans l'acquisition avec amélioration pour 3,39% dans le neuf.

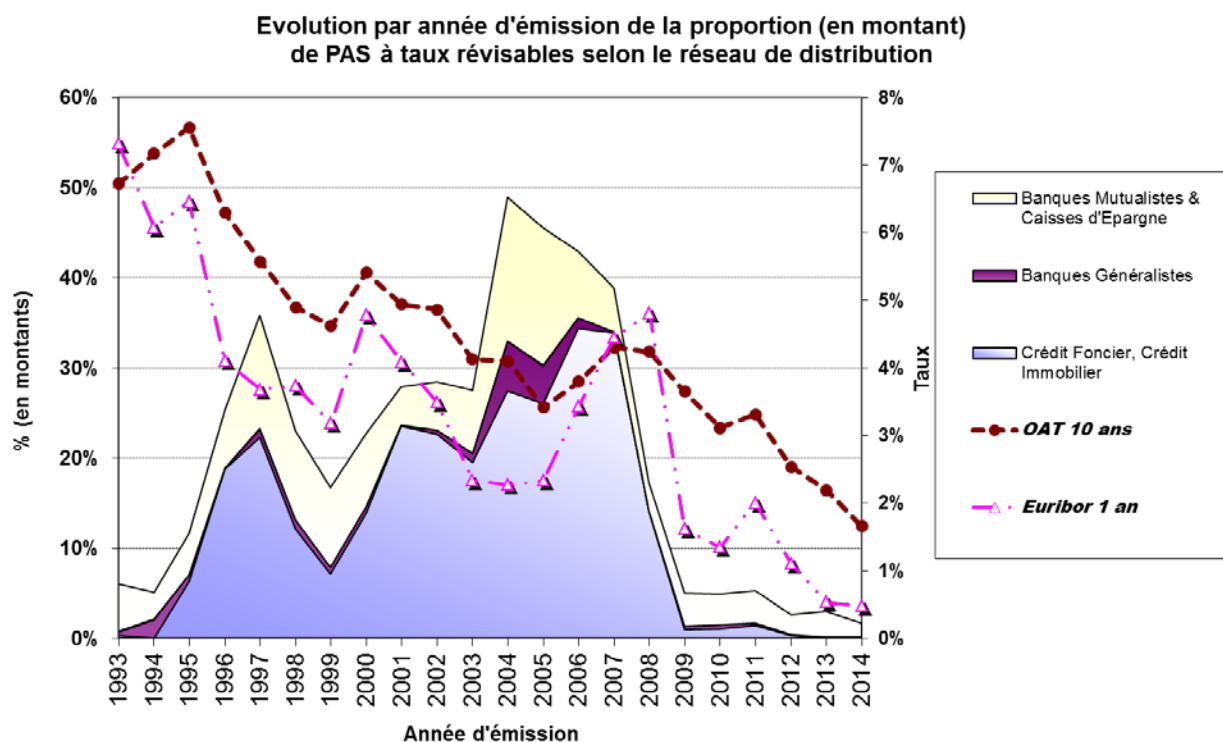
En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe baisse faiblement de 4 mois et se situe désormais à 23 ans et 5 mois en 2014. Cette diminution se fait plutôt ressentir dans l'amélioration seule (-2 ans et 6 mois).

**Durée moyenne des opérations PAS à taux fixe (en mois)**

	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Construction ou acquisition d'un logement neuf	316	308	305
Acquisition avec amélioration	296	281	279
Acquisition sans amélioration	287	269	265
Amélioration	258	244	215
<b>Ensemble</b>	<b>300</b>	<b>285</b>	<b>281</b>



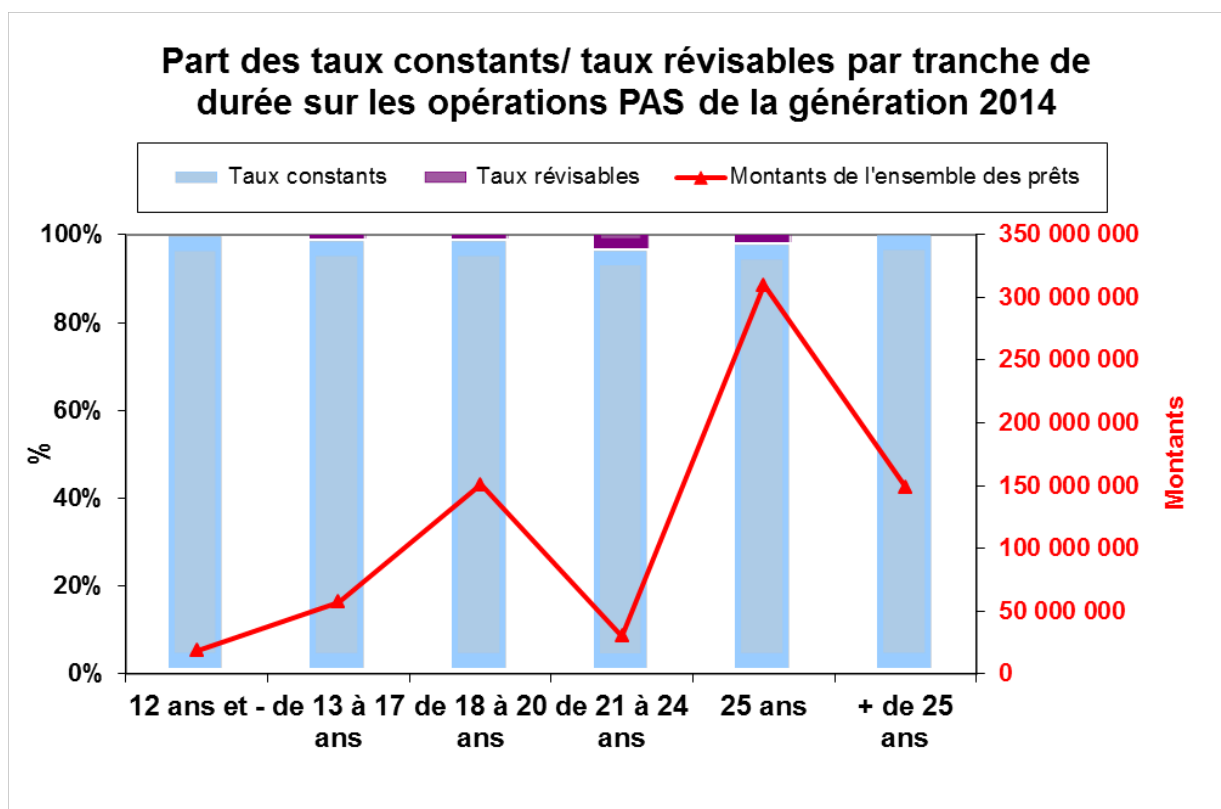
La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission<sup>4</sup> selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps :



<sup>4</sup> Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

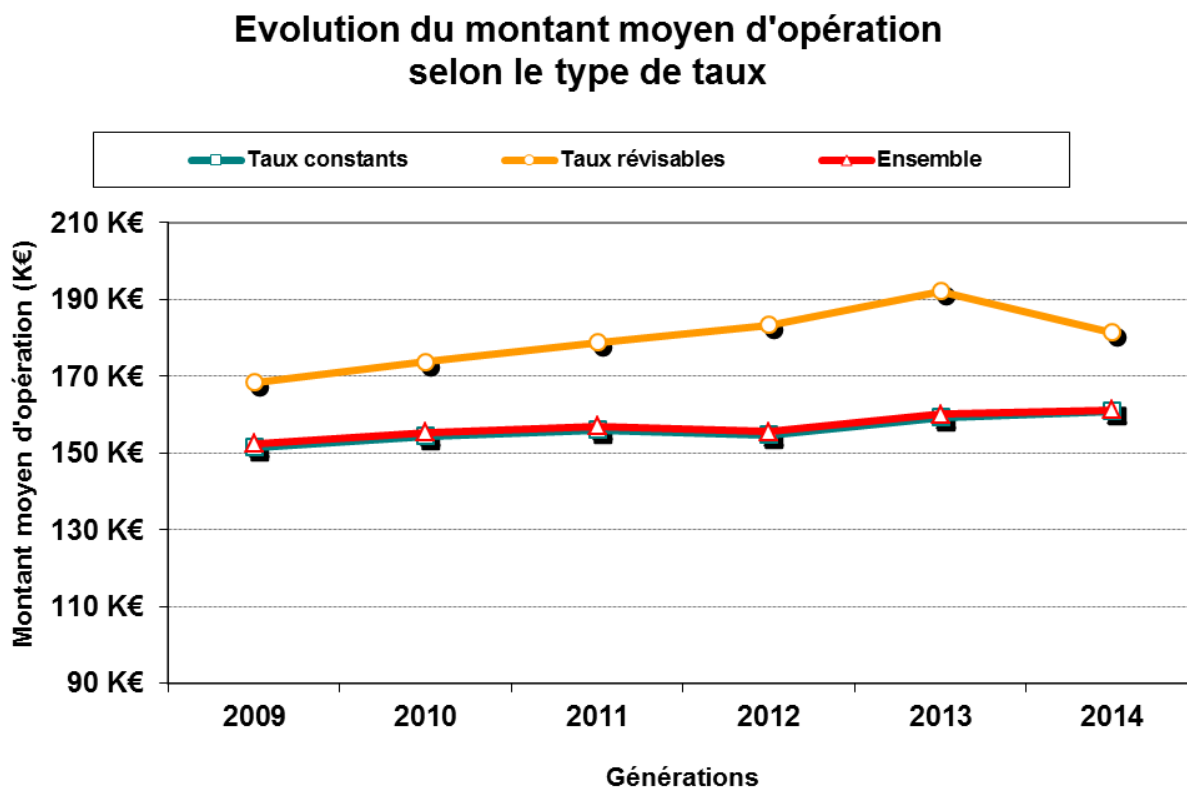
La part des PAS (en montants) à taux révisable a connu deux phases de progression depuis 1993 : entre 1993 et 1996 puis entre 1999 à 2004, alors que la diminution des taux rend l'endettement à taux fixe pourtant plus avantageux pour les emprunteurs.. En 2004 la part des PAS à taux révisables (en montants) émis a ainsi atteint 49,2%, pour baisser constamment depuis. En 2014, la part des PAS à taux révisables émis atteint 1,7% avec des taux en forte baisse par rapport à 2013 (1,66% contre 2,19% pour l'OAT et 0,48% contre 0,54% pour l'Euribor 1 an).

Quelle que soit la tranche de durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 4%.



La part des prêts à taux révisables est en moyenne de 1,7% en 2014 contre 1,9% en 2013. Pour les PAS d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, la part est de 0,4%, pour les prêts d'une durée comprise entre 21 et 24 ans, la proportion atteint son maximum à 3,7%.

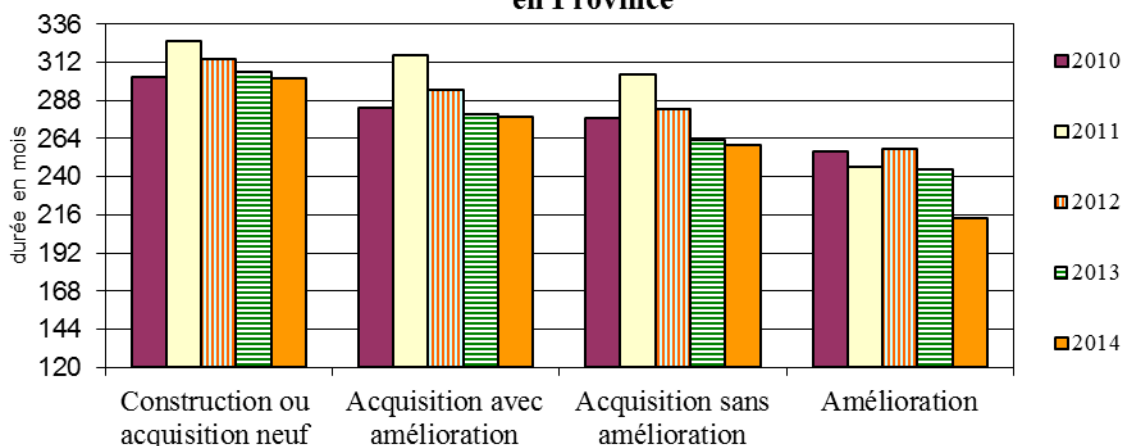
Les taux révisables portent sur des montants d'opérations plus importants (cf. le graphique ci-après) :



Quelle que soit le type de taux, la durée des PAS, après plusieurs années de hausse, atteint sa valeur minimale en 2014 : 24 ans et 2 mois en 2009, 24 ans et 6 mois en 2010, 25 ans en 2011, 24 ans et 11 mois en 2012, 23 ans et 9 mois en 2013 et 23 ans et 5 mois en 2014.

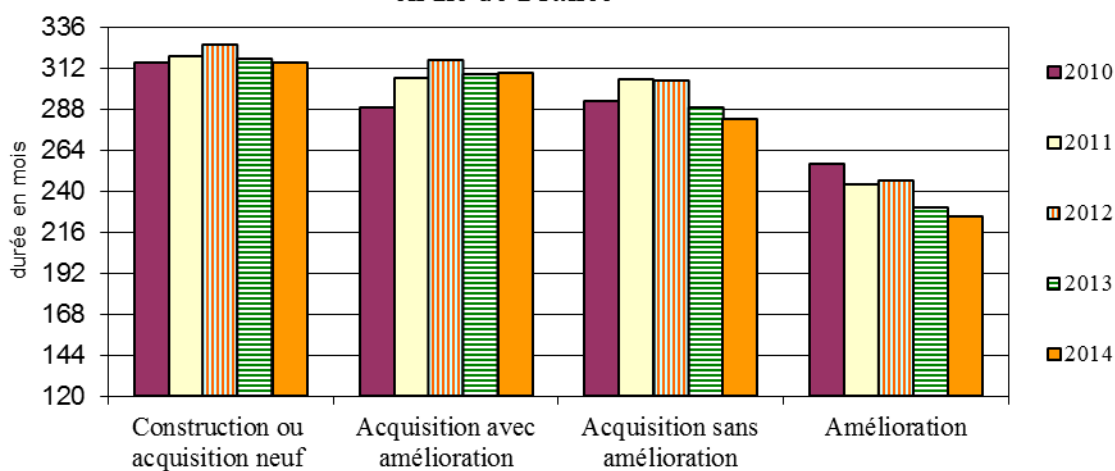
La baisse de la durée entre 2013 et 2014 est plus marquée en province qu'en Ile-de-France. On remarque une diminution considérable de la durée d'emprunt dans l'amélioration seule (-2 ans et 7 mois), et une diminution moins marquée dans le neuf, dans l'acquisition avec ou sans amélioration avec respectivement -4 mois, -2 mois, -3 mois par rapport à 2013.

### Durée d'une opération financée par PAS en Province



La durée moyenne reste toujours plus longue en Ile-de-France avec 24 ans et 6 mois contre 23 ans et 2 mois en province.

### Durée d'une opération financée par PAS en Ile de France



Selon le type d'opération, la durée moyenne d'emprunt en Ile-de-France, connaît une baisse entre 2013 et 2014 ; -7 mois dans l'acquisition avec amélioration, -5 mois dans l'amélioration, -2 mois dans le neuf sauf dans l'acquisition avec amélioration +1mois. La durée moyenne d'emprunt la plus longue reste dans le neuf avec 26 ans et 3 mois. Dans l'ancien, la durée moyenne d'emprunt est plus courte 22 ans et 8 mois.

## Caractéristiques des ménages

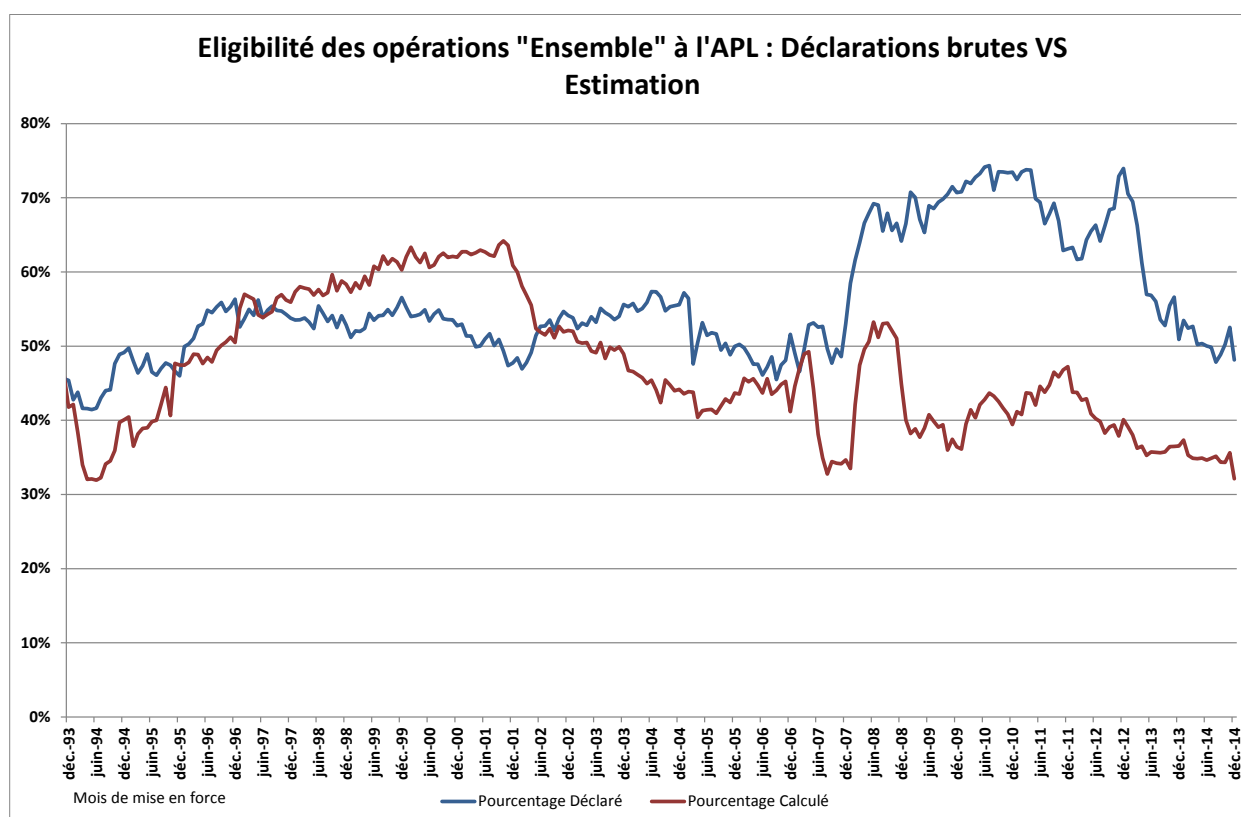
Etant donné que les opérations PAS seuls représentent 70% des opérations PAS dans leur ensemble, les caractéristiques des ménages concernés suivent les mêmes tendances.

Les données liées aux différentes ventilations (taille de ménage, CSP, ...) restent néanmoins disponibles dans les annexes FGAS.

### Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées au moins par un prêt PAS

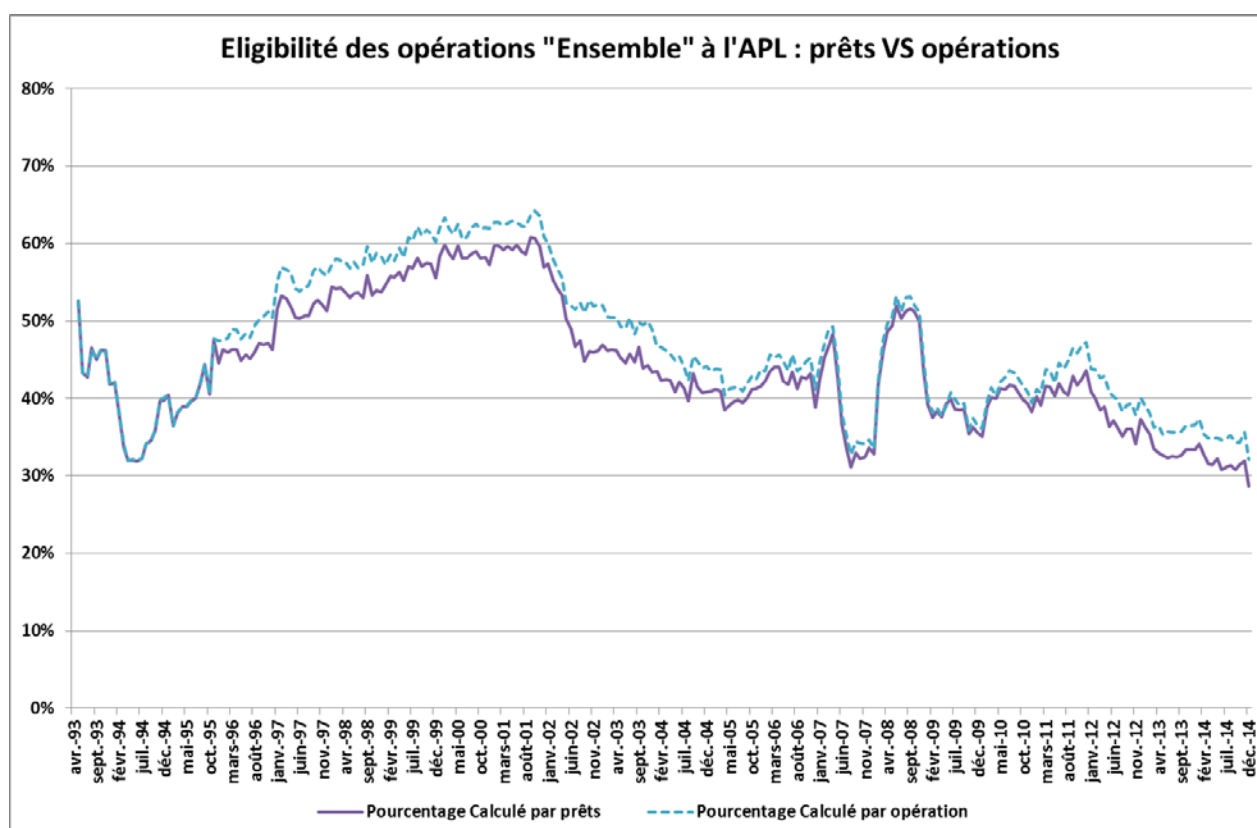
#### a- Déclarations des EC VS Estimation :

En analysant l'éligibilité à l'APL pour l'ensemble des opérations financées par au moins un prêt PAS, l'écart entre les déclarations brutes et celles estimées se creuse à partir de 2008, ce phénomène est également observable dans l'analyse des opérations PAS et PTZ et celles des PAS seuls.



b- Analyse par prêts VS analyse par opération :

L'analyse par opération permet de mettre en évidence par ailleurs que, l'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait la véritable éligibilité de l'emprunteur en ce sens que le montant prêté utilisé pour l'estimation, ne tenait pas compte de l'ensemble des autres prêts PAS finançant la même opération.





## **1.2 LES OPERATIONS PAS SEULS DE LA GENERATION 2014**

La génération 2014 compte 40 849 opérations financées par des PAS seuls en métropole pour un montant prêté global de 4,8 Mds d'euros. Fin 2014, le FGAS comptait 617 857 opérations PAS seuls en Métropole pour un montant total de crédits de 45.9 Mds d'euros (informations parvenues à la SGFGAS au 16 février 2015).

<b>Génération du 1er prêt mis en force</b>	<b>Nombre d'opérations PAS seuls</b>	<b>Montant garanti (M€)</b>
1993	8 789	341.2
1994	39 181	1 549.4
1995	34 708	1 413.1
1996	51 287	2 176.9
1997	33 846	1 530.1
1998	34 479	1 779.2
1999	36 022	2 101.4
2000	34 129	2 082.1
2001	33 867	2 215.1
2002	41 988	3 033.8
2003	38 306	2 979.5
2004	28 768	2 433.4
2005	24 057	2 211.8
2006	21 485	2 135.0
2007	8 138	863.9
2008	8 564	884.5
2009	10 094	1 007.9
2010	8 881	944.5
2011	11 258	1 218.2
2012	27 458	3 163.0
2013	41 703	4 980.9
2014	40 849	4 839.0
<b>Total</b>	<b>617 857</b>	<b>45 884</b>

Après avoir connu un pic en 2002 avec 41 988 opérations PAS seuls, le nombre d'opérations mises en force (MEF) a décru jusqu'en 2010 (8 881). En 2013 le nombre d'opérations finançant des PAS seuls atteint un nouveau pic avec 41 703 opérations pour redescendre à 40 849 opérations en 2014, soit une baisse de 2.0% du nombre d'opérations. La moyenne mensuelle en

2014 est de 3 404 opérations PAS seuls mis en force (contre 3 475 en 2013 et 2 288 en 2012) avec un maximum de 4 427 prêts en décembre 2014.

Pour la génération 2014, le montant moyen d'une opération PAS seul est de 118 461 € (-0,8% par rapport à 2013) pour un coût d'opération moyen de 150 260 € (soit -0,4% par rapport à 2013), et une quotité de financement de 78,8% inférieure à celle de 2013 (79,2%) mais supérieure aux générations suivantes 77,7% en 2012, 65,8% en 2011, 63,8% en 2010.

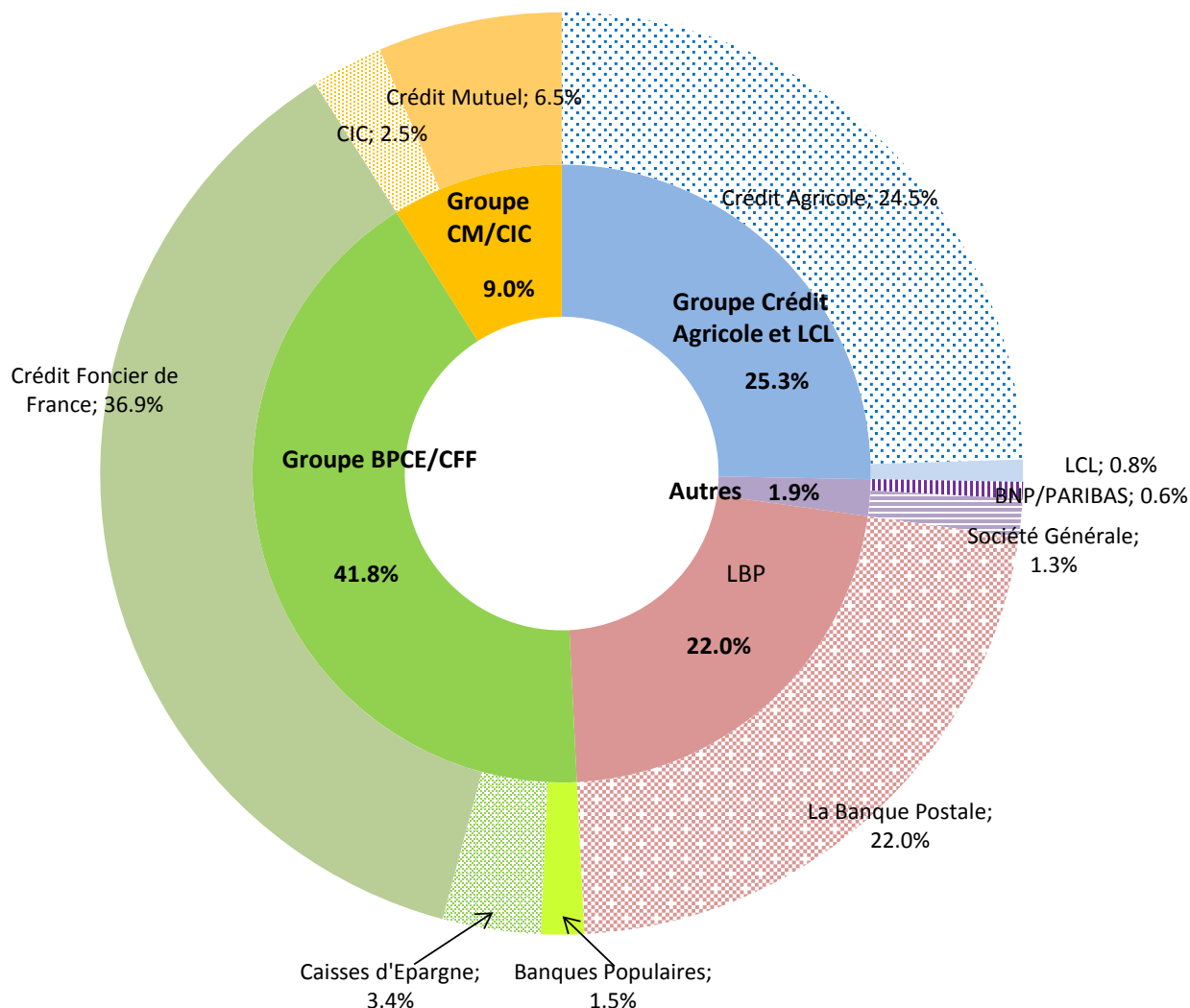
Les emprunteurs ont un revenu mensuel moyen plus important en 2014 avec 2 415 €; supérieure aux quatre précédentes générations et s'est accru de 1,3% en 2014.

### **Répartition des opérations PAS seuls par établissement**

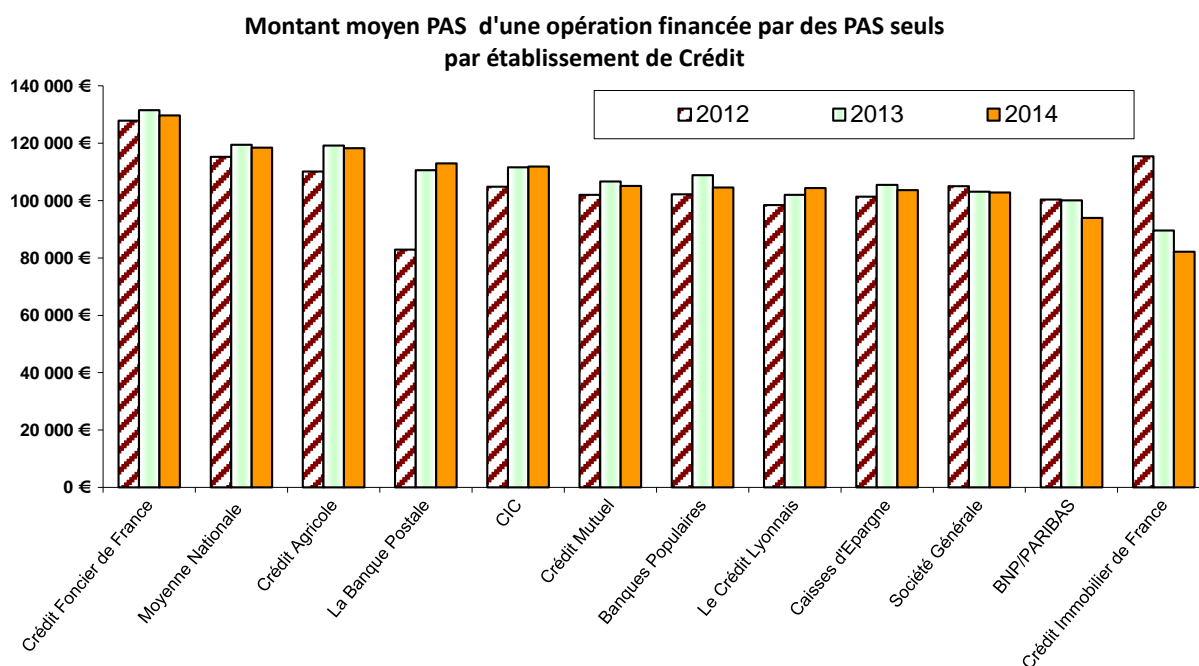
Le « classement » des établissements (selon leur montant prêté) diffère peu de celui de l'année 2013. Le Crédit Foncier de France reste le premier distributeur de PAS, avec une part de marché passant de 40,4% en 2013 à 36,9% en 2014 pour un montant prêté en baisse de 11%, passant de 2 014 M€ à 1 784 M€. Le Crédit Agricole est une fois de plus en deuxième position avec une part de marché stable passant de 23,6% à 24,5%. En passant de 17,4% à 22,0%, la Banque Postale continue de gagner des parts de marché et consolide sa troisième position. A eux trois, ils distribuent plus de trois quarts des PAS (83,4%). Le Crédit Mutuel et les Caisses d'Épargne (quatrième et cinquième distributeurs de PAS) perdent chacun 0,8 point. La part de marché du CIC reste à la sixième place, devant les Banques Populaires et la Société Générale. A noter que depuis août 2012, le Crédit Immobilier de France ne peut plus distribuer de prêts.

Ci-dessous sont présentées les parts de marché (en montants) par établissement :

**Parts de marché (en montants) des établissements pour les opérations PAS seuls**



Le groupe BPCE/Crédit Foncier distribue presque la moitié des PAS seuls avec 48,3% (soit 4,6 points de moins par rapport à 2013 avec une baisse du montant prêté de 12%) suivi avec 24.3% par le groupe Crédit Agricole et LCL (+1,4 point par rapport à 2013 avec une augmentation du montant prêté de 1,8%) et la banque postale avec 22 %. La part de marché du groupe Crédit Mutuel/CIC baisse de 0,8 point avec 8,4% des PAS seuls distribués en France métropolitaine.



Seuls la Banque Postale et le Crédit Agricole enregistrent des taux de croissance positifs pour le montant moyen prêté par rapport à 2013 (respectivement 2,2% et 2,3%)

### **Répartition géographique des opérations PAS seuls**

La structure régionale des PAS de la génération 2014 (Annexe 9) est très similaire à celle de 2013. Avec 7 119 opérations en 2014, la région Ile-de-France reste la région où les opérations PAS sont les plus distribuées (17,4% de l'ensemble des opérations PAS seuls 2014 contre 16,7% en 2013). La région Rhône-Alpes reste la seconde région, puisqu'elle représente 11,8% de l'ensemble des opérations PAS seuls distribuées au titre de la génération 2014 (11,6% pour la génération 2013). Dans la région Pays de la Loire, 3 626 opérations sont réalisées avec des seuls prêts PAS, soit 8,9% du total national (9,2% pour la génération 2013). La région Provence-Alpes-Côte d'Azur constitue le 4ème distributeur avec 8,1% des opérations PAS seuls. Ainsi pour cette génération, ces quatre premières régions concentrent à elles seules 46,3% de l'ensemble des opérations, en ajoutant les deux suivantes (Nord et Languedoc Roussillon) 57,4% des opérations y sont réalisées.

## Evolution des opérations PAS seuls de la génération 2014 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2014/2013	Décomposition de de la variation (*)	Part de la région (montants)
Ile de France	7 119	17.4%	2.0%	0.3%	22.2%
Rhône Alpes	4 838	11.8%	-0.2%	0.0%	12.2%
Pays de la Loire	3 626	8.9%	-5.6%	-0.5%	8.3%
Provence Côte d'Azur	3 314	8.1%	-6.7%	-0.6%	9.0%
Nord	2 407	5.9%	-5.0%	-0.3%	5.5%
Languedoc Roussillon	2 139	5.2%	10.9%	0.5%	4.9%
Midi-Pyrénées	2 010	4.9%	-6.4%	-0.3%	4.3%
Aquitaine	1 997	4.9%	0.6%	0.0%	4.5%
Picardie	1 910	4.7%	-2.7%	-0.1%	4.7%
Lorraine	1 666	4.1%	6.5%	0.24%	3.6%
Centre	1 597	3.9%	1.6%	0.1%	3.5%
Bretagne	1 393	3.4%	-5.1%	-0.2%	3.0%
Bourgogne	1 080	2.6%	-8.3%	-0.2%	2.1%
Poitou-Charentes	982	2.4%	-5.8%	-0.1%	2.1%
Haute Normandie	935	2.3%	-15.6%	-0.4%	2.2%
Alsace	925	2.3%	15.6%	0.3%	2.2%
Champagne	803	2.0%	-8.9%	-0.2%	1.7%
Basse Normandie	632	1.5%	-9.6%	-0.2%	1.3%
Franche Comté	551	1.3%	-19.3%	-0.3%	1.2%
Auvergne	398	1.0%	1.0%	0.0%	0.7%
Limousin	337	0.8%	6.3%	0.0%	0.6%
Corse	190	0.5%	-13.6%	-0.07%	0.2%
<b>Ensemble</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>-2.0%</b>	<b>-2.0%</b>	<b>100%</b>

(\*) Cette colonne correspond à la variation entre 2014 et 2013 par rapport au total de 2013.

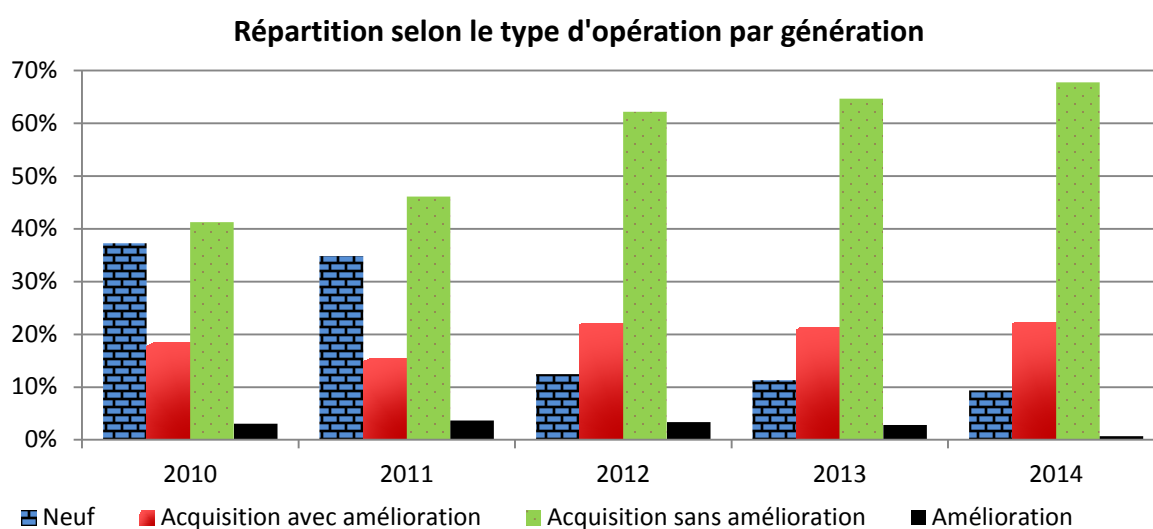
La répartition géographique par montants place au premier rang l'Ile-de-France, avec 22,2% des montants prêtés pour les opérations PAS seuls. Cela s'explique à la fois par des coûts d'opération et des quotités de PAS plus élevés. La région Rhône-Alpes avec 12,2% et les Pays de la Loire avec 8,3% restent des régions importantes.

Quant au prêt moyen, il est très différent d'une région à l'autre, allant de 60 385 € en Corse jusqu'à 150 167 € en Ile-de-France.

## Caractéristiques des opérations PAS seuls

Le montant moyen de l'opération est pratiquement stable, passant de 150 800 € pour la génération 2013 à 150 260 € en 2014, soit baisse de 0,4%.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des opérations PAS seuls selon le type d'opération depuis 2010. En 2014, la part du neuf est de 9,3%, elle est en baisse par rapport à 2013 (11,3%). La part de l'acquisition sans amélioration augmente de 3,1 points par rapport à 2013, celle de l'acquisition avec amélioration gagne +1,0 point tandis que, l'amélioration seule perd 2,1 points.



*Les fortes évolutions entre 2011 et 2012 s'expliquent par l'arrêt du PTZ dans l'ancien, les opérations PAS seuls augmentent donc mécaniquement.*

En termes d'effectifs, cela se traduit par une baisse de 18,8% pour le neuf et une stabilité dans l'ancien (+0,1%).

### *Répartition des opérations PAS seuls par type d'opération*

	2012		2013		2014		Evolution	
							12/13	13/14
Construction ou acquisition d'un logement neuf	3 408	12.4%	4 698	11.3%	3 814	9.3%	37.9%	-18.8%
Acquisition avec amélioration	6 050	22.0%	8 857	21.2%	9 063	22.2%	46.4%	2.3%
Acquisition sans amélioration	17 076	62.2%	26 969	64.7%	27 677	67.8%	57.9%	2.6%
Amélioration	924	3.4%	1 179	2.8%	295	0.7%	27.6%	-75.0%
<b>Ensemble</b>	<b>27 458</b>	<b>100%</b>	<b>41 703</b>	<b>100%</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>51.9%</b>	<b>-2.0%</b>

Le montant moyen d'opération (Annexe 7) augmente pour les opérations d'acquisition dans le neuf (de 2,6% après une baisse de 0,6% en 2013, une hausse de 3,1% en 2012). A l'inverse, le coût moyen des acquisitions dans l'ancien sans travaux est stable (avec -0,1% après +2,3% en 2013, -11,3% en 2012 et -0,8% en 2011) et il baisse pour les opérations dans l'ancien avec amélioration (-1,0% après +3,1% en 2013, -10,4% en 2012 et -5,3% en 2011).

Les fluctuations sont très fortes d'une génération à une autre pour l'amélioration seule (-41,7% après -4,3% en 2013, +26,4% en 2012 et 1,1% en 2011), valeurs à relativiser compte tenu du faible effectif de cette catégorie (moins de 300 cette année).

Comme les années précédentes, le neuf reste la catégorie la plus chère avec un coût moyen d'opération s'élevant à 183 690 € (179 060 € en 2013), suivi par l'acquisition seule à 151 200 € (151 400 € en 2013). Les acquisitions avec amélioration et les améliorations seules ont un montant moyen d'opération respectif de 135 790 € et 74 040 €.

S'agissant de la différenciation de l'Ile-de-France et de la province, le nombre d'opérations PAS seuls distribués au titre de la génération 2014 augmente en Ile-de-France (+2,0%) alors qu'elle baisse en province (-2,9%), baisse due au neuf, dont les effectifs chutent de 20,7%. De ce fait, la répartition des opérations selon leur type est modifiée par rapport à l'année précédente en province, tandis qu'elle reste inchangée en Ile-de-France.

En province les évolutions sont de -2,3 points dans le neuf, de +1,3 points dans l'acquisition avec amélioration, de 3,5 points dans l'acquisition sans amélioration et de -2,5 points dans l'amélioration. En Ile-de-France les différences sont respectivement de +0,2 points, +0,2 points, -0,1 point et -0,3 point.

**Structure des opérations PAS seuls de la génération 2014 par zone et par type d'opération**

	<b>Ile-de-France</b>		<b>Province</b>		<b>Ensemble</b>	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	368	5.2%	3 446	10.2%	3 814	9.3%
Acquisition avec amélioration	267	3.8%	8 796	26.1%	9 063	22.2%
Acquisition sans amélioration	6 467	90.8%	21 210	62.9%	27 677	67.8%
Amélioration	17	0.2%	278	0.8%	295	0.7%
<b>Ensemble</b>	<b>7 119</b>	<b>100%</b>	<b>33 730</b>	<b>100%</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>

En zone A, on relève 6 874 opérations PAS seuls, les effectifs en zone B1 et B2 sont respectivement de 9 013 et 9 040, alors qu'en zone C on enregistre le nombre le plus élevé d'opérations finançant des PAS seuls avec 15 922.

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants (respectivement de 34.2% et 34.4%) en Ile-de-France qu'en province. Concernant l'évolution de 2013 à 2014 en Ile-de-France, le montant moyen d'opération reste stable à -0.7%. Il diminue dans l'amélioration (-8.7%) et faiblement dans l'acquisition sans amélioration (-1.0%), est identique dans l'acquisition avec amélioration tandis que l'on constate une augmentation dans le neuf (+1,1%). En province, le montant moyen d'opération baisse légèrement (-0,5%). Il est en hausse de 1,8% dans le neuf, stable pour l'acquisition sans amélioration (+0,3%) et en baisse dans l'acquisition avec amélioration (-1,1%). S'agissant du montant moyen du PAS pour l'ensemble des opérations, il diminue de 1,1% en Ile-de-France et de 1,0% en province. La tendance est à la baisse quel que soit le type d'opération et le lieu, les plus fortes baisses étant le neuf (-3,1% en Ile-de-France et -4,1% en province) et accessoirement pour l'amélioration en province (-41,2%).

Le coût moyen d'opération et le montant moyen de PAS demeurent nettement plus importants en zone A que dans les autres zones avec 192 050 € d'opération pour un PAS de 148 470 € et particulièrement dans le neuf avec respectivement 245 210 € et 154 120 €

Dans les trois autres zones, le montant moyen d'opération se situe entre 130 520 € et 164 620 € pour un PAS compris entre 106 680 € et 122 900 € (pour le neuf, coût moyen compris entre 163 340 € et 210 380 € et PAS compris entre 121 720 € et 134 440 €).



**Coût moyen d'opération et montant du PAS pour les opérations PAS seuls**  
**selon le type d'opération et la distinction Province/Ile-de-France de la génération 2014**

	Ile-de-France		Province		Ensemble	
	Opération	PAS	Opération	PAS	Opération	PAS
Construction ou acquisition d'un logement neuf	246 488	160 573	176 988	124 811	183 693	128 261
Acquisition avec amélioration	179 675	164 680	134 461	115 589	135 793	117 035
Acquisition sans amélioration	187 794	149 157	140 045	108 757	151 202	118 197
Amélioration	88 232	81 259	73 167	59 017	74 036	60 299
<b>Ensemble</b>	<b>190 285</b>	<b>150 167</b>	<b>141 812</b>	<b>111 769</b>	<b>150 260</b>	<b>118 461</b>

Le montant moyen d'opération varie de 135 980 € pour LCL à 156 660 € pour la Banque Postale. Ces montants moyens d'opération sont en hausse par rapport à 2013 chez certains établissements tandis qu'ils baissent chez d'autres. Les plus importantes variations sont enregistrées par la Société Générale avec +5,7%, LCL +2,8%, la Banque Postale +2,1%, BNP/Paribas -3,3%, les Banques Populaires -2,4% et le Crédit Foncier de France -2,2%. La quotité d'endettement se situe entre 68% pour BNP/Paribas (51% pour le CIF) et 91% pour le Crédit Foncier de France. Elle est de 80% pour le LCL, 78% pour le Crédit Agricole, 76% pour la Société Générale, 77% pour le Crédit Mutuel, 74% pour la Banque Postale, et respectivement pour les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne de 79% et 78%.

Au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 1,1% des opérations PAS seuls de la génération 2014 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 11%.

Toutefois, ce chiffre est à prendre sous beaucoup de réserve pour la raison sus-indiquée, cf. également développement page 58.

On note une légère baisse de la quotité de 0,4 point pour l'ensemble des opérations avec PAS seuls par rapport à la génération 2013, avec une variation presque identique en Ile-de-France et en province (respectivement -0,3 et -0,4 point). La quotité en province demeure plus basse qu'en Ile-de-France sauf dans le neuf (+5.4 points). Particulièrement dans l'amélioration (-11,4 points par rapport à l'Ile-de-France), dans l'acquisition avec amélioration (-5,7 points par rapport à l'Ile-de-France) et pour l'acquisition sans amélioration (-1,8 point par rapport à l'Ile-de-France).

En s'intéressant aux zones, on remarque que la quotité des opérations PAS seuls est la plus élevée en Zone C avec 81.7%, suivie par les zones B2, A et B1 avec respectivement 80,6%, 77,3% et 74,7% de quotité du PAS.

### Quotité moyenne du PAS seuls dans le coût d'opération en 2014

	Ile-de-France	Province	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	65.1%	70.5%	69.8%
Acquisition avec amélioration	91.7%	86.0%	86.2%
Acquisition sans amélioration	79.4%	77.7%	78.2%
Amélioration	92.1%	80.7%	81.4%
<b>Ensemble</b>	<b>78.9%</b>	<b>78.8%</b>	<b>78.8%</b>

Le montant moyen d'une opération PAS seuls baisse de 0,8% par rapport à la génération 2013 pour un coût moyen d'opération dont on a vu précédemment qu'il était en baisse également de 0,4%.

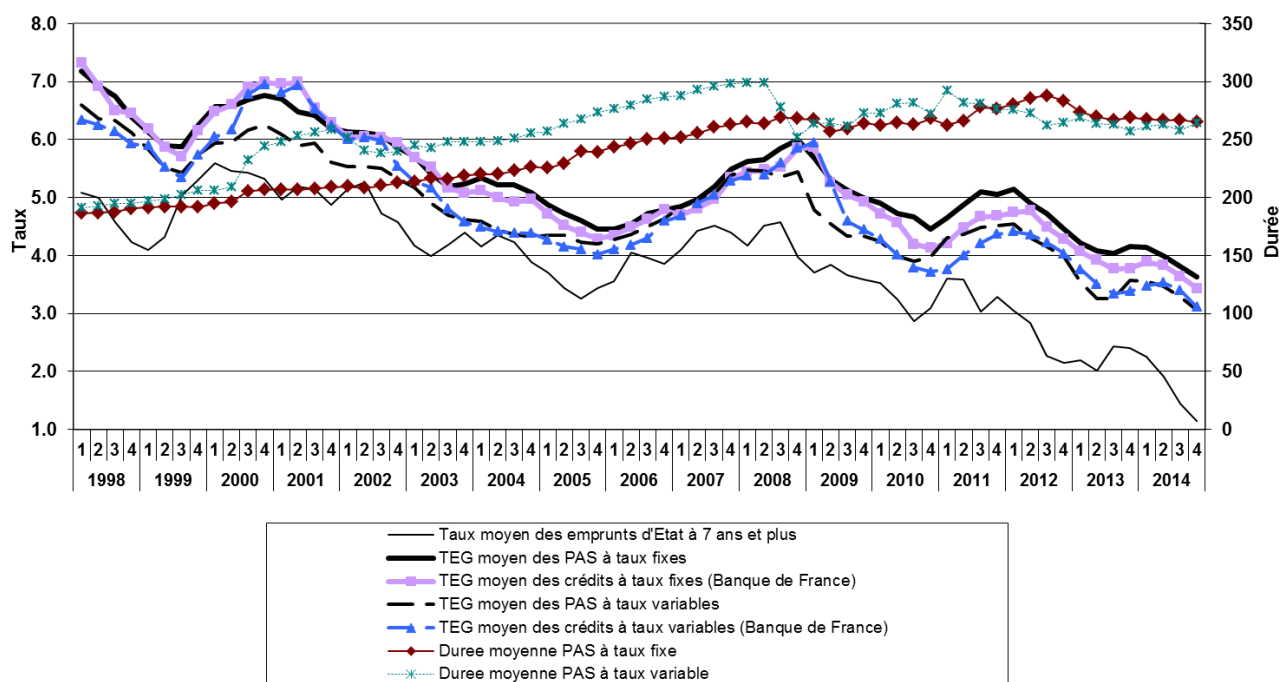
Le graphique ci-après montre que l'évolution des taux d'intérêt des PAS a été parallèle à celle des taux des prêts immobiliers libres jusqu'à fin 2006. Le mécanisme du FGAS a permis à la clientèle « sociale » du PAS de bénéficier de conditions de taux globalement aussi avantageuses que l'ensemble des bénéficiaires de crédit.

On constate cependant depuis 2009 un écart entre le TEG moyen des PAS au sein des opérations PAS seuls à taux fixes et celui des crédits « libres » qui peuvent être dus à des écarts de durée (les statistiques sur la durée des prêts résidentiels immobiliers en France ne sont pas assez précises pour confirmer), cependant cet écart tend à se resserrer à partir de 2014.

Les taux en baisse avec une durée du prêt plutôt stable, permet in fine de garder une bonne solvabilité aux acquéreurs pour un montant global prêté plus élevé. Le graphique ci-dessous présente l'évolution des taux d'intérêt et des durées des prêts ayant le montant prêté le plus élevé, dans chacune des opérations PAS seuls, les taux d'intérêts sont ici pondérés par les montants prêtés.

On remarque à compter de fin 2011 une hausse de la durée moyenne des PAS à taux variables et une diminution durant le dernier trimestre 2012. Avant 2008 la durée moyenne des PAS à taux variable s'écarte par rapport à celle des taux fixes en restant supérieure, à partir de 2011 le schéma s'inverse mais avec un écart plus faible jusque fin 2012. La génération 2014 est caractérisée par des taux d'intérêt en baisse, les durées des PAS à taux variables sont proches de celles des PAS à taux fixes surtout dans le dernier trimestre.

### Evolution des taux d'intérêt et des durées des prêts par trimestre d'émission

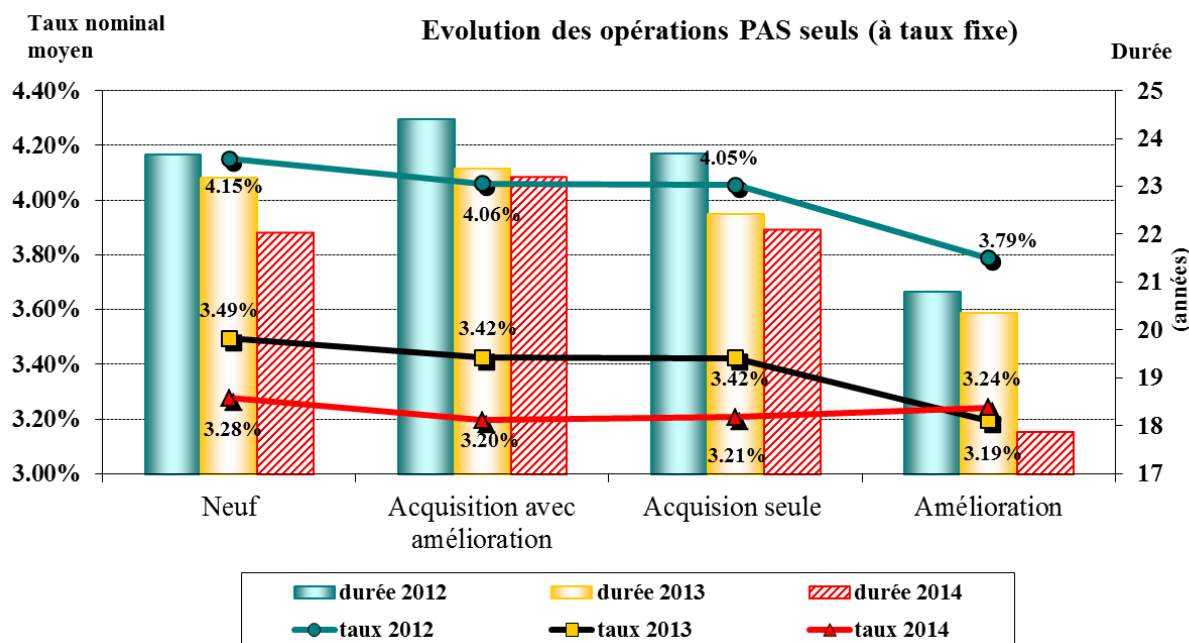


Rappel : La durée d'une opération est caractérisée par le prêt ayant le montant prêté le plus élevé. Le taux nominal constant moyen des opérations avec PAS seuls, dans l'ensemble, continue de diminuer entre 2012 et 2014 passant de 4,06% en 2013 à 3,42% en 2013 et à 3,21% en 2014. Les évolutions du taux nominal constant moyen sont les suivantes : -22 points de base dans le neuf et l'acquisition seule, -23 points de base dans l'acquisition avec amélioration et +5 points de base dans l'amélioration seule.

Au regard du type d'acquisition, 2014 présente des taux très légèrement plus forts pour les opérations dans le neuf, 3,28% contre 3,24% dans l'amélioration et 3,21% dans l'acquisition seule et enfin 3,20% dans l'acquisition avec amélioration. En moyenne sur l'ensemble des opérations, la durée des PAS à taux fixe diminue faiblement de 4 mois et se situe désormais à 22 ans et 4 mois en 2014. Cette baisse se fait plutôt ressentir dans l'amélioration (-2 ans et 5 mois) et dans le neuf (-14 mois).

### Durée moyenne des PAS à taux fixe (en mois)

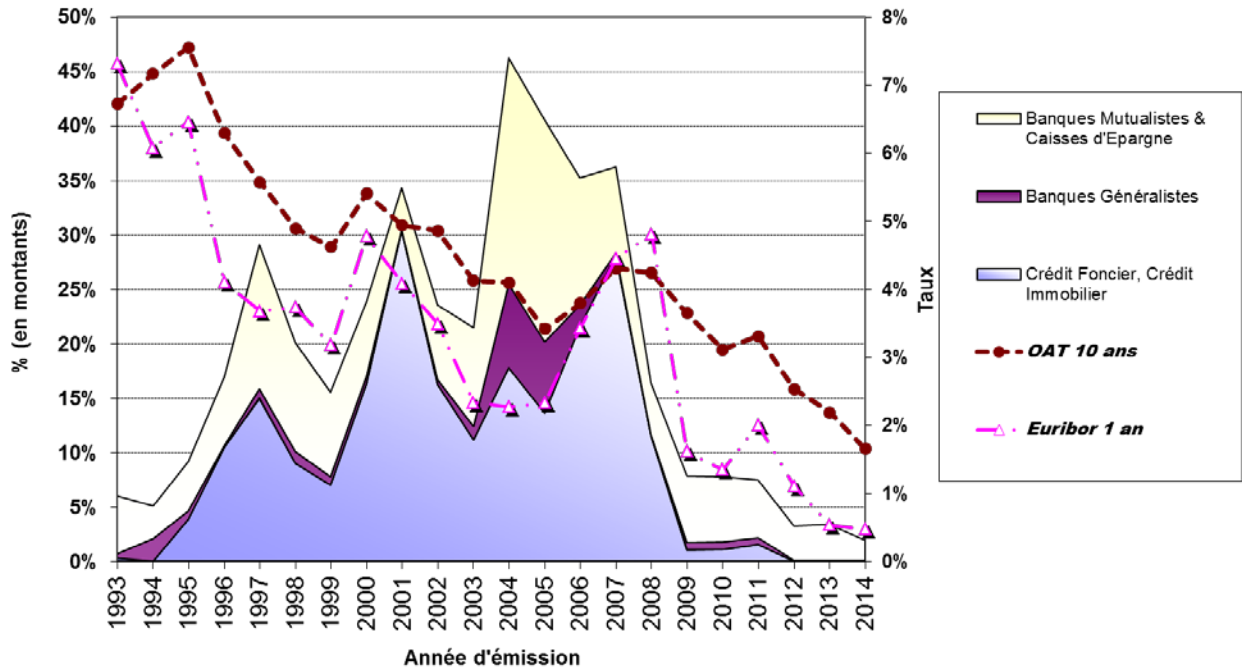
	2012	2013	2014
Construction ou acquisition d'un logement neuf	284	278	265
Acquisition avec amélioration	293	280	278
Acquisition sans amélioration	284	269	265
Amélioration	250	244	215
<b>Ensemble</b>	<b>285</b>	<b>272</b>	<b>268</b>



La proportion de PAS à taux révisable par année d'émission<sup>5</sup> selon les principaux réseaux de distribution est mise en regard de l'évolution de l'OAT 10 ans au cours du temps dans le graphique ci-après :

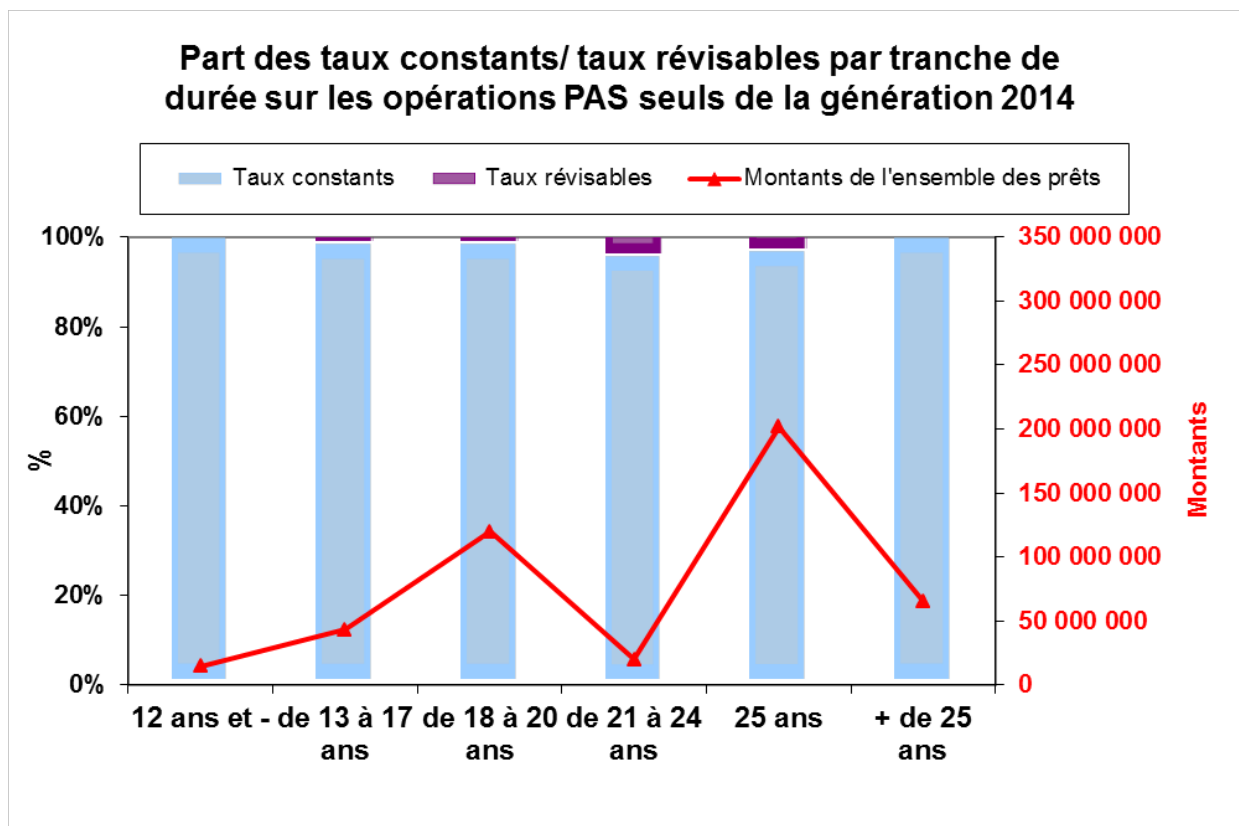
<sup>5</sup> Les émissions ont été préférées aux mises en force ou à la notion de la génération afin de pouvoir comparer l'évolution de la proportion des PAS à taux révisables vis-à-vis des taux longs.

Evolution par année d'émission de la proportion (en montant) de PAS seuls à taux révisables selon le réseau de distribution



La part des PAS à taux révisable avait connu trois phases de progression depuis 1993 : entre 1994 et 1997 d'abord, puis un pic en 2001 et 2004. Le recul a ensuite été très rapide. La baisse des taux et la détérioration de la conjoncture économique qui n'est pas propice aux emprunts et aux prises de risque (crise financière et économique, augmentation du chômage...) influencent le choix de l'emprunteur qui opte pour un prêt à taux fixe, perçu comme moins risqué.

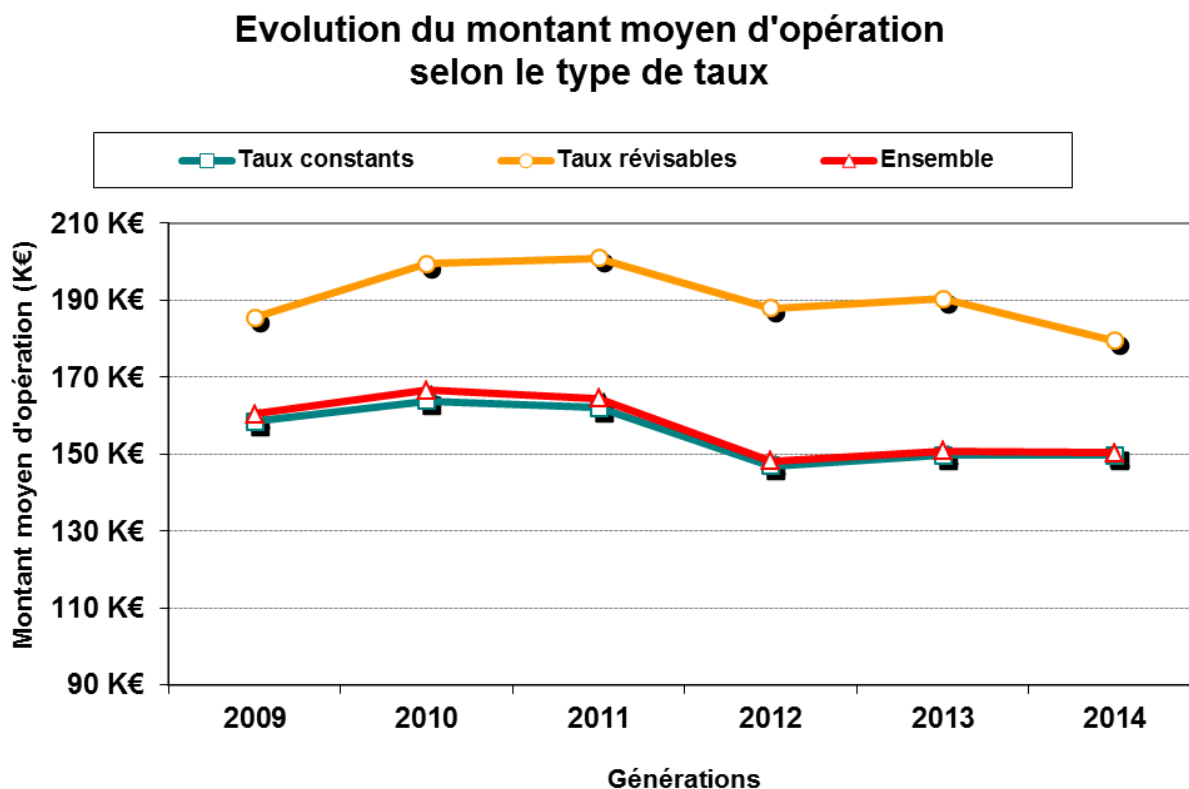
Quelle que soit la durée du prêt, la part des PAS à taux révisables (en montants distribués) ne dépasse pas les 5%.



Sur la génération 2014, la part des opérations PAS seuls dont un prêt au moins est à taux révisable est en moyenne de 1,9%. Pour ceux qui ont une durée inférieure ou égale à 12 ans, le pourcentage est de 0,1%, pour les opérations dont le prêt majoritaire est d'une durée comprise entre 21 et 24 ans il est de 4,3%. La durée des opérations à taux révisables peuvent s'ajuster en fonction des taux du marché, une augmentation des taux viendra, le cas échéant, impacter la durée du prêt à la hausse, ce qui explique un plus fort pourcentage des opérations dont la durée est comprise entre 21 et 24 ans.

Rappelons que si le taux fixe reste stable tout au long de la durée du prêt, le taux variable évolue selon un indice public. Ainsi, une diminution du taux est favorable à l'emprunteur (coût du prêt plus faible) alors qu'une augmentation accroît les intérêts à rembourser. Une hausse des taux est susceptible d'avoir pour effet la fragilisation des emprunteurs ayant contracté des PAS à taux variables qui pourront voir la durée de leurs PAS se rallonger ou leurs mensualités augmenter, dans la limite des plafonds réglementaires. Ce risque est accentué par la présence importante des taux révisables parmi les prêts de longue durée car, dans ce cas, la durée plafond sera atteinte plus rapidement et la répercussion de la hausse des taux se fera donc sentir sur la mensualité. Cet

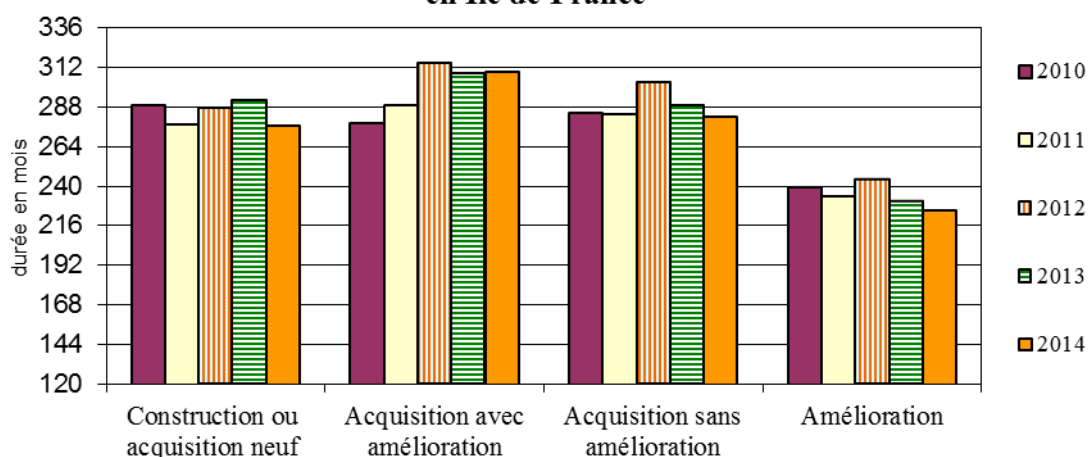
effet est d'autant plus significatif que les taux révisables portent sur des montants d'opération plus importants même si l'écart a eu tendance à se resserrer en 2014 (cf. le graphique ci-après) :



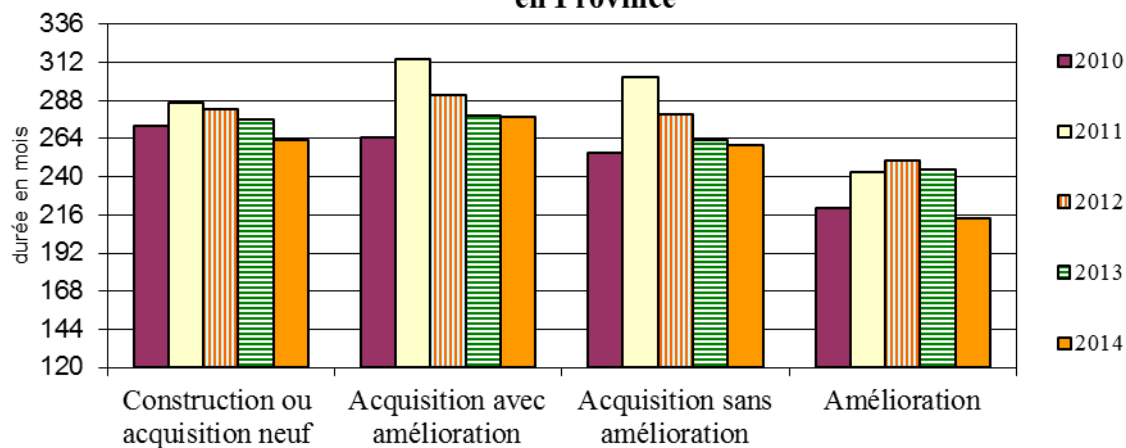
Par ailleurs, pour tous types de taux confondus, la durée des opérations PAS seuls, après plusieurs années de hausse continue, a atteint son maximum en 2012 : 22 ans et 1 mois en 2010, 22 ans et 8 mois en 2011, et 23 ans et 8 mois en 2012, pour diminuer en 2013 à 22 ans et 8 mois et en 2014 à 22 ans et 4 mois.

Comme cela est visible sur les graphiques ci-après, s'agissant de la durée selon la zone géographique les durées d'opérations sont bien plus importantes en Ile-de-France qu'en province. On note une baisse de la durée d'emprunt par rapport à 2013 dans l'amélioration de 2 ans et 6 mois, dans le neuf de 1 an et 1 mois et dans l'acquisition sans amélioration de 4 mois et enfin de 1 mois l'acquisition avec amélioration. La durée moyenne demeure toujours plus longue en Ile-de-France avec 23 ans et 7 mois contre 22 ans en province.

### Durée d'une opération financée par PAS seuls en Ile de France



### Durée d'une opération financée par PAS en Province



En distinguant la durée moyenne d'emprunt en province selon le type d'opération, on note une baisse générale des durées, de 30 mois dans l'amélioration, de 13 mois dans le neuf, de 3 mois dans l'acquisition sans amélioration, et de 1 mois dans l'acquisition avec amélioration. En 2014, l'acquisition avec amélioration est le type d'opération avec la durée moyenne d'emprunt la plus longue (23 ans et 1 mois).



## Caractéristiques des ménages

Le revenu mensuel moyen de l'année N<sup>6</sup> des ménages bénéficiaires d'une opération PAS seuls continue à s'accroître pour atteindre en 2013 2 415€(+1,3% par rapport à 2012 après +8,0% en 2013)

### Revenu mensuel moyen des bénéficiaires d'un PAS en euros

	2012	2013	2014	Evolution	
				12/13	13/14
Construction ou acquisition d'un logement neuf	2 500	2 599	2 718	4.0%	4.6%
Acquisition avec amélioration	2 151	2 227	2 285	3.5%	2.6%
Acquisition sans amélioration	2 164	2 380	2 405	10.0%	1.1%
Amélioration	2 364	2 705	2 673	14.4%	-1.2%
<b>Ensemble</b>	<b>2 208</b>	<b>2 384</b>	<b>2 415</b>	<b>8.0%</b>	<b>1.3%</b>

En distinguant les revenus par type d'opération, seuls les ménages ayant fait des travaux d'amélioration dans leur logement ont vu leur revenu baisser (-1,2%), tandis que ceux qui ont fait une construction ou une acquisition dans le neuf ont la hausse la plus importante (4,6%) suivie de l'acquisition avec amélioration (2,6%) et des opérations avec amélioration (1,1%). En 2014, on retrouve la situation classique : le revenu moyen des acquéreurs de neuf dans l'amélioration est le plus élevé (2 718 €) devant celui des emprunteurs pour de l'amélioration seule (2 673 €).

Si on considère maintenant les montants d'opération de PAS seuls en fonction du revenu mensuel, le coût est de 5 ans et 2 mois et le montant prêté de 3 ans et 11 mois. Le neuf reste encore cette année le type d'opération le plus cher (5 ans et 7 mois), suivie de près par l'acquisition sans amélioration (5 ans et 2 mois), l'acquisition avec amélioration (4 ans et 11 mois) et l'amélioration seule (2 ans et 3 mois). Les montants moyens prêtés sont les plus forts dans l'ancien (4 ans et 3 mois pour l'acquisition sans amélioration et 4 ans et 1 mois pour

---

<sup>6</sup> Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 23% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, et compte tenu des valeurs mal renseignées. Il y a toutefois lieu de faire remarquer qu'on observe une stabilité du revenu fiscal de référence.

l'acquisition avec amélioration), dans le neuf il ne représente que 3 ans et 11 mois ; il est logiquement le plus faible pour l'amélioration seule (1 an et 10 mois)

La structure de répartition des emprunteurs PAS selon leur CSP (Annexe 11) reste tout de même assez stable sur les cinq dernières années observées même si l'on constate que le poids des ouvriers continue encore de baisser en 2014 par rapport à 2013. La répartition fait toujours apparaître un poids prépondérant des employés et des ouvriers qui réalisent ensemble presque 2/3 des opérations. En y ajoutant les professions intermédiaires, cela donne 83,6% des opérations. En 2014, seuls les artisans-commerçants et les cadres sont plus nombreux que l'année précédente (une augmentation respectivement +2,3% et 0,7%)

#### Évolution de la CSP des emprunteurs bénéficiaires d'une opération PAS seuls

	2012		2013		2014		Evolution	
							12/13	13/14
Agriculteurs	268	1.0%	370	0.9%	303	0.7%	38.1%	-18.1%
Artisans, commerçants	902	3.3%	1 119	2.7%	1 145	2.8%	24.1%	2.3%
Cadres	1 545	5.6%	3 298	7.9%	3 321	8.1%	113.5%	0.7%
Prof. Intermédiaires	5 039	18.4%	7 889	18.9%	7 868	19.3%	56.6%	-0.3%
Employés	9 029	32.9%	15 580	37.4%	15 425	37.8%	72.6%	-1.0%
Ouvriers	9 186	33.5%	11 474	27.5%	10 869	26.6%	24.9%	-5.3%
Retraités	598	2.2%	818	2.0%	786	1.9%	36.8%	-3.9%
Inactifs	891	3.2%	1 155	2.8%	1 132	2.8%	29.6%	-2.0%
<b>Ensemble</b>	<b>27 458</b>	<b>100%</b>	<b>41 703</b>	<b>100%</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>51.9%</b>	<b>-2.0%</b>

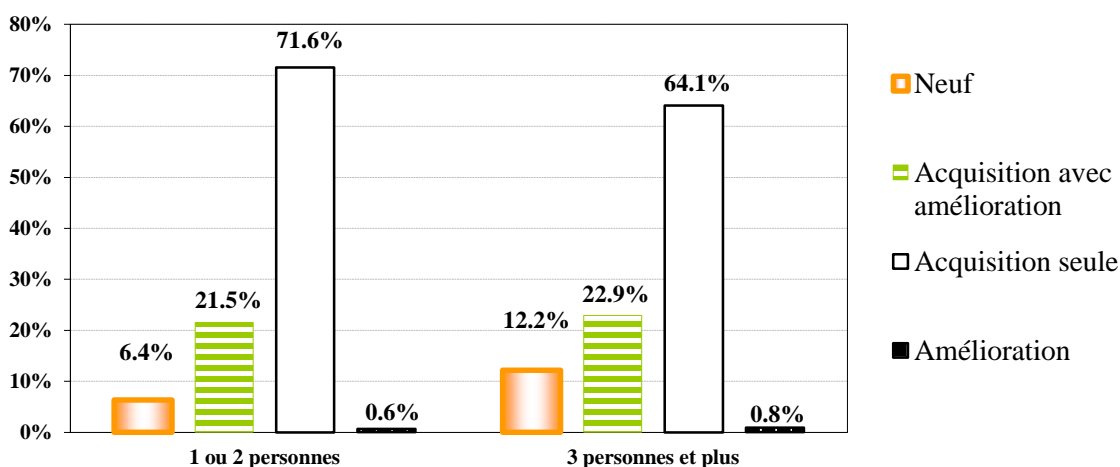
Le coût d'opération estimé en mois de revenus varie selon la CSP de 4ans et 9 mois pour les agriculteurs à 5 ans et 9 mois pour les artisans, commerçants. Pour les catégories les plus représentées, il équivaut à 5 ans et 3 mois pour les employés et également pour professions intermédiaires, à 5 ans pour les ouvriers et à 5 ans et 5 mois pour les cadres. Pour les ouvriers, le montant prêté de l'opération PAS seuls est d'environ 4 ans et 3 mois de revenus, mais pour les agriculteurs et les retraités, il est respectivement de 3 ans et 9 mois et de 2 ans et 8 mois.

Pour l'ensemble des emprunteurs le revenu a augmenté de 1,3% en 2014 par rapport à 2013. Les hausses les plus fortes concernent les ouvriers (+3,9%) et les professions intermédiaires (+3,5%) suivis des cadres (+1,7%) et des employés (+0,7%). Quant aux agriculteurs, ils enregistrent une baisse de leurs revenus de 19,4%, les inactifs de 2,3% et les artisans, commerçants de 0,3%.

En ce qui concerne la composition des ménages (Annexe 10), près de la moitié des ménages sont composés de deux personnes et moins (49,7% l'ensemble, dont 27,6% pour les personnes seules), en hausse par rapport à 2013 (47,9% de l'ensemble dont 26,2% pour les personnes seules). Ainsi, la part des ménages de 3 personnes et plus diminue (50,9% des opérations contre 52,1% en 2013). La classe la plus représentée est celle des personnes seules (27,6% des opérations), suivie par les ménages de 2 personnes (21,5%) et des ménages de 3 personnes (20,2%).

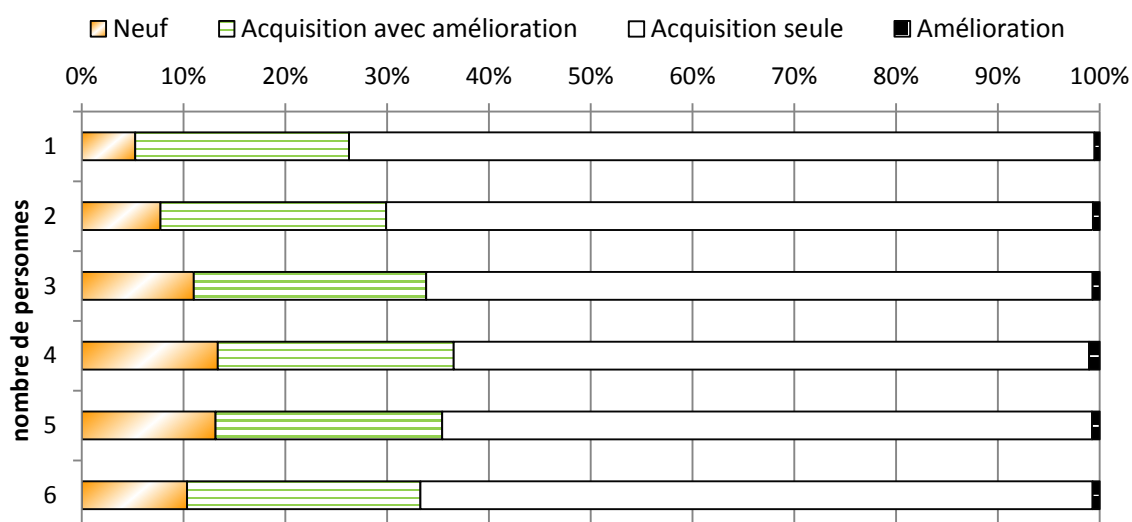
Le nombre moyen de personnes par ménage sur l'ensemble des opérations de la génération 2013 continue de baisser régulièrement (2,69 en 2014 contre 2,73 en 2013 et 3,24 en 2010) . Il est plus faible dans l'ancien (2,6 personnes pour l'acquisition avec amélioration, 2,7 personnes pour l'acquisition seule et 2,9 pour l'amélioration seule) que dans le neuf (3.1 personnes). L'investissement dans le neuf (12,2%) est plus marqué pour les ménages de 3 personnes et plus tandis que les petits ménages (1 et 2 personnes) réalisent des opérations encore plus largement dans l'ancien (93,6%).

#### Opérations réalisées par taille de ménage en 2014



Les ménages de 3 personnes et plus achètent davantage dans le neuf (que les ménages de 1 à 2 personnes) quel que soit le nombre de personnes qui les composent. La part du neuf est supérieure à 13% pour les ménages de 4 ou 5 personnes mais de 5,3% pour les ménages de 1 personne. Les ménages à 1 ou 2 personnes et 3 et plus empruntent plutôt dans le cadre d'acquisitions dans l'ancien sans travaux ; les acquisitions avec améliorations concernent environ 22% des opérations quel que soit le nombre de personnes du foyer.

### Répartition des opérations en 2014 selon le nombre de personnes du ménage



### Répartition des effectifs par taille de ménage et par type d'opération en 2014

Taille de ménage	Neuf		Acquisition-amélioration		Acquisition seule		Amélioration		Ensemble
Personne seule	593	15.5%	2 362	26.1%	8 245	29.8%	59	20.0%	27.6%
2 personnes	681	17.9%	1 949	21.5%	6 108	22.1%	60	20.3%	21.5%
3 personnes	911	23.9%	1 887	20.8%	5 410	19.5%	58	19.7%	20.2%
4 personnes	1 028	27.0%	1 781	19.7%	4 799	17.3%	82	27.8%	18.8%
5 personnes	470	12.3%	794	8.8%	2 280	8.2%	27	9.2%	8.7%
6 personnes et plus	131	3.4%	290	3.2%	835	3.0%	9	3.1%	3.1%
<b>Ensemble</b>	<b>3 814</b>	<b>100.0%</b>	<b>9 063</b>	<b>100.0%</b>	<b>27 677</b>	<b>100.0%</b>	<b>295</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>
moyenne du nombre de personnes	3.1		2.7		2.6		2.9		2.7

Les revenus moyens croissent avec le nombre de personnes qui les composent. La décomposition de l'évolution du revenu mensuel moyen entre 2014 et 2013 par taille de ménage montre que les personnes seules ont un revenu moyen en plus forte hausse : +3,2% suivie des ménages à 6 personnes et plus (+1,8%). Si le coût moyen d'opération baisse de 0,4% dans l'ensemble c'est surtout pour les ménages de 6 personnes et plus que l'évolution est la plus forte (-2,4%). A l'inverse pour les personnes seules et les ménages composés de 3 personnes la hausse est de 0,6% et 0,7. Au regard du montant moyen prêté, les ménages composés d'une seule personne ont la plus forte hausse (0,9%), seule cette catégorie a une augmentation plus élevée pour le montant moyen prêté que pour le coût d'opération.

### Évolution entre 2013 et 2014 du coût moyen d'opération, du montant moyen et des revenus

	Coût moyen d'opération	Montant moyen Prêté	Revenu mensuel moyen
Personne seule	<b>0.6%</b>	<b>0.9%</b>	<b>3.2%</b>
2 personnes	<b>0.4%</b>	<b>-0.2%</b>	1.3%
3 personnes	<b>0.7%</b>	<b>0.1%</b>	<b>1.6%</b>
4 personnes	<b>-0.3%</b>	-0.9%	-0.2%
5 personnes	<b>0.0%</b>	<b>-0.5%</b>	-1.0%
6 personnes et +	-2.4%	-2.1%	<b>1.8%</b>
<b>Ensemble</b>	-0.4%	-0.8%	1.3%

Les personnes seules s'engagent dans des opérations représentant 5 ans et 5 mois de revenus (soit un mois de moins qu'en 2013) avec un PAS équivalant à 4 ans et 1 mois (également un mois de moins que la génération précédente). Toujours pour cette catégorie de ménages, le maximum du coût est atteint pour le neuf où il représente 6 ans et 5 mois de revenus. Pour les ménages de 2 personnes, ces ratios sont respectivement 5 ans et 3 ans et 11 mois. Les opérations des ménages de 3 personnes et plus valent entre 4 ans et 2 mois et 4 ans et 11 mois de revenus avec des montants de PAS valant entre 3 ans et 4 mois et 3 ans et 11 mois, dans les deux cas décroissants avec la taille du ménage.

La quotité du PAS augmente avec la taille du ménage (de 75% pour une personne seule et autour de 80% pour les autres ménages).

La répartition des PAS de la génération 2014 selon la situation familiale (Annexe 12) est dans la continuité des générations précédentes. La majorité des emprunteurs vivent en couple, la part des mariés étant toujours en baisse mais reste très légèrement dominante (28,9% en 2014) suivie par celle des personnes vivant maritalement (27,9%). La part des emprunteurs célibataires est stable par rapport à l'année précédente (32,1%) après les fortes augmentations des générations 2012 et 2013 (respectivement +6,4 points et +3,9 points).

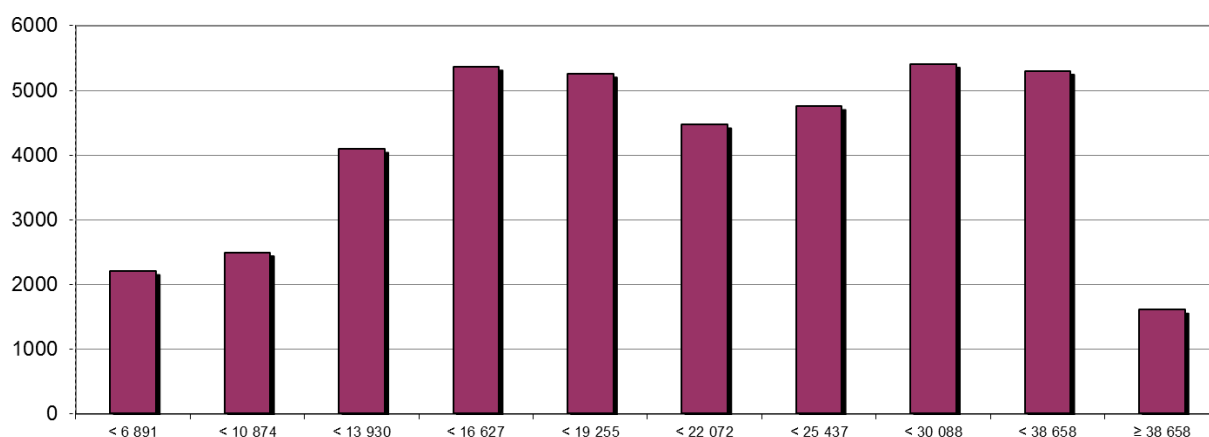
### Situation familiale des bénéficiaires d'un PAS

	2012		2013		2014	
Marié	9 195	33.5%	12 674	30.4%	11 817	28.9%
Vivant maritalement	7 408	27.0%	11 035	26.5%	11 400	27.9%
Célibataire	7 710	28.1%	13 340	32.0%	13 107	32.1%
Divorcé ou séparé	2 911	10.6%	4 351	10.4%	4 241	10.4%
Veuf	234	0.9%	303	0.7%	284	0.7%
<b>Ensemble</b>	<b>27 458</b>	<b>100%</b>	<b>41 703</b>	<b>100%</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>

Les montants moyens d'opération décroissent pour les divorcés ou séparés et pour les célibataires (respectivement 1,0% et 1,7%) tandis qu'ils progressent de 0,6% pour les mariés et 0,2% pour les couples vivant maritalement.. Le revenu des emprunteurs progresse de 1,3 en moyenne pour l'ensemble, atteignant respectivement 1,5% et 0,2% pour les « mariés » et « vivant maritalement », tandis que ceux des célibataires évoluent de 0,8%.

La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis (hors éco-prêts) est inégale. Un tiers des prêts est accordé aux quatre premiers déciles de revenus. Les emprunteurs ayant un RFR compris entre à 22 072 € et 38 658 € (correspondant aux déciles 6 à 9) représentent presque 50% des emprunteurs.

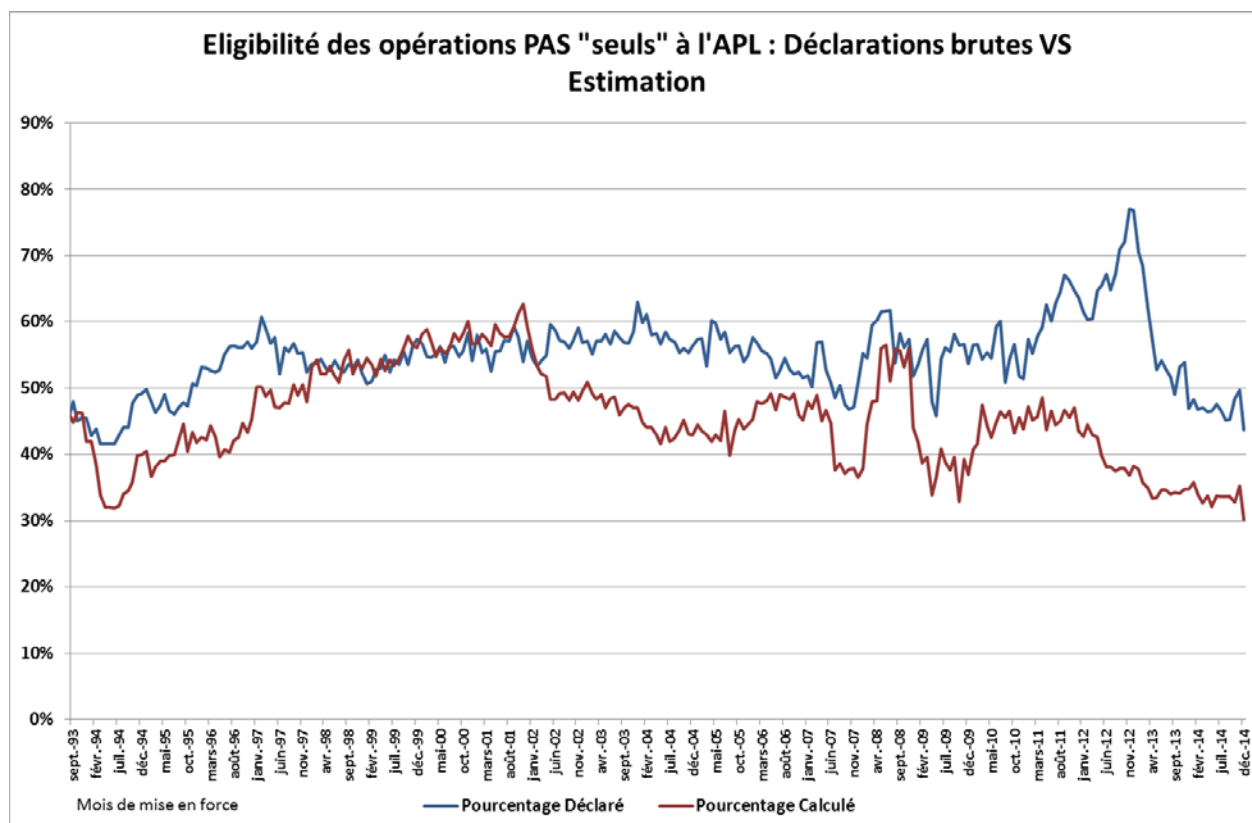
Nombre d'opérations garanties financées par PAS seuls en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



## Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour les opérations financées uniquement par des prêts PAS

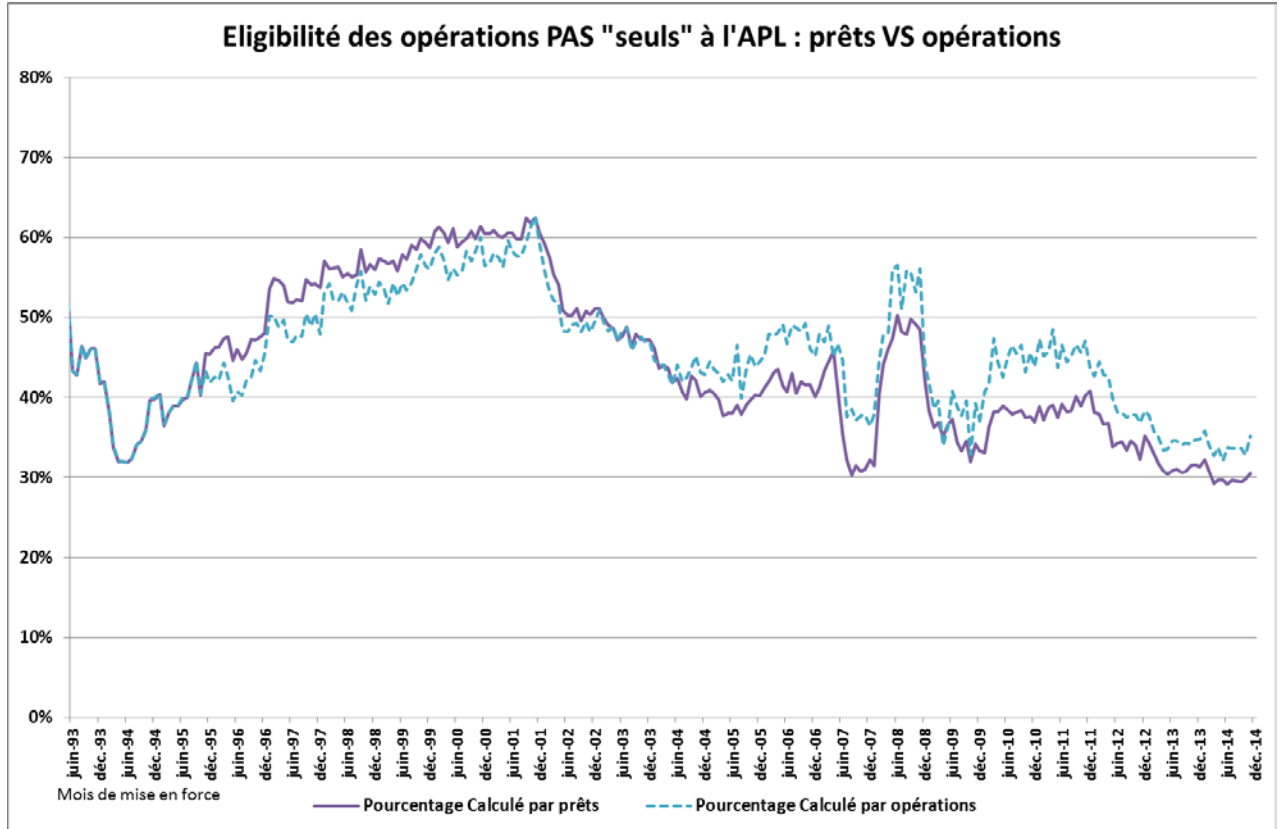
### a- Déclarations des EC VS Estimation :

Depuis 2008, une élévation inhabituelle du taux de ménages emprunteurs déclarés présumés bénéficiaires de l'APL au moment de l'offre de prêt a été mise en évidence. Une étude détaillée portant sur les anomalies constatées a montré qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS éligibles à l'APL. Ce constat reste valable en raisonnant par opération (ensemble des prêts PAS finançant la même opération), comme l'illustre le graphique suivant qui compare aux déclarations brutes, le résultat d'un calcul conventionnel par lequel l'évaluation de l'éligibilité à l'APL est obtenue en estimant le montant d'APL auquel aurait droit un emprunteur en fonction d'un certain nombre de critères: l'estimation réduit nettement le pourcentage des opérations éligibles.



*b- Analyse par prêts VS analyse par opération :*

L'évaluation de l'éligibilité à l'APL prêt par prêt sous estimait souvent la véritable éligibilité de l'emprunteur.





### **1.3 LES OPERATIONS combinant PAS ET PRETS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2014 :**

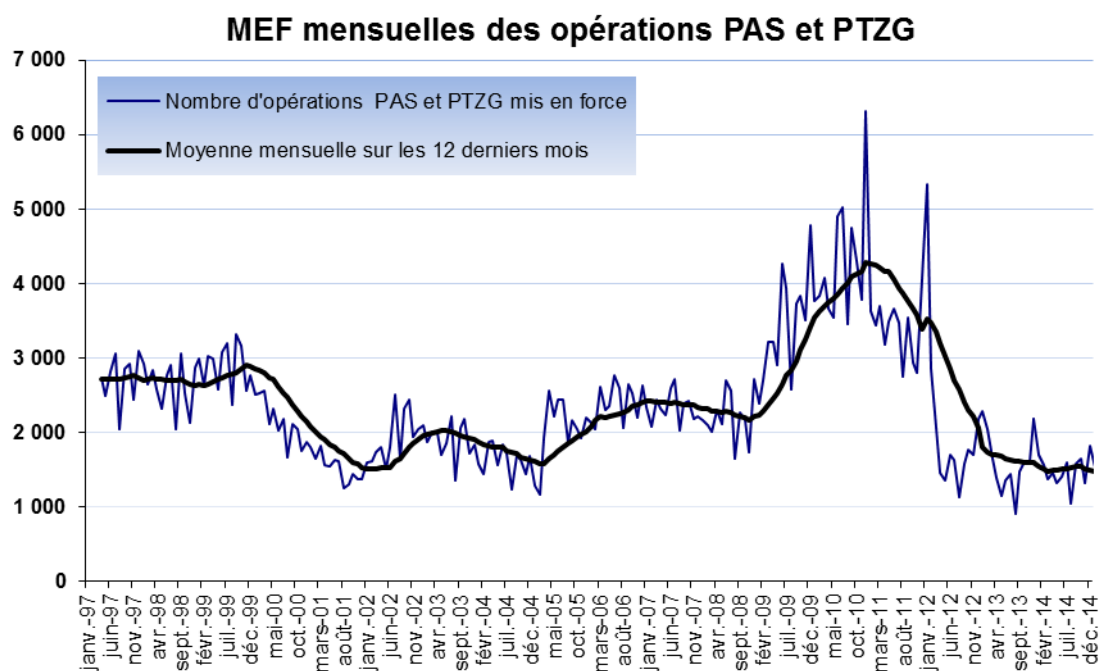
A titre liminaire, la comparaison entre les opérations financées par des PTZ garantis et des PTZ non garantis met en relief des différences nettes :

<b>Opération avec ...</b>	<b>PTZ garantis</b>	<b>PTZ non garantis</b>
Nombre moyen de personnes dans le foyer	<b>3.1</b>	2.5
Net imposable année de référence	22 368 €	<b>24 001 €</b>
Montant total de l'opération	184 984 €	<b>197 988 €</b>
Surface habitable	83.0	<b>87.3</b>
Montant du ptz	<b>39 855 €</b>	39 292 €
Montant du crédit d'impôt	<b>16 119 €</b>	12 777 €
Durée totale du prêt à taux zéro	<b>266.5</b>	238.3
Durée de la période 1 du prêt à taux zéro	<b>159.5</b>	158.2
% amorti en période 1	27.5	<b>48.6</b>
Montant des autres prêts	<b>136 199 €</b>	132 826 €
Montant total du prêt principal	<b>127 033 €</b>	108 722 €
Taux nominal du prêt principal	<b>3.57</b>	3.19
TEG du prêt principal	<b>4.49</b>	3.82
Durée totale du prêt principal (en mois)	<b>323.8</b>	268.8
Montant d'aide personnelle mensuel moyen	<b>67.1 €</b>	24.5 €
Taux d'apport personnel	5%	<b>12%</b>

	Opérations avec PTZ garantis		Opérations avec PTZ non garantis	
	Effectif	% PTZ+ Garantis	Effectif	PTZ+ Non Garantis
<b>Etat matrimonial du ménage emprunteur</b>				
Marié	3 463	34.8%	9 230	26.5%
Veuf	20	0.2%	101	0.3%
Divorcé ou Séparé	437	4.4%	1 639	4.7%
Célibataire	2 273	22.8%	10 822	31.1%
Vivant maritalement	3 764	37.8%	13 030	37.4%
<b>Zone</b>				
A	2 517	25.3%	8 673	24.9%
B1	1 717	17.2%	9 074	26.1%
B2	1 702	17.1%	4 967	14.3%
C	4 021	40.4%	12 108	34.8%
<b>Statut d'occupation du logement actuel</b>				
1 : Locataire HLM	178	1.8%	1 490	4.3%
2 : Autre locataire	9 535	95.8%	26 420	75.9%
4 : Hébergé(e) à titre gratuit	202	2.0%	6 097	17.5%
6 : Propriétaire (handicapé)	1	0.0%	8	0.0%
9 : Autres statuts	41	0.4%	807	2.3%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>				
1 : Agriculteurs exploitants	5	0.1%	341	1.0%
2 : Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	90	0.9%	1 015	2.9%
3 : Cadres et professions intellectuelles supérieures	619	6.2%	5 372	15.4%
4 : Professions Intermédiaires	2 288	23.0%	8 265	23.7%
5 : Employés	3 054	30.7%	12 950	37.2%
6 : Ouvriers	3 772	37.9%	6 132	17.6%
7 : Retraités	41	0.4%	123	0.4%
8 : Autres personnes sans activité professionnelle	88	0.9%	624	1.8%
<b>Situation socioprofessionnelle</b>				
1 : Salarié secteur privé (CDI)	7 994	80.3%	20 444	58.7%
2 : Salarié secteur privé (autres cas)	424	4.3%	4 980	14.3%
3 : Salarié secteur public	1 301	13.1%	5 895	16.9%
4 : Non-salarié	109	1.1%	2 802	8.0%
5 : Chômeur	84	0.8%	120	0.3%
6 : Inactif	45	0.5%	581	1.7%
<b>Type d'immeuble</b>				
individuel	7 223	72.5%	22 104	63.5%
collectif	2 734	27.5%	12 718	36.5%
<b>Type d'opération</b>				
1 : Achat neuf (au sens = jamais occupé)	3 092	31.1%	14 187	40.7%
2 : Construction de maison individuelle (achat du terrain compris)	6 243	62.7%	15 964	45.8%
3 : Construction de maison individuelle (hors achat du terrain)	273	2.7%	2 861	8.2%
4 : Acquisition amélioration pour les acquisitions seules, montant des travaux > 0	125	1.3%	623	1.8%
5 = Transformation de locaux non destinés à l'habitation en logement	13	0.1%	117	0.3%
6 = Levée d'option en location-accession, pour le 1er locataire (PSLA)	206	2.1%	984	2.8%
7 = Acquisition d'un logement avec travaux de remise à neuf TVA	5	0.1%	86	0.2%
<b>Eligibilité à l'APL/AL</b>				
Eligible	4 277	40.7%	8 508	24.4%
APL	4 277	43.0%	27	0.1%
AL	0	0.0%	8 481	24.4%
Non eligible	5 680	59.3%	26 314	75.6%
<b>Périmètre : Mises en force 2014 Métropole</b>	9 957	100%	34 822	100%

Le développement qui suit porte sur les opérations associant PAS et PTZ. On recense 17 780 opérations combinant un ou plusieurs prêts PAS à un prêt à 0% garanti pour la génération 2014. Ils représentent 30,3% en effectifs et 37,0% en montants de la production totale de l'ensemble des opérations de la génération 2014.

Génération du 1er prêt mis en force	Nombre d'opérations PAS et PTZG	Montant garanti (PAS + PTZG en M€)
1995	2 167	138.4
1996	29 203	1 793.7
1997	32 691	2 199.9
1998	31 521	2 273.8
1999	34 601	2 702.1
2000	25 622	1 995.0
2001	18 280	1 454.9
2002	22 866	2 067.3
2003	22 811	2 263.7
2004	19 488	2 012.1
2005	24 119	2 637.6
2006	35 219	4 142.3
2007	22 331	2 667.3
2008	26 272	3 117.7
2009	41 003	5 125.9
2010	51 369	6 539.2
2011	40 605	5 255.7
2012	24 674	3 517.4
2013	19 004	3 032.4
2014	17 780	2 851.4
<b>Total</b>	<b>523 846</b>	<b>54 936</b>



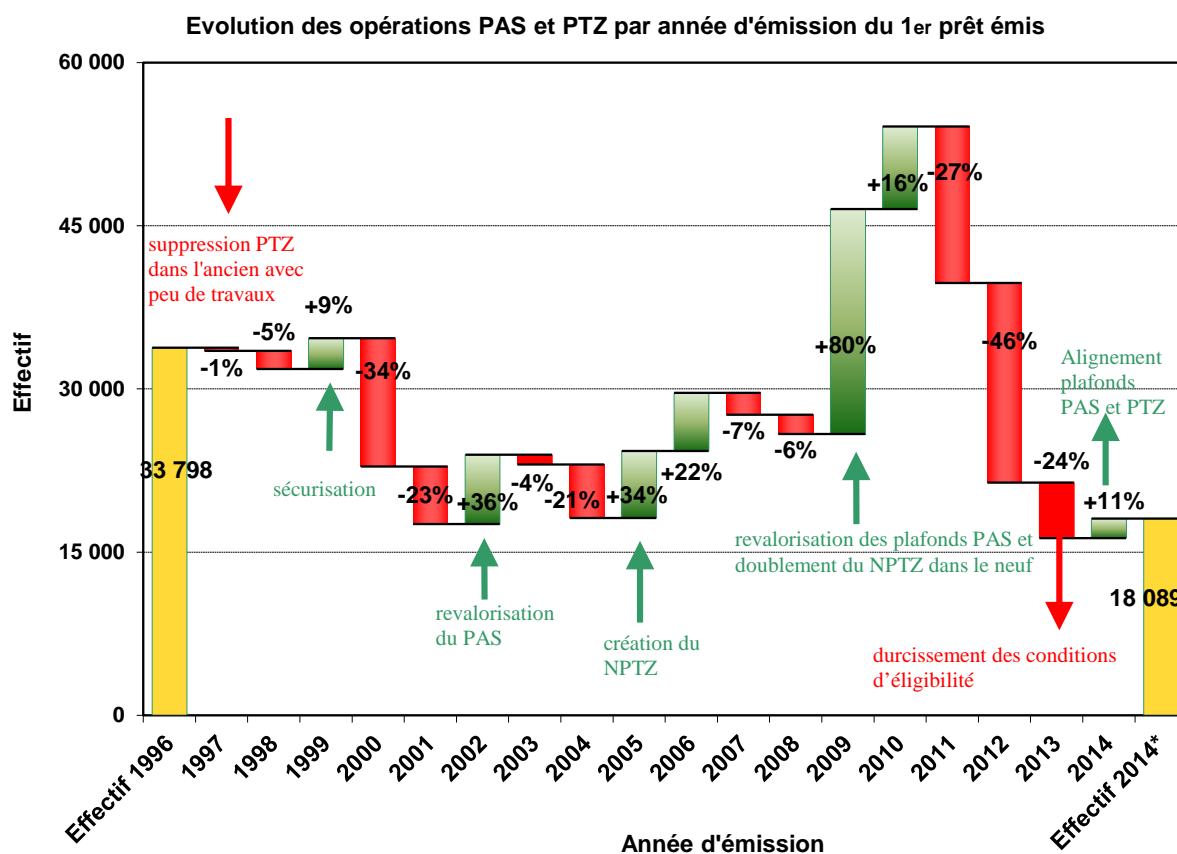
En 2014, le montant moyen prêté pour une opération combinant PAS et prêt à 0% garanti est de 160 370 € en hausse de 0,5% par rapport à 2012, d'un coût moyen de 183 845 €(soit +1,4% sur un an). Le montant du revenu mensuel moyen des emprunteurs est en hausse de 2,0% par rapport à la génération 2013 et se situe à 2 636 €(à titre indicatif, dans le cas des opérations uniquement financées par des PAS, a également augmenté faiblement de 1,3% par rapport à la génération 2013).

Comme pour les PAS, les différentes réformes ont entraîné des hausses significatives de la production des opérations PAS et PTZG (pour mémoire on laisse de côté la suppression de la déductibilité des intérêts des emprunts fin 1996 dans le neuf et fin 1997 dans l'ancien, puisque dès l'origine du PTZ, fin 1995, le cumul des deux avantages était interdit) :

- 1999 (sécurisation) avec une augmentation de 9%
- 2001 (revalorisation des plafonds PAS), dont l'effet n'est observé qu'en 2002 avec une hausse de 36%
- 2005 (création du NPTZ) avec +34%
- 2008 (revalorisation des plafonds PAS) et 2009 (doublement du NPTZ dans le neuf) qui occasionnent une production en nette progression avec +80%.
- La baisse considérable du nombre d'opérations PAS et PTZG : -27% en 2011, -46% en 2012 et -26% en 2013 s'explique pour sa part par le durcissement des conditions

d'éligibilité recentrage du PTZ+ sur les opérations dans le neuf « performant » accompagné d'une réduction (suppression de la 6ème et dernière tranche) des plafonds de ressources qui avaient déjà été réinstaurés en 2012.

- L'alignement des plafonds de ressources des prêts garantis sur ceux des PTZ au 1<sup>er</sup> octobre 2014 commence à faire sentir ses premiers effets.



\* nombre d'opérations : données d'août 2015

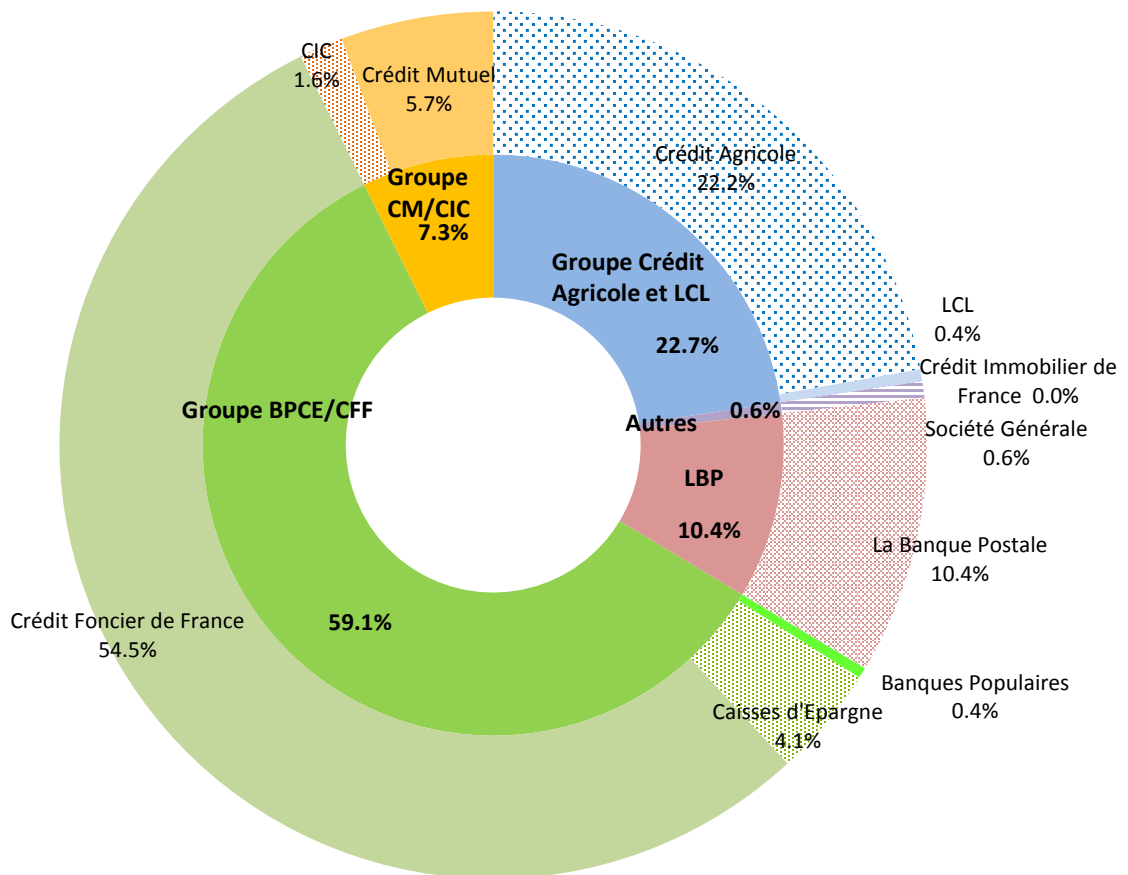
Les chiffres sur les émissions de PTZ garantis en 2014 sont encore très provisoires puisque les déclarations sont loin d'avoir été toutes reçues au 16/02/2015 (elles ne le sont qu'au fur et à mesure des mises en force). Il est possible voire probable que la baisse ne soit, au moins en partie, due qu'à un déficit temporaire de déclarations.

A noter que pour 2013 également il est possible qu'il y ait, à l'avenir, encore de légers ajustements.

## Répartition par établissements

La répartition des montants prêtés pour financer des opérations combinant PAS et prêts à 0% garantis par distributeur et son évolution sont similaires à celles des opérations financées uniquement par des PAS. Un établissement distribue plus de la moitié des montants pour ce type d'opération : le Crédit Foncier (54,5% qui perd 3,4 points cette année après une augmentation de 13,5 points en 2013). Le Crédit Agricole (22,2% qui gagne 1,6 point après en avoir perdu 4,1). La Banque Postale continue à gagner des parts de marché en atteignant 10,4% cette année.

Parts de marché (en montants) des établissements pour les opérations PAS et PTZ garantis



Le groupe BPCE/Crédit Foncier conserve le premier rang avec une part de marché de 59,1% mais en perdant 4,7 points. Il est suivi par le groupe Crédit Agricole/LCL avec 22,7% (contre 20,9% en 2013).

## Répartition géographique des opérations PAS et PTZG

La diminution des opérations associant PAS et PTZG de la génération 2014 (en effectifs) est constatée dans beaucoup de régions, à l'exception du Languedoc-Roussillon qui augmente de 23,4% et de la Picardie de 0,6%, les autres hausses ayant lieu sur des effectifs faibles). Les régions ayant enregistré les plus fortes diminutions sont l'Auvergne (-27,1%), la Franche Comté (-22,0%), les Pays de la Loire (-17,5%) et l'Aquitaine (-17,4%).

### Répartition des opérations PAS et PTZG de la génération 2014 par région

Région	Effectifs	Part de la région	Evolution 2014/2013	Part de la région (montants)
Ile de France	3 432	19.3%	-2.8%	23.4%
Rhône Alpes	2 081	11.7%	-6.5%	11.4%
Pays de la Loire	1 672	9.4%	-17.5%	8.6%
Provence Côte d'Azur	1 193	6.7%	-1.5%	7.1%
Languedoc Roussillon	1 108	6.2%	23.4%	5.9%
Bretagne	1 075	6.0%	-9.2%	5.2%
Aquitaine	1 019	5.7%	-17.4%	5.3%
Midi Pyrénées	893	5.0%	-9.5%	4.7%
Picardie	703	4.0%	0.6%	4.0%
Centre	695	3.9%	-13.6%	3.7%
Haute Normandie	687	3.9%	-5.2%	3.9%
Nord	662	3.7%	-8.9%	3.4%
Poitou Charentes	522	2.9%	-4.0%	2.4%
Basse Normandie	395	2.2%	-3.4%	2.1%
Lorraine	346	1.9%	7.1%	2.0%
Bourgogne	336	1.9%	-10.6%	1.6%
Alsace	211	1.2%	-6.2%	1.2%
Champagne	199	1.1%	1.0%	1.0%
Franche Comté	149	0.8%	-22.0%	0.8%
Auvergne	148	0.8%	-27.1%	0.7%
Corse	142	0.8%	-6.6%	0.8%
Limousin	112	0.6%	-15.8%	0.5%
<b>Ensemble</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>	<b>-6.4%</b>	<b>100%</b>

La répartition géographique des opérations financées par PAS et PTZG montre que les régions Ile-de-France Rhône-Alpes, et Pays de la Loire restent les plus importantes productrices (respectivement 19,3%, 11,7% et 9,4%). Elles représentent 40,4% des opérations combinant un PAS et un prêt à 0% garantis, en effectifs et 43,5% en montant (respectivement 23,4%, 11,4% et 8,6%).

## Caractéristiques des opérations

L'ouverture en février 2005 du PTZ à l'acquisition seule avait bouleversé la répartition des opérations combinant PAS et PTZG. Le doublement dans le neuf du montant du NPTZ à compter du 15 janvier 2009, puis la fin en sifflet de cette mesure à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010 ont contribué à l'accroissement de la part du neuf parmi les opérations financées par un NPTZ garanti. En raison des recentrages successifs (2012 et 2013) du PTZ+, presque exclusivement vers le neuf, la part du neuf (mises en force) est de 98,1% pour 99,4% en 2013, 77,0% en 2012 et seulement 50,8% en 2011.

### Répartition des opérations PAS et PTZG par type d'opération

	2012		2013		2014	
Neuf	18 991	77.0%	18 898	99.4%	17 445	98.1%
Acquisition avec amélioration	977	4.0%	23	0.1%	47	0.3%
Acquisition seule	4 706	19.1%	83	0.4%	288	1.6%
<b>Ensemble</b>	<b>24 674</b>	<b>100%</b>	<b>19 004</b>	<b>100%</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>

L'analyse de l'évolution par génération des opérations associant PAS et PTZG par zone géographique montre que le nombre d'opérations situées en Ile-de-France comme en province est en baisse, respectivement de 2,8% et 7,3%. Seulement 19,3% des opérations associant PAS et PTZG en 2013 sont distribués en Ile-de-France, contre respectivement 18,6% et 12,0% en 2013 et 2012.

En Ile-de-France, les opérations sont dans le neuf pour 97,1% d'entre elles, contre 99,4% pour 2013 et 71,5% pour la génération précédente.

En province, le neuf représente près de 98,4% des opérations contre 99,4% pour 2013 et 77,7% pour 2012.



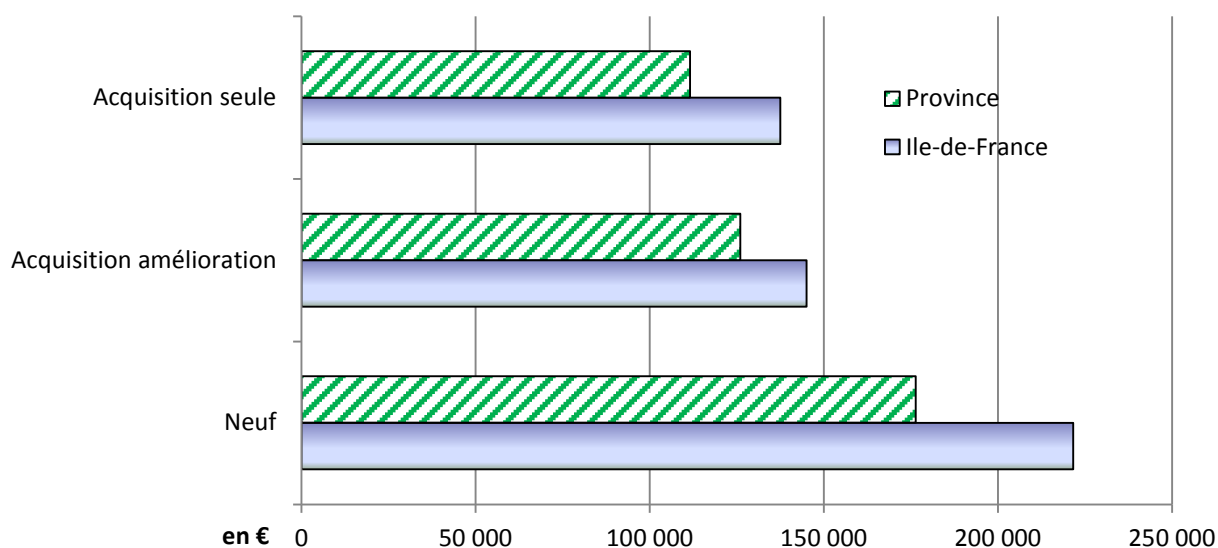
Entre 2013 et 2014, le coût moyen d'opération augmente une nouvelle fois (+1,8% en moyenne pour l'ensemble des types d'opération) : 1,8% dans le neuf et 10,5% pour les acquisitions seules et reste stable (-0,1%) pour l'acquisition avec amélioration (à mettre en regard avec les faibles effectifs dans l'ancien).

#### Coûts moyens d'opération en euros

	2012	2013	2014	Variation 13/14
Neuf	171 088	181 739	185 047	1.8%
Acquisition avec amélioration	120 441	126 960	126 857	-0.1%
Acquisition seule	146 211	108 932	120 323	10.5%
<b>Ensemble</b>	<b>164 338</b>	<b>181 354</b>	<b>183 845</b>	<b>1.4%</b>

Le coût moyen d'opération reste nettement supérieur en Ile-de-France, en hausse de 1,3% par rapport à 2013. L'écart absolu entre province et Ile-de-France est autour de 43 800 €(soit 800 € de plus qu'en 2013).

#### Montant moyen d'une opération PAS et PTZG selon le type d'opération et la distinction Province/Ile de France



La quotité moyenne des prêts garantis (PAS & PTZG), finançant la même opération couvre 87,2% du coût total de l'opération; cette quotité est légèrement plus importante en Ile de France, et vaut 88,8% contre 86,8% en Province.

En regardant par type d'opération, on constate que la quotité est supérieure dans le neuf en Ile-de-France avec 88,9% ; elle est de 86,6% en province. Pour les autres types d'opérations, les

chiffres sont à mettre en regard avec la faible production de prêts à taux 0% garantis dans l'ancien.

Les quotités hors prêts complémentaires dans la base des PTZ restent proches de celles calculées dans la base des prêts garantis 89,3% contre 87,2%. La différence de quotité provient de la différence de périmètre, puisqu'on compte 17 780 opérations PAS et PTZG dans la base des prêts garantis contre 17 946 dans la base des PTZ.

Par ailleurs, au vu des déclarations reçues, les prêts complémentaires ne seraient présents que dans 1,4% des opérations PAS et PTZG dans la base des prêts garantis 2014 et compte tenu des montants déclarés, il en découlerait un taux d'apport personnel se situant autour de 12.1%.

Or dans la base PTZ on constate que

- 1 le taux de présence des autres prêts que le PAS et le PTZG est de 60%
- 2 Le taux d'apport personnel déduit par le calcul de la base PTZ est comme indiqué supra de 5% pour un montant des autres prêts de 5,2%.

S'agissant de données à caractère non facultatif dans la base des PTZ, celle-ci doit être considérée comme plus fiable.

Ceci est de nature à renforcer les doutes exprimés pour les PAS seuls et les PAS dans leur ensemble en pages 15 et 33.

#### **Quotité moyenne du montant PAS & PTZG de la génération 2014 dans le coût d'opération**

	<b>Ile-de-France</b>	<b>Province</b>	<b>Ensemble</b>
Construction ou acquisition d'un logement neuf	88.9%	86.8%	87.3%
Acquisition avec amélioration	84.7%	91.3%	91.0%
Acquisition seule	88.0%	81.3%	83.9%
<b>Ensemble</b>	<b>88.8%</b>	<b>86.8%</b>	<b>87.2%</b>

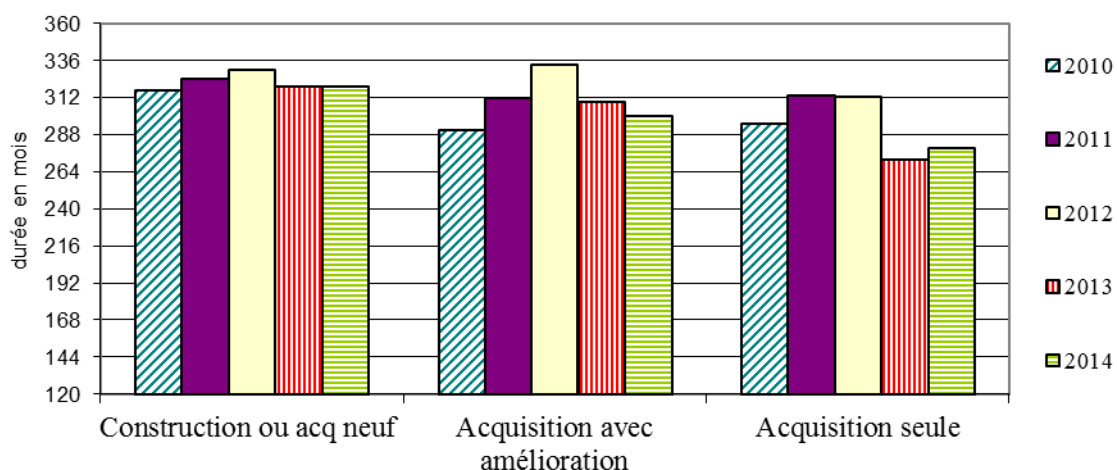
La durée prise en compte pour une opération est celle associée au prêt le plus long (PAS ou PTZG).

Après des hausses régulières de l'allongement de la durée maximale des prêts finançant des opérations PAS et PTZG, la génération 2014 affiche une durée moyenne en légère baisse : en

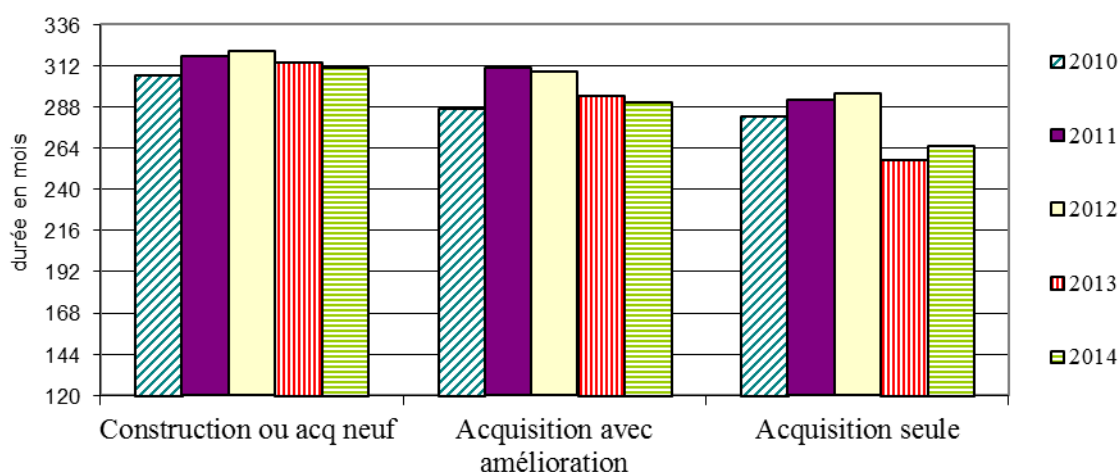
2010, la durée moyenne s'établit à 24 ans et 11 mois et augmente fortement de 9 mois l'année suivante ; elle croît de nouveau en 2012 (+8 mois) pour s'établir à 26 ans et 4 mois, En 2013, elle stagne à 26 ans et 3 mois et diminue de 3 mois en 2014.

La durée moyenne en Ile-de-France est plus élevée qu'en province (26 ans et 6 mois contre 25 ans et 11 mois).

**Durée d'une opération PAS et PTZG  
en Ile de France**



**Durée d'une opération PAS et PTZG  
en Province**



La durée moyenne des opérations PAS et PTZG reste stable dans le neuf en Ile-de-France, tandis que l'acquisition avec amélioration diminue de 9 mois et l'acquisition seule augmente de 7 mois.

En province, la durée moyenne dans le neuf baisse légèrement de 3 mois et dans l'acquisition avec amélioration de 4 mois. En acquisition seule, elle augmente de 8 mois.

La tendance générale montre tout de même une diminution de la durée moyenne du prêt malgré la hausse notable dans l'acquisition sans amélioration : dans le neuf, la durée s'établit à 26 ans et 1 mois (-2 mois par rapport à 2013), dans l'acquisition avec amélioration autour de 24 et 3 mois (-4 mois) et dans l'acquisition sans amélioration à 22 ans et 6 mois (+13 mois).

Le revenu mensuel moyen d'un emprunteur associant à un PAS, un prêt à 0% garanti est de 2 636 € en hausse de 2,0% par rapport à la génération précédente, une hausse qui se retrouve dans tous les types d'opération : (+2,1%) dans le neuf, (+1,9%) dans l'acquisition avec amélioration et enfin (+10,2%) dans l'acquisition seule.

#### Revenu mensuel moyen des ménages en euros

	2012	2013	2014	Variation
Neuf	2 488	2 591	2 645	2.1%
Acquisition amélioration	2 140	2 448	2 495	1.9%
Acquisition seule	2 163	2 184	2 406	10.2%
<b>Ensemble</b>	<b>2 418</b>	<b>2 585</b>	<b>2 636</b>	<b>2.0%</b>

La structure de répartition par CSP est légèrement modifiée, la part des employés devient prépondérante (35,2%), suivie des ouvriers (31,1%). En ajoutant les professions intermédiaires à ces deux dernières, elles cumulent 88,2% de l'ensemble des opérations financées avec PAS et PTZG en 2014.

#### CSP des emprunteurs en 2014

CSP	Effectifs	%
Agriculteurs	108	0.6%
Artisans, commerçants	321	1.8%
Cadres	1 296	7.3%
Prof. Intermédiaires	3 888	21.9%
Employés	6 262	35.2%
Ouvriers	5 530	31.1%
Retraités	68	0.4%
Inactifs	307	1.7%
<b>Ensemble</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>

La répartition par type d'opération varie légèrement selon les CSP et reste fortement liée aux récentes évolutions règlementaires du PTZ+. Ainsi, dans toutes les catégories socioprofessionnelles, la part du neuf représente 98% des opérations, la part des agriculteurs dans le neuf est à 100% et celle des retraités à 88%, mais ces deux pourcentages portent sur des effectifs réduits.

Le montant moyen prêté pour une opération combinant un PAS et un PTZG, représente en moyenne environ 5 ans et 1 mois de revenus<sup>7</sup> de l'emprunteur. Selon la CSP de l'emprunteur, cette donnée s'étale de 4 ans et 4 mois pour les retraités, à 5 ans et 7 mois pour les artisans.

Pour l'ensemble des emprunteurs, le coût moyen exprimé en nombre de mois de revenu est de 5 ans et 10 mois (stable par rapport à 2013). Les coûts moyens varient de 5 ans et 7 mois pour les ouvriers à 7 ans et 4 mois pour les retraités.

La part d'opérations réalisées par des ménages de 3 personnes perd 1 point au profit des ménages de 4 personnes, cependant le nombre moyen de personnes reste stable (3 personnes).

#### Répartition par taille de ménage et par type d'opération

Taille de ménage	Neuf		Acquisition amélioration		Acquisition seule		Ensemble
Personne seule	3 210	18.4%	13	27.7%	74	25.7%	18.5%
2 personnes	3 616	20.7%	7	14.9%	48	16.7%	20.6%
3 personnes	4 040	23.2%	10	21.3%	51	17.7%	23.1%
4 personnes	4 144	23.8%	12	25.5%	53	18.4%	23.7%
5 personnes	1 841	10.6%	4	8.5%	44	15.3%	10.6%
6 personnes et plus	594	3.4%	1	2.1%	18	6.3%	3.4%
<b>Ensemble</b>	<b>17 445</b>	<b>100%</b>	<b>47</b>	<b>100%</b>	<b>288</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
moyenne du nombre de personnes	3.0		2.8		3.0		3.0

En 2014, la répartition des emprunteurs selon leur situation familiale est sans grand changement par rapport à l'année précédente. Les couples vivant maritalement restent la catégorie

---

<sup>7</sup> Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué, de fait, sur un échantillon de taille relativement réduite (seulement 23% des déclarations), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS, compte tenu des valeurs mal renseignées où les montants du revenu sont déclarés comme revenu mensuel au lieu d'annuel.

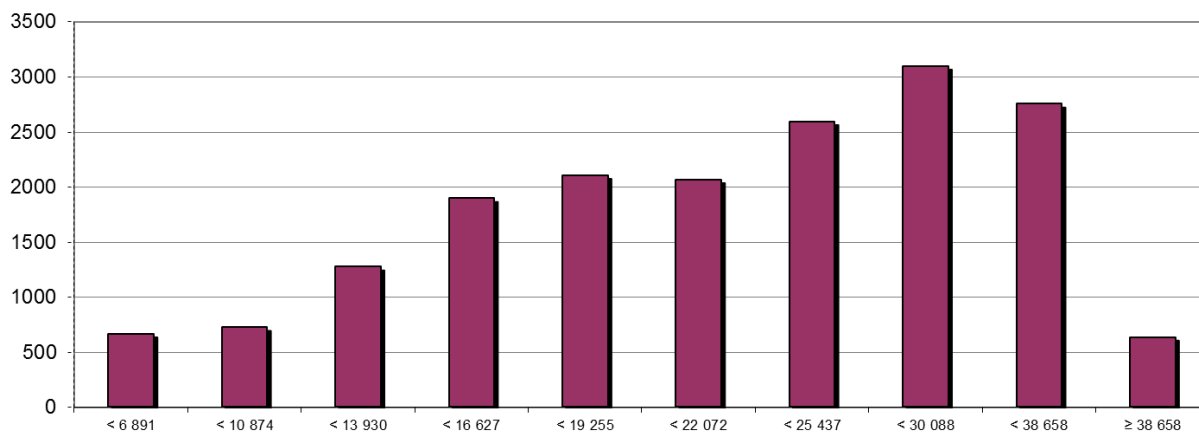
prépondérante (38,4%). L'ensemble des couples (mariés ou vivant maritalement) représentent, cette année encore, 70,7% des emprunteurs.

#### Situation familiale des bénéficiaires combinant PAS et PTZG

	2012		2013		2014	
Marié	8 182	33.2%	6 131	32.3%	5 738	32.3%
Vivant maritalement	8 979	36.4%	7 297	38.4%	6 827	38.4%
Célibataire	6 001	24.3%	4 498	23.7%	4 251	23.9%
Divorcé ou séparé	1 425	5.8%	1 033	5.4%	918	5.2%
Veuf	87	0.4%	45	0.2%	46	0.3%
<b>Ensemble</b>	<b>24 674</b>	<b>100%</b>	<b>19 004</b>	<b>100%</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>

La répartition selon les déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux des prêts garantis (hors éco-prêts) est inégale. Un quart des prêts est accordé aux quatre premiers déciles de revenus. Les emprunteurs ayant un RFR compris entre à 25 437 € et 38 658 € (correspondant aux déciles 7 à 9) représentent presque la moitié des emprunteurs soit 47,4%.

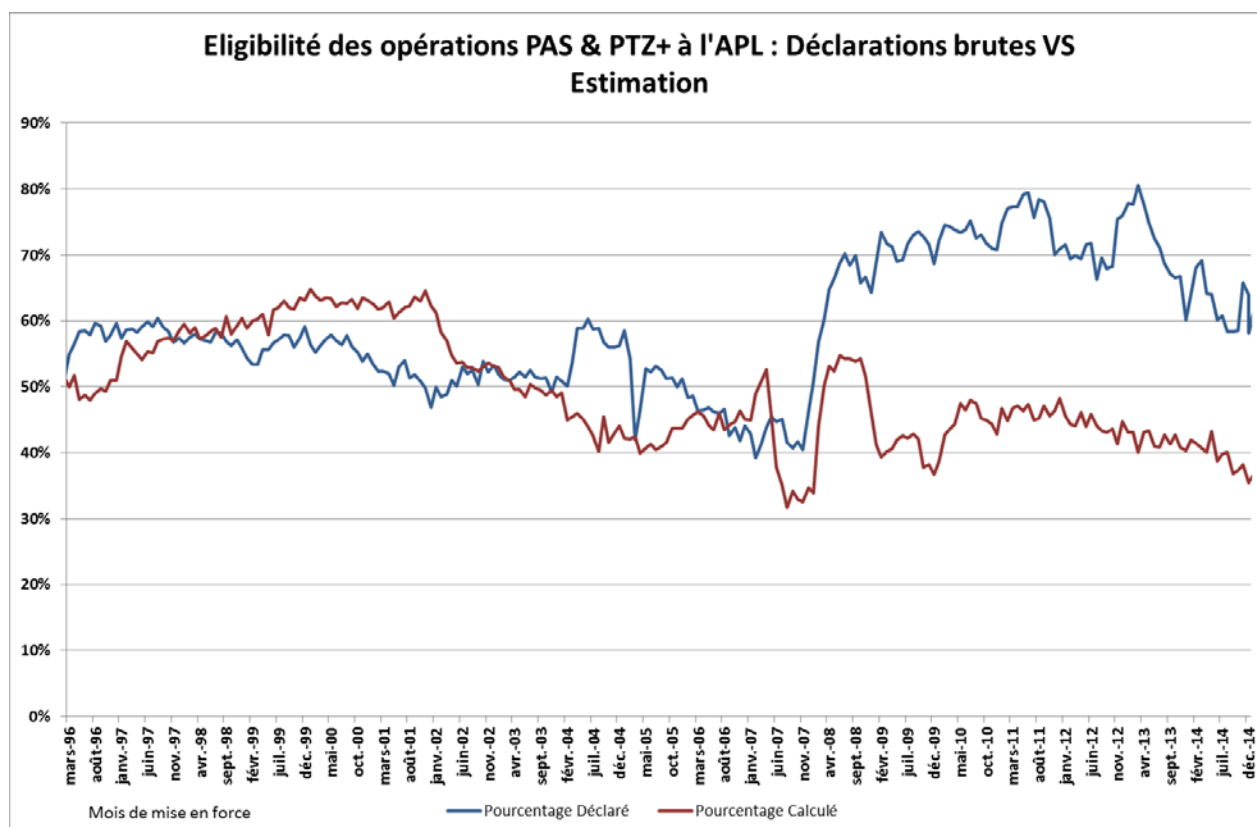
Nombre d'opérations garanties financées par PAS et PTZ en métropole par décile de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux



## Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs pour des opérations financées par des PAS accompagnés d'un PTZ garanti

### a- Déclarations des EC VS Estimation :

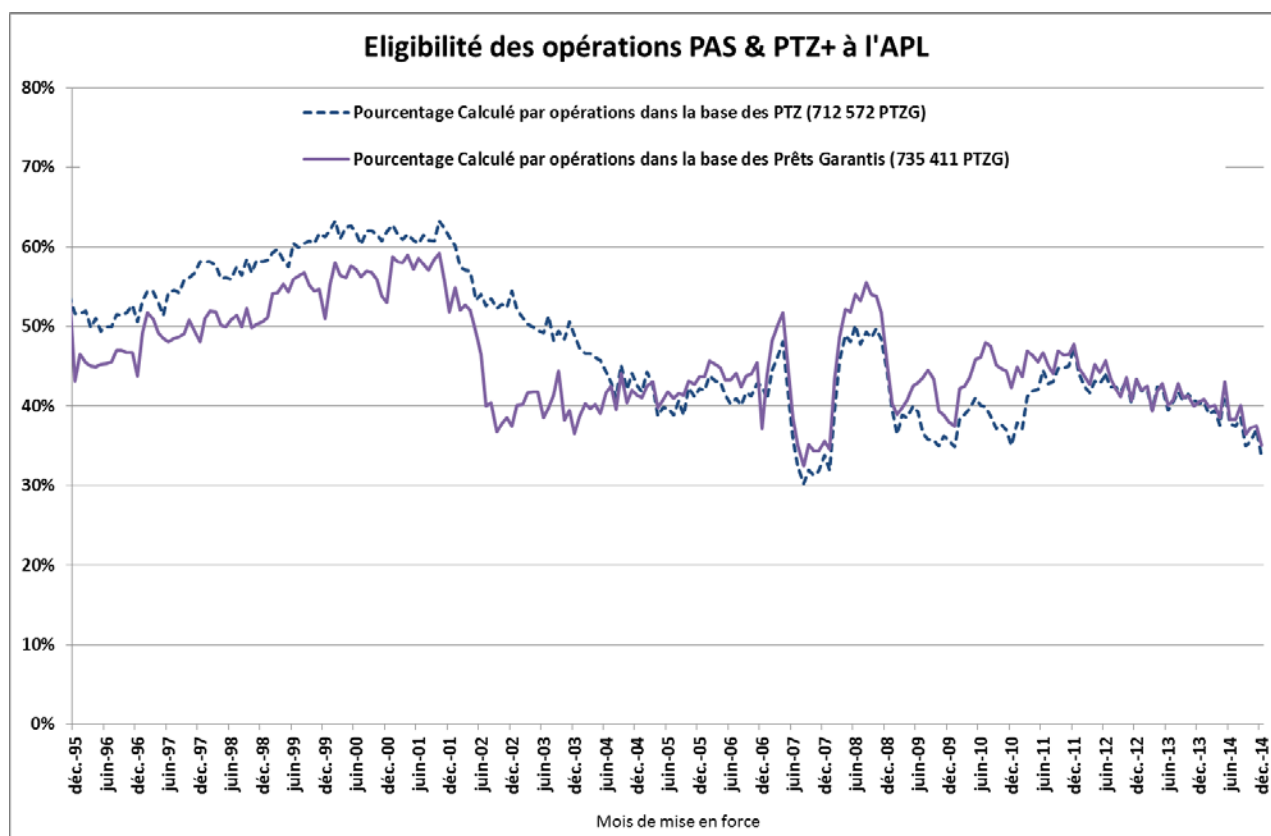
Le constat est similaire au PAS, avec une divergence plus tardive entre les variables calculée et déclarée. Elle est véritablement marquée à partir de février 2009, alors que dans le cas des PAS seuls, les premières ruptures tendancielles commencent dès avril 2002.



*b- Analyse par opération :*

L'analyse par opération montre que l'évaluation de l'éligibilité à l'APL de l'emprunteur fluctue et tend à baisser ces dernières années.

Le pourcentage calculé de l'éligibilité est par opération pour les deux courbes, l'une est calculée au sein de la base des PTZ et l'autre au sein de la base des prêts garantis.





#### **1.4 LES ÉCO-PRÊTS A 0% GARANTIS DE LA GENERATION 2014**

Dans cette partie du bilan, on s'intéresse donc aux caractéristiques du prêt lui-même, puisqu'en 2014, seulement 64 opérations garanties comprennent un éco-prêts à 0% garanti et un autre prêt garanti.

On recense 411<sup>8</sup> éco-prêts garantis pour un montant prêté de 6,7 M€ pour la génération 2014 pour 31 500 éco-prêts mis en force en 2014 pour un montant prêté de 546,7 M€ sur l'ensemble des éco-prêts.

Le montant moyen d'un éco-prêt garanti est de 16 359 € pour financer des travaux de 18 727 €

Sur l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2014, le montant moyen est de 17 355 € pour un montant moyen de travaux égal à 20 934 €

Seuls le Crédit Agricole, le Crédit Foncier de France, la Banque Populaires et les caisses d'épargne ont mis en force des éco-prêts garantis en 2014.

La durée moyenne des éco-prêts garantis est de 123 mois, soit 10 ans et 3 mois, la même durée que dans l'ensemble des éco-prêts.

---

<sup>8</sup> A noter que les effectifs d'éco-prêts déclarés comme garantis dans la base « éco-prêts » ne sont pas tout à fait identiques aux effectifs d'éco-prêts garantis issus de la base FGAS. Les effectifs présents dans ce bilan sont ceux issus de la base FGAS retrouvés dans la base des éco-prêts soit 409 éco-prêts analysés.

Ci-dessous deux tableaux résumant les caractéristiques des éco-prêts garantis et non garantis de la génération 2014:

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
<b>Ensemble des Eco-prêts garantis</b>		<b>409</b>	<b>16 359 €</b>	<b>18 727 €</b>	<b>123</b>
Type de logement	Maison individuelle	401	16 297 €	18 711 €	123
	Appartement	8	19 451 €	19 507 €	128
Période d'achèvement du logement	avant 1949	126	16 592 €	19 349 €	126
	1949-1974	125	17 092 €	19 624 €	129
	1975-1989	158	15 592 €	17 521 €	117
Zone climatique <sup>9</sup>	H1	134	17 295 €	20 268 €	125
	H2	240	15 639 €	17 794 €	121
	H3	35	17 708 €	19 227 €	132
Bouquet de travaux		390	16 724 €	19 160 €	124
Performance énergétique		0	-	-	-
Assainissement non collectif		19	8 857 €	9 842 €	111
Occupation du logement	Propriétaire	398	16 322 €	18 733 €	123
	Locataire	3	14 242 €	14 333 €	132
	Vacant	3	20 556 €	21 992 €	150
Commanditaire des travaux	Propriétaire	402	16 347 €	18 759 €	123
	Copropriété	0	-	-	-
	Propriétaire et copropriété	7	17 003 €	16 886 €	125

		Nombre d'éco-prêts	Montant moyen prêté (€)	Montant moyen des travaux (€)	Durée moyenne (mois)
<b>Ensemble des Eco-prêts non garantis</b>		<b>31 500</b>	<b>17 355 €</b>	<b>20 934 €</b>	<b>123</b>
Type de logement	Maison individuelle	29 425	17 468 €	21 153 €	123
	Appartement	2 075	15 744 €	17 838 €	128
Période d'achèvement du logement	avant 1949	10 633	18 325 €	23 019 €	129
	1949-1974	11 258	17 660 €	21 037 €	126
	1975-1989	9 609	15 923 €	18 508 €	113
Zone climatique <sup>9</sup>	H1	14 908	17 879 €	21 727 €	123
	H2	14 845	16 829 €	20 305 €	123
	H3	1 717	17 307 €	19 425 €	124
Bouquet de travaux		28 468	18 275 €	22 022 €	125
Performance énergétique		281	22 837 €	28 667 €	145
Assainissement non collectif		2 751	7 268 €	8 890 €	96
Occupation du logement	Propriétaire	28 287	17 232 €	20 458 €	122
	Locataire	2 101	17 588 €	26 092 €	132
	Vacant	764	20 405 €	23 471 €	145
	Mis à disposition gratuitement	348	19 209 €	22 978 €	137
Commanditaire des travaux	Propriétaire	30 879	17 418 €	21 014 €	123
	Copropriété	265	14 336 €	17 722 €	122
	Propriétaire et copropriété	356	14 140 €	16 427 €	119

<sup>9</sup> Les prêts émis dans les DOM ne sont pas comptabilisés.

## **Répartition géographique des Éco-prêts à 0% garantis**

La province compte la totalité des éco-prêts garantis. La zone C (au sens du zonage de Robien) rassemble 58,9% des éco-prêts garantis tandis que seulement 8,8% concerne la zone A.

44,0% des éco-prêts garantis se situent en zone climatique H2C (180 éco-prêts) et 23,5% en zone H1A (96 prêts). A elles deux, elles représentent plus de deux tiers des éco-prêts garantis. L'ensemble de la zone H2 rassemble 58,7% des éco-prêts garantis de la génération 2014.

Si l'on considère l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2014, c'est en zone H1A que se situe le plus grand nombre avec 5 824 éco-prêts, soit 18,5% du total, suivi par la zone H1C avec 5 366 éco-prêts (17,1%).

## **Caractéristiques des types de travaux des Éco-prêts à 0% garantis**

Le bouquet de deux actions représente la majorité des éco-prêts garantis de la génération 2014 avec 252 éco-prêts garantis, devant le bouquet de 3 actions ou plus (138 éco-prêts). L'assainissement correspond à 19 éco-prêts garantis, et il n'y a pas eu de performance globale pour la génération 2014. Les bouquets deux et trois actions ou plus représentent donc 95,4% des éco-prêts garantis de la génération 2014.

S'agissant de l'ensemble des éco-prêts mis en force en 2014, on recense 17 089 éco-prêts liés aux bouquets de deux actions, devant les bouquets de trois actions ou plus avec 11 379 éco-prêts, loin devant l'assainissement et la performance globale avec respectivement 2 751 et 281 éco-prêts.

Les éco-prêts garantis liés aux bouquets de trois actions ou plus ont un montant moyen de 25 827 €(14 445 €pour les bouquets de deux actions) pour un montant de travaux moyen égal à 26 823 €(15 656 €pour les bouquets de deux actions).

## **Caractéristiques des bénéficiaires**

Les employés sont les principaux bénéficiaires d'éco-prêts garantis (67), devant les retraités (56), les ouvriers et les professions intermédiaires (respectivement 41 et 40 éco-prêts).

Les cadres ont un prêt moyen de 18 836 €, devant les ouvriers (17 259 €) et les agriculteurs (16 523 €). Le coût moyen des travaux sont les plus élevés pour les agriculteurs (19 572 €), les inactifs (20 679 €), les cadres (20 536 €) et les ouvriers (19 421 €).

La durée de l'éco-prêt garanti est la plus longue chez les ouvriers (134 mois), les cadres (128 mois) et les employés (124 mois) alors que chez les inactifs, elle n'est que de 72 mois.

## 2 BILAN STATISTIQUE DES OPERATIONS

### GARANTIES DANS LES DEPARTEMENTS

### D'OUTRE MER POUR LA GENERATION 2014

#### 2.1 OPERATIONS PAS DOM SEULS DE LA GENERATION 2014

Le nombre d'opérations composées seulement de PAS distribués en DOM (appelés dans ce qui suit « PAS DOM ») de la génération 2014 s'élève à 343 prêts contre 258 dans la génération précédente, soit une hausse de 32,9%. La répartition de la production selon le département d'Outre-Mer est la suivante : 57,4% pour la Réunion, 19,2% en Martinique, 13,1% en Guyane et 10,2% en Guadeloupe. Le montant moyen prêté pour ces opérations est de 122 885 €(contre 118 461 €en France métropolitaine), soit une diminution de 0,2% par rapport à la génération 2013. Le coût moyen s'élève à 148 866 €(en augmentation de 0,3% par rapport à l'année précédente) contre 150 260 €en France métropolitaine. La quotité du PAS DOM diminue légèrement passant de 83,0% en 2013 à 82,5% en 2014 (contre 78,8% pour la génération 2014 en métropole). Elle est plus élevée dans l'acquisition avec amélioration (94,9%) que dans l'acquisition sans amélioration (85,0%), et le neuf (75,2%).

Près de trois opérations sur quatre concernent l'acquisition dans l'ancien. Les opérations pour l'acquisition sans amélioration confirment leur prédominance (64,7% des opérations contre 55,4% l'année précédente) tandis que la part des acquisitions avec amélioration passe à 7,0% contre 12,8% en 2013. La part du neuf remonte à 27,4% (19,0% en 2013) et celle de l'amélioration passe de 12,8% à 0,9%.

Près de la moitié des opérations comportant des PAS DOM seulement (47,5%) concerne les ménages composés d'une ou deux personnes (contre 47,7% en 2013). Cela est la conséquence de la forte augmentation du nombre de personnes seules (79 contre 66 en 2013 et 18 en 2012) qui représente maintenant 23,0% des ménages. Si on y ajoute les ménages de 3 personnes, on obtient 71,1% des emprunteurs (contre 70,2% en 2013). La part des ménages comportant plus de 4 personnes est de 7,9%.

Près de la moitié des emprunteurs sont célibataires (41,1% contre 46,9%). La part des emprunteurs mariés ou vivant maritalement augmente à 51,3%, (avec une hausse à la fois des couples mariés des couples vivant maritalement), elle était de 47,3% l'année précédente.

Les employés restent la catégorie socio-professionnelle prépondérante en 2014 avec 54,2% des opérations financées par des PAS DOM seuls (-6,2 points par rapport à l'année précédente), devant les professions intermédiaires avec 15,7% (+3,0 points) Les cadres arrivent en troisième position avec 13,1%. Les ouvriers ne représentent que 9,3% des emprunteurs, ils étaient 8,1% en 2013. L'ensemble de ces quatre catégories socio-professionnelles concernent 92,4% des ménages En métropole, les employés sont également la catégorie socio-professionnelle prédominante, mais avec 37,8%, tandis que les ouvriers représentent 26,6% des ménages, les professions intermédiaires 19,3% et les cadres 8,1%. L'ensemble des ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres représentent 91,8% des emprunteurs avec très peu de retraités, d'inactifs, et d'agriculteurs.

La moitié de ces opérations sont financées par la banque postale (53,6%) et près d'un tiers par le Crédit Agricole (31,8%). Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 8,8% et 5,8%.

Les parts de marché en montants prêtés diffèrent peu ; elles sont de 54,0% pour la banque postale, de 32,6% pour le Crédit Agricole, de 8,0% pour les Banques Populaires et 5,4% pour le Crédit Mutuel.

## **2.2 OPERATIONS PAS ET PTZ GARANTIS DE LA GENERATION 2014**

En 2014, le nombre d'opérations financées par des PAS et PTZG DOM s'élève à 215 contre 241 en 2013, soit une baisse de 89,2%.

En 2014, 143 opérations ont lieu à l'Ile de la Réunion, les autres prêts se répartissant comme suit : 35 en Martinique, 20 en Guadeloupe, 17 en en Guyane. Le neuf représente 99,5% de l'ensemble des opérations (une seule opération dans l'ancien).

Le montant moyen prêté dans les DOM est de 161 510 €(contre 160 370 €en métropole), en hausse de 3,8% par rapport à 2013. Le coût de l'opération se monte à 179 689 € (contre 183 845 €en France métropolitaine), soit +4,2% par rapport à la génération 2013. La quotité est de 89,9% pour 2014, elle se situait à 90,3% l'année précédente.

Plus d'un tiers des emprunteurs sont célibataires (38,1%), ils étaient 40,7% l'année précédente. Les couples mariés ou vivant maritalement ne représentent plus que 54,4% des ménages, alors que leur part était de 56,4% en 2013.

Les ménages de 3 personnes représentent un quart des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et un PTZG dans les DOM et 23,7% des emprunteurs sont des ménages de 4 personnes. Cette année est une nouvelle fois marquée par la progression des personnes seules (23,3% en 2014 contre 18,3% en 2013).

La génération 2014 est marquée par la diminution de la part des employés et ouvriers qui représentent respectivement 54,9% et 3,3% emprunteurs (contre respectivement 58,9% et 8,3% en 2013) au profit des professions intermédiaires et inactifs qui passent respectivement de 18,7% et 0,4% en 2013 à respectivement 20,9% et 3,3% en 2014. La part des cadres est de 13,0%. L'ensemble des ouvriers, employés, cadres et professions intermédiaires représentent 92,1% des emprunteurs avec très peu de retraités, d'artisans ou commerçants, et d'agriculteurs. En métropole, les ouvriers représentent 31,1% des ménages, les employés 35,2%, les professions intermédiaires 21,9% et les cadres 7,3% ; l'ensemble de ces quatre catégories formant 95,5% des emprunteurs.

Plus de la moitié (59,1%) des opérations comportant PAS et PTZ garantis sont financées par le Crédit Agricole et 34,4% par la Banque Postale. Les parts de marché (en nombre d'opérations) des Banques Populaires et du Crédit Mutuel sont respectivement de 2,8% et 3,7%.

Les parts de marché en montants prêtés (ensemble des prêts garantis) diffèrent peu ; elles sont de 60,5% pour le Crédit Agricole, 34,1% la Banque Postale, de 2,4% pour les Banques Populaires et 3,0% pour le Crédit Mutuel.

### **2.3 ECO-PRETS GARANTIS DANS LES DOM**

En 2014, il n'y a pas eu d'éco-prêt garanti distribué dans les DOM.

## **ANNEXES**

### **PREAMBULE**

### **ANNEXES OPERATIONS FINANCEES PAR AU MOINS UN PAS**

**Annexe 1 :** Caractéristiques des opérations PAS par génération

**Annexe 2 :** Parts de marché des établissements pour les opérations PAS par génération

**Annexe 3 :** Répartition géographique des opérations financées PAS de la génération 2014  
- par département  
- par zone de Robien

**Annexe 4 :** Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS par génération  
- effectifs et principales caractéristiques des opérations

**Annexe 5 :** CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS  
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2014

**Annexe 6 :** Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS  
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS de la génération 2014

### **ANNEXES DES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS SEULS**

**Annexe 7 :** Caractéristiques des opérations PAS seuls par génération

**Annexe 8 :** Parts de marché des établissements pour les opérations PAS seuls par génération

**Annexe 9 :** Répartition géographique des opérations financées PAS seuls de la génération 2014  
- par département  
- par zone de Robien

**Annexe 10 :** Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls par génération  
- effectifs et principales caractéristiques des opérations

**Annexe 11 :** CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls  
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2014

**Annexe 12 :** Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations PAS seuls  
- principales caractéristiques des opérations financées par PAS seuls de la génération 2014

**Annexe 13 :** Caractéristiques des opérations PAS seuls dans les départements d'outre mer (PAS DOM)  
- caractéristiques des opérations PAS seuls DOM par génération



- caractéristiques des bénéficiaires de PAS seuls DOM par génération

**Annexe 14 :** Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS seuls

## **ANNEXES DES OPERATIONS FINANCEES PAR DES PAS ET PTZG**

**Annexe 15 :** Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zone

- détails des opérations PAS et des PTZ garantis par zones et génération
- caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par zones de la génération 2014

**Annexe 16 :** Parts de marché des établissements producteurs des opérations PAS et PTZ garantis par génération

**Annexe 17 :** CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération PAS et PTZ garantis de la génération 2014

**Annexe 18 :** Caractéristiques des opérations PAS et PTZ garantis par type d'immeuble

**Annexe 19 :** Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations PAS et PTZ garantis par génération

**Annexe 20 :** Caractéristiques des opérations PAS et PTZG dans les DOM par département

**Annexe 21 :** Caractéristiques des bénéficiaires des opérations PAS et PTZG dans les DOM

**Annexe 22 :** Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations PAS et PTZ garantis

## **ANNEXES ECO-PRETS GARANTIS**

**Annexe 23 :** Caractéristiques des types de travaux et des zones des Eco-prêts garantis de la génération 2014

**Annexe 24 :** Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2014

**Annexe 25 :** Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs bénéficiant d'un Eco-prêt garantis de la génération 2014

**Annexe 26 :** Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2014

**Annexe 27 :** Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement des Eco-prêts garantis de la génération 2014

**Annexe 28 :** Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2014

**Annexe 29 :** Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêt de la génération 2014

## PREAMBULE

Le bilan de l'année 2014 porte sur l'analyse d'opérations financées par des prêts garantis contrairement aux précédents bilans où l'analyse était faite par prêts.

On considère que dans le système d'information du FGAS des prêts ayant en commun :

- L'établissement
- Le type d'objet du prêt de l'opération
- La situation du ménage
- Le code Insee du logement
- Le montant d'opération
- Le montant annuel revenu d'éligibilité au FGAS
- La zone du lieu d'implantation de l'opération
- Le nombre de personnes dans le ménage
- La CSP
- L'année d'émission

financent une même opération.

La génération d'une opération est celle du premier prêt mis en force.

Le montant prêté d'une opération correspond à la somme des montants prêtés des prêts garantis pour cette opération.

Certains établissements font deux voire quatre déclarations distinctes à la SGFGAS lorsque le prêt PAS est à taux révisable avec une partie fixe (prêt mixte) ou lissé, ce qui a pour effet d'augmenter artificiellement le nombre de prêts dans le système d'information, et par voie de conséquence la production des établissements concernés.

Cette pratique a eu tendance à se développer depuis quelques années

Il a donc été décidé de modifier le bilan en prenant en compte cette pratique

En raisonnant par opérations financées et non plus par prêts, les statistiques sur les logements financés et les ménages emprunteurs sont plus exactes.

Cette présentation n'a pas d'impact sur les montants (globaux) de prêts garantis, par contre elle fiabilise les montants moyens par logement financé (i.e. opération)

D'autre part pour les éco-prêts à taux zéro garantis, le rapprochement avec la base des éco-prêts à taux zéro permet de reconstituer certaines opérations comportant plusieurs prêts garantis.

les tableaux ci dessous montrent la différence entre les deux méthodes.

### Répartition des opérations garanties selon les combinaisons de prêts et la génération du 1er prêt en Métropole

	2010	2011	2012	2013	2014
PAS et PTZG	51 369	40 605	24 674	19 004	17 780
PAS sans PTZG et sans EcoG *	8 881	11 258	27 458	41 703	40 849
PTZG seul (nombre de prêts qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS lors du traitement de la base FGAS par opération financée) **	2 856	2 903	1 323	1 290	2 011 ***
EcoG seul	2 169	1 144	560	540	411
PAS et EcoG	7	1	31	54	64
PTZG et EcoG	1	1	1	0	0
PAS et PTZG et EcoG	13	10	1	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>65 296</b>	<b>55 922</b>	<b>54 048</b>	<b>62 591</b>	<b>61 115</b>
<b>dont opérations avec au moins un PAS</b>	<b>60 270</b>	<b>51 874</b>	<b>52 164</b>	<b>60 761</b>	<b>58 693</b>

\* appelés par commodité "PAS seuls" dans la suite de ce bilan (alors qu'ils peuvent être plusieurs au sein d'une même opération)

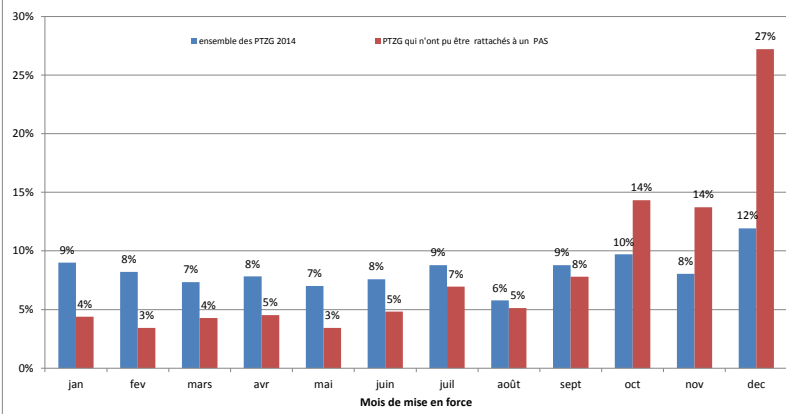
** Nombre de PTZG identifiés comme non accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls	632	263	352	806	350
** Nombre de PTZG identifiés comme accompagnés de PAS dans la base PTZ parmi ceux réputés être seuls	2 137	2 593	940	396	1 609
** Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG réputés être seuls	87	47	31	88	52
Nombre de PTZG qu'on ne retrouve pas dans la base des PTZ parmi les PTZG identifiés comme non isolés	336	213	144	102	77
Effectif de PTZG non retrouvés dans la base PTZ	423	260	175	190	129

### Nombre de prêts garantis en Métropole par génération

	2010	2011	2012	2013	2014
PAS	62 391	61 891	61 609	71 730	72 585
PTZG	53 888	44 000	26 524	20 568	20 057
Eco-prêt	2 180	1 161	594	584	483
<b>TOTAL</b>	<b>118 459</b>	<b>107 052</b>	<b>88 727</b>	<b>92 882</b>	<b>93 125</b>

\*\*\* Pour 2014, près de 90% des 2011 PTZ garantis qu'on n'arrive pas à rattacher à un PAS sont mis en force à partir du 2ème trimestre de l'année en cours et plus de la moitié le sont au cours du dernier trimestre de l'année ainsi que le montre le graphique ci-dessous. Ces prêts sont majoritairement rattachés à des PAS de la génération 2015 qui ne sont donc pas concernés par le présent bilan. Cela explique le nombre élevé de PTZ garantis de la génération 2014 qu'on ne rattache pas à un PAS de la même génération, étant rappelé que la notion de génération dans ce bilan 2014 diffère de celle des bilans précédents : celui de 2013 dans la mesure où la génération correspond au 1er prêt mis en force dans une opération.

### Comparaison de la répartition des PTZ garantis 2014 à celle des PTZG qui n'ont pu être rattachés à un PAS



Les annexes présentent successivement:

L'ensemble des opérations financées par des PAS (avec ou sans PTZG ou Eco-prêt garanti). Annexes 1 à 6

Les opérations financées par des PAS (un ou plusieurs) seuls. Annexes 7 à 14

Les opérations associant PAS et PTZ garanti. Annexes 15 à 22

Les opérations Eco-prêts garantis. Annexes 23 à 29

## Annexe 1 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014	Evolution			
							10/11	11/12	12/13	13/14
<b>Neuf</b>	<b>Effectifs</b>	<b>33 879 ( 56.2% )</b>	<b>24 030 ( 46.3% )</b>	<b>21 791 ( 41.8% )</b>	<b>23 249 ( 38.3% )</b>	<b>21 254 ( 36.2% )</b>	-29,1%	-9,3%	6,7%	-8,6%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	165 279	168 695	172 344	181 052	184 813	2,1%	2,2%	5,1%	2,1%
	Montant moyen prêté	133 998	138 540	145 879	154 427	155 516	3,4%	5,3%	5,9%	0,7%
	Revenu mensuel moyen	2 279	2 273	2 491	2 593	2 657	-0,3%	9,6%	4,1%	2,5%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	8 739 ( 14.5% )	5 776 ( 11.1% )	7 497 ( 14.4% )	9 201 ( 15.1% )	9 178 ( 15.6% )	-33,9%	29,8%	22,7%	-0,2%
	Coût moyen d'opération	134 726	133 266	134 670	139 078	135 780	-1,1%	1,1%	3,3%	-2,4%
	Montant moyen prêté	107 512	110 836	114 973	118 980	117 156	3,1%	3,7%	3,5%	-1,5%
	Revenu mensuel moyen	1 990	2 049	2 147	2 228	2 289	3,0%	4,8%	3,8%	2,7%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	16 837 ( 27.9% )	20 791 ( 40.1% )	21 646 ( 41.5% )	27 123 ( 44.6% )	27 963 ( 47.6% )	23,5%	4,1%	25,3%	3,1%
	Coût moyen d'opération	150 985	151 543	147 506	151 273	150 889	0,4%	-2,7%	2,6%	-0,3%
	Montant moyen prêté	114 503	114 112	116 166	118 582	118 024	-0,3%	1,8%	2,1%	-0,5%
	Revenu mensuel moyen	2 106	2 098	2 163	2 379	2 405	-0,4%	3,1%	10,0%	1,1%
Amélioration	Effectifs	815 ( 1.4% )	1 277 ( 2.5% )	1 230 ( 2.4% )	1 188 ( 2.0% )	298 ( 0.5% )	56,7%	-3,7%	-3,4%	-74,9%
	Coût moyen d'opération	129 920	139 127	138 025	126 833	74 175	7,1%	-0,8%	-8,1%	-41,5%
	Montant moyen prêté	97 475	104 370	104 989	99 880	60 533	7,1%	0,6%	-4,9%	-39,4%
	Revenu mensuel moyen	2 366	2 336	2 364	2 705	2 673	-1,3%	1,2%	14,4%	-1,2%
<b>Ancien</b>	<b>Effectifs</b>	<b>26 391 ( 43.8% )</b>	<b>27 844 ( 53.7% )</b>	<b>30 373 ( 58.2% )</b>	<b>37 512 ( 61.7% )</b>	<b>37 439 ( 63.8% )</b>	<b>5,5%</b>	<b>9,1%</b>	<b>23,5%</b>	<b>-0,2%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 270</b>	<b>51 874</b>	<b>52 164</b>	<b>60 761</b>	<b>58 693</b>	<b>-13,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>16,5%</b>	<b>-3,4%</b>
	Coût moyen d'opération	156 378	157 148	155 814	160 343	160 422	0,5%	-0,8%	2,9%	0,0%
	Montant moyen prêté	124 218	124 823	128 143	131 992	131 173	0,5%	2,7%	3,0%	-0,6%
	Revenu mensuel moyen	2 194	2 196	2 326	2 431	2 465	0,1%	5,9%	4,5%	1,4%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Annexe 2 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2010		Génération du 1er PAS mis en force 2011		Génération du 1er PAS mis en force 2012		Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	1 037 ( 1.7% )	90.4 ( 1.4% )	877 ( 1.7% )	90.4 ( 1.4% )	706 ( 1.4% )	77.2 ( 1.2% )	903 ( 1.5% )	105.8 ( 1.3% )	779 ( 1.3% )	85.2 ( 1.1% )
Caisses d'Épargne (BPCE)	5 134 ( 8.5% )	456.2 ( 7.0% )	4 025 ( 7.8% )	456.2 ( 7.0% )	3 548 ( 6.8% )	396.5 ( 5.9% )	3 077 ( 5.1% )	361.3 ( 4.5% )	2 481 ( 4.2% )	284.2 ( 3.7% )
Crédit Foncier de France	21 008 ( 34.9% )	2 401.6 ( 37.1% )	17 324 ( 33.4% )	2 401.6 ( 37.1% )	20 344 ( 39.0% )	2 886.7 ( 43.2% )	25 688 ( 42.3% )	3 775.3 ( 47.1% )	22 840 ( 38.9% )	3 346.7 ( 43.5% )
<b>Groupe BPCE</b>	<b>27 179 ( 45.1% )</b>	<b>2 948.2 ( 45.5% )</b>	<b>22 226 ( 42.8% )</b>	<b>2 948.2 ( 45.5% )</b>	<b>24 598 ( 47.2% )</b>	<b>3 360.4 ( 50.3% )</b>	<b>29 668 ( 48.8% )</b>	<b>4 242.5 ( 52.9% )</b>	<b>26 100 ( 44.5% )</b>	<b>3 716.0 ( 48.3% )</b>
Crédit Agricole	12 824 ( 21.3% )	1 715.2 ( 26.5% )	13 982 ( 27.0% )	1 715.2 ( 26.5% )	13 193 ( 25.3% )	1 597.6 ( 23.9% )	14 052 ( 23.1% )	1 799.9 ( 22.4% )	14 300 ( 24.4% )	1 819.4 ( 23.6% )
LCL	958 ( 1.6% )	109.5 ( 1.7% )	922 ( 1.8% )	109.5 ( 1.7% )	497 ( 1.0% )	54.8 ( 0.8% )	337 ( 0.6% )	37.6 ( 0.5% )	434 ( 0.7% )	50.5 ( 0.7% )
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>13 782 ( 22.9% )</b>	<b>1 824.7 ( 28.2% )</b>	<b>14 904 ( 28.7% )</b>	<b>1 824.7 ( 28.2% )</b>	<b>13 690 ( 26.2% )</b>	<b>1 652.4 ( 24.7% )</b>	<b>14 389 ( 23.7% )</b>	<b>1 837.5 ( 22.9% )</b>	<b>14 734 ( 25.1% )</b>	<b>1 869.8 ( 24.3% )</b>
Crédit Mutuel	7 124 ( 11.8% )	621.9 ( 9.6% )	5 738 ( 11.1% )	621.9 ( 9.6% )	4 415 ( 8.5% )	493.2 ( 7.4% )	4 786 ( 7.9% )	557.0 ( 6.9% )	4 105 ( 7.0% )	474.2 ( 6.2% )
CIC	1 700 ( 2.8% )	157.6 ( 2.4% )	1 354 ( 2.6% )	157.6 ( 2.4% )	1 049 ( 2.0% )	118.1 ( 1.8% )	1 484 ( 2.4% )	177.6 ( 2.2% )	1 378 ( 2.3% )	168.7 ( 2.2% )
<b>Groupe Crédit Mutuel CIC</b>	<b>8 824 ( 14.6% )</b>	<b>779.6 ( 12.0% )</b>	<b>7 092 ( 13.7% )</b>	<b>779.6 ( 12.0% )</b>	<b>5 464 ( 10.5% )</b>	<b>611.2 ( 9.1% )</b>	<b>6 270 ( 10.3% )</b>	<b>734.5 ( 9.2% )</b>	<b>5 483 ( 9.3% )</b>	<b>642.9 ( 8.4% )</b>
BNP/PARIBAS	1 309 ( 2.2% )	89.2 ( 1.4% )	774 ( 1.5% )	89.2 ( 1.4% )	540 ( 1.0% )	57.5 ( 0.9% )	325 ( 0.5% )	32.7 ( 0.4% )	303 ( 0.5% )	28.5 ( 0.4% )
BNP Paribas Personal Finance	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
<b>Groupe BNP</b>	<b>1 309 ( 2.2% )</b>	<b>89.2 ( 1.4% )</b>	<b>774 ( 1.5% )</b>	<b>89.2 ( 1.4% )</b>	<b>540 ( 1.0% )</b>	<b>57.5 ( 0.9% )</b>	<b>325 ( 0.5% )</b>	<b>32.7 ( 0.4% )</b>	<b>303 ( 0.5% )</b>	<b>28.5 ( 0.4% )</b>
Crédit Immobilier de France	6 466 ( 10.7% )	704.4 ( 10.9% )	5 724 ( 11.0% )	704.4 ( 10.9% )	6 690 ( 12.8% )	871.7 ( 13.0% )	363 ( 0.6% )	41.4 ( 0.5% )	8 ( 0.0% )	0.7 ( 0.0% )
Société Générale	2 688 ( 4.5% )	127.6 ( 2.0% )	1 140 ( 2.2% )	127.6 ( 2.0% )	1 129 ( 2.2% )	126.6 ( 1.9% )	816 ( 1.3% )	92.2 ( 1.1% )	731 ( 1.2% )	81.1 ( 1.1% )
La Banque Postale	22 ( 0.0% )	1.4 ( 0.0% )	14 ( 0.0% )	1.4 ( 0.0% )	53 ( 0.1% )	4.7 ( 0.1% )	8 930 ( 14.7% )	1 039.2 ( 13.0% )	11 334 ( 19.3% )	1 360.0 ( 17.7% )
<b>Ensemble</b>	<b>60 270</b>	<b>6 475,1</b>	<b>51 874</b>	<b>6 475,1</b>	<b>52 164</b>	<b>6 684,5</b>	<b>60 761</b>	<b>8 020,0</b>	<b>58 693</b>	<b>7 698,9</b>

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS  
de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Alsace	1 137	1,9%	142 689 842	1,9%	Bas-Rhin	657	85 284 522
					Haut-Rhin	480	57 405 320
Aquitaine	3 032	5,2%	369 688 707	4,8%	Dordogne	324	33 334 552
					Gironde	1 273	165 004 207
					Landes	414	51 451 106
					Lot et Garonne	249	25 002 826
					Pyrénées Atlantique	772	94 896 015
Auvergne	547	0,9%	54 887 920	0,7%	Allier	141	12 494 231
					Cantal	60	6 433 053
					Haute Loire	94	9 753 620
					Puy de Dôme	252	26 207 015
Basse Normandie	1 027	1,7%	122 964 899	1,6%	Calvados	495	61 638 772
					Manche	357	41 671 754
					Orne	175	19 654 374
Bourgogne	1 417	2,4%	149 213 458	1,9%	Côte d'Or	366	41 068 303
					Nièvre	113	9 561 625
					Saône et Loire	605	64 386 032
					Yonne	333	34 197 498
Bretagne	2 473	4,2%	293 797 272	3,8%	Côtes d'Armor	358	41 322 107
					Finistère	623	66 974 040
					Ille et Vilaine	1 074	136 195 422
					Morbihan	418	49 305 703
Centre	2 292	3,9%	273 517 302	3,6%	Cher	241	23 962 257
					Eure et Loir	390	52 374 426
					Indre	106	9 522 791
					Indre et Loire	564	67 683 776
					Loir et Cher	257	27 178 767
					Loiret	734	92 795 286
Champagne	1 003	1,7%	111 811 659	1,5%	Ardennes	219	22 937 628
					Aube	206	20 946 136
					Marne	493	60 478 756
					Haute Marne	85	7 449 139
Corse	332	0,6%	47 456 467	0,6%	Corse de Sud	139	21 830 669
					Haute Corse	193	25 625 798
Franche Comté	702	1,2%	80 244 559	1,0%	Doubs	330	39 785 707
					Jura	118	13 279 157
					Haute Saône	159	16 131 280
					Territoire de Belfort	95	11 048 415
<b>Total des prêts</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>7 698 929 603</b>			<b>58 693</b>	<b>7 698 929 603</b>

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS  
de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Haute Normandie	1 623	2,8%	216 099 761	2,8%	Eure	706	99 267 016
					Seine Maritime	917	116 832 744
Languedoc Roussillon	3 247	5,5%	407 013 455	5,3%	Aude	432	48 844 450
					Gard	689	88 708 160
					Hérault	1 457	190 418 209
					Lozère	91	9 777 466
					Pyrénées Orientales	578	69 265 170
Limousin	452	0,8%	45 608 026	0,6%	Corrèze	118	11 749 467
					Creuse	61	5 442 241
					Haute Vienne	273	28 416 318
Lorraine	2 016	3,4%	229 890 710	3,0%	Meurthe et Moselle	634	72 915 003
					Meuse	161	15 022 143
					Moselle	857	104 524 825
					Vosges	364	37 428 739
Midi Pyrénées	2 914	5,0%	345 534 471	4,5%	Ariège	153	14 429 465
					Aveyron	215	22 210 682
					Haute Garonne	1 491	192 234 321
					Gers	147	17 108 548
					Lot	130	13 301 969
					Hautes Pyrénées	195	19 379 280
					Tarn	298	32 007 957
					Tarn et Garonne	285	34 862 250
Nord	3 071	5,2%	361 626 960	4,7%	Nord	1 849	214 632 487
					Pas de Calais	1 222	146 994 473
Pays de la Loire	5 307	9,0%	646 371 089	8,4%	Loire Atlantique	2 524	326 311 166
					Maine et Loire	1 024	123 513 602
					Mayenne	293	31 551 134
					Sarthe	422	45 676 311
					Vendée	1 044	119 318 875
Picardie	2 614	4,5%	339 339 698	4,4%	Aisne	664	73 976 284
					Oise	1 288	188 586 045
					Somme	662	76 777 370
Poitou Charentes	1 506	2,6%	170 470 747	2,2%	Charente	205	21 060 427
					Charente Maritime	718	87 789 292
					Deux Sèvres	314	32 057 801
					Vienne	269	29 563 228
<b>Total des prêts</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>7 698 929 603</b>			<b>58 693</b>	<b>7 698 929 603</b>

[suite](#)

**Annexe 3 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS  
de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Provence Côte d'Azur	4 509	7,7%	636 202 841	8,3%	Alpes de Haute Provence	126	15 271 061
					Hautes Alpes	72	8 265 980
					Alpes Maritimes	1 183	177 760 959
					Bouches du Rhône	1 612	218 947 710
					Var	1 077	157 985 659
					Vaucluse	439	57 971 472
Rhône Alpes	6 921	11,8%	917 127 372	11,9%	Ain	1 013	139 395 420
Ile de France	10 551	18,0%	1 737 372 388	22,6%	Ardèche	324	38 292 927
					Drôme	545	68 098 597
					Isère	1 540	203 830 771
					Loire	466	51 795 875
					Rhône	2 224	297 161 123
					Savoie	327	45 826 384
					Haute Savoie	482	72 726 275
					Paris	205	26 772 104
Seine et Marne	2 498	418 119 190					
Yvelines	967	165 131 049					
Essonne	1 835	307 828 338					
Hauts de Seine	437	69 380 879					
Seine Saint Denis	1 884	300 025 485					
Val de Marne	968	156 002 534					
Val d'Oise	1 757	294 112 808					
<b>Total des prêts</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>7 698 929 603</b>			<b>58 693</b>	<b>7 698 929 603</b>

## Caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	3 323	4 566	3 932	9 433	21 254
	Coût moyen d'opération	225 954	195 956	180 109	166 888	184 813
	Montant moyen prêté	191 665	155 982	151 583	144 196	155 516
	Revenu mensuel moyen	2 819	2 617	2 640	2 615	2 657
Acquisition avec amélioration	Effectifs	714	1 835	1 985	4 644	9 178
	Coût moyen d'opération	184 417	160 485	127 618	122 030	135 780
	Montant moyen prêté	149 317	129 157	114 076	108 785	117 156
	Revenu mensuel moyen	3 041	2 566	2 335	2 163	2 289
Acquisition sans amélioration	Effectifs	5 904	6 548	6 246	9 265	27 963
	Coût moyen d'opération	189 464	160 091	137 084	129 111	150 889
	Montant moyen prêté	147 854	119 643	109 600	103 549	118 024
	Revenu mensuel moyen	2 688	2 435	2 308	2 198	2 405
Amélioration	Effectifs	13	40	57	188	298
	Coût moyen d'opération	97 933	97 454	71 109	68 509	74 175
	Montant moyen prêté	90 027	74 734	57 323	56 445	60 533
	Revenu mensuel moyen	3 842	3 270	2 562	2 588	2 673
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>9 954</b>	<b>12 989</b>	<b>12 220</b>	<b>23 530</b>	<b>58 693</b>
	Coût moyen d'opération	201 164	172 561	149 083	142 374	160 422
	Montant moyen prêté	162 509	133 623	123 592	120 501	131 173
	Revenu mensuel moyen	2 719	2 489	2 393	2 323	2 465

NB: au sens du zonage de Robien

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.



**Annexe 4 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution			
											10/11	11/12	12/13	13/14
Personne seule	12 066	20,0%	10 657	20,5%	10 877	20,9%	14 436	23,8%	14 566	24,8%	<b>-11,7%</b>	<b>2,1%</b>	<b>32,7%</b>	<b>0,9%</b>
2 personnes	10 501	17,4%	9 660	18,6%	10 834	20,8%	13 020	21,4%	12 480	21,3%	<b>-8,0%</b>	<b>12,2%</b>	<b>20,2%</b>	-4,1%
3 personnes	12 903	21,4%	10 795	20,8%	11 602	22,2%	13 115	21,6%	12 378	21,1%	-16,3%	<b>7,5%</b>	13,0%	-5,6%
4 personnes	14 054	23,3%	11 561	22,3%	11 037	21,2%	12 313	20,3%	11 921	20,3%	-17,7%	-4,5%	11,6%	<b>-3,2%</b>
5 personnes	7 612	12,6%	6 514	12,6%	5 737	11,0%	5 802	9,5%	5 466	9,3%	-14,4%	-11,9%	1,1%	-5,8%
6 personnes et plus	3 134	5,2%	2 687	5,2%	2 077	4,0%	2 075	3,4%	1 882	3,2%	-14,3%	-22,7%	-0,1%	-9,3%
<b>Ensemble</b>	<b>60 270</b>	<b>100%</b>	<b>51 874</b>	<b>100%</b>	<b>52 164</b>	<b>100%</b>	<b>60 761</b>	<b>100%</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>-13,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>16,5%</b>	<b>-3,4%</b>

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

Taille moyenne	3,07	3,03	2,93	2,81	2,78	-1,1%	-3,5%	-4,1%	-1,1%
----------------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------

[détail tableau suivant](#)

**Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014
Personne seule	Effectifs	12 066	10 657	10 877	14 436	14 566
	Coût moyen d'opération	123 870	120 771	115 793	119 021	119 372
	Montant moyen prêté	87 700	85 627	87 870	90 758	90 900
	Revenu mensuel moyen	1 517	1 500	1 541	1 671	1 724
2 personnes	Effectifs	10 501	9 660	10 834	13 020	12 480
	Coût moyen d'opération	152 282	151 751	151 834	157 513	158 325
	Montant moyen prêté	118 670	118 755	125 378	130 118	129 437
	Revenu mensuel moyen	2 110	2 094	2 242	2 480	2 519
3 personnes	Effectifs	12 903	10 795	11 602	13 115	12 378
	Coût moyen d'opération	159 112	160 837	161 974	169 288	170 319
	Montant moyen prêté	128 127	129 392	135 590	141 578	141 384
	Revenu mensuel moyen	2 284	2 288	2 440	2 684	2 736
4 personnes	Effectifs	14 054	11 561	11 037	12 313	11 921
	Coût moyen d'opération	169 038	173 382	174 556	184 424	185 165
	Montant moyen prêté	138 009	141 888	145 626	154 480	154 095
	Revenu mensuel moyen	2 421	2 458	2 597	3 042	3 056
5 personnes	Effectifs	7 612	6 514	5 737	5 802	5 466
	Coût moyen d'opération	175 072	179 393	180 636	186 841	188 400
	Montant moyen prêté	146 090	148 387	151 351	158 264	159 071
	Revenu mensuel moyen	2 460	2 527	2 716	3 335	3 380
6 personnes et plus	Effectifs	3 134	2 687	2 077	2 075	1 882
	Coût moyen d'opération	181 849	182 252	183 581	192 072	188 951
	Montant moyen prêté	152 334	153 196	154 865	163 134	161 002
	Revenu mensuel moyen	2 540	2 590	2 865	3 455	3 557
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 270</b>	<b>51 874</b>	<b>52 164</b>	<b>60 761</b>	<b>58 693</b>
	Taille moyenne	3,07	3,03	2,93	2,81	2,78
	Coût moyen d'opération	156 378	157 148	155 814	160 343	160 422
	Montant moyen prêté	124 218	124 823	128 143	131 992	131 173
	Revenu mensuel moyen	2 194	2 196	2 326	2 431	2 465

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

**Annexe 5 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS par génération du 1er prêt mis en force**  
 (déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution			
											10/11	11/12	12/13	13/14
Agriculteurs	714	1,2%	764	1,5%	638	1,2%	559	0,9%	411	0,7%	<b>7,0%</b>	-16,5%	-12,4%	-26,5%
Artisans, commerçants	2 004	3,3%	1 848	3,6%	1 560	3,0%	1 483	2,4%	1 469	2,5%	<b>-7,8%</b>	-15,6%	-4,9%	<b>-0,9%</b>
Cadres	3 021	5,0%	2 611	5,0%	2 900	5,6%	4 588	7,6%	4 622	7,9%	<b>-13,6%</b>	<b>11,1%</b>	<b>58,2%</b>	<b>0,7%</b>
Prof. Intermédiaires	11 294	18,7%	9 193	17,7%	9 856	18,9%	11 853	19,5%	11 777	20,1%	-18,6%	<b>7,2%</b>	<b>20,3%</b>	<b>-0,6%</b>
Employés	19 046	31,6%	16 610	32,0%	16 683	32,0%	22 125	36,4%	21 702	37,0%	<b>-12,8%</b>	0,4%	<b>32,6%</b>	<b>-1,9%</b>
Ouvriers	21 637	35,9%	18 290	35,3%	18 328	35,1%	17 812	29,3%	16 415	28,0%	-15,5%	0,2%	-2,8%	-7,8%
Retraités	750	1,2%	842	1,6%	768	1,5%	886	1,5%	855	1,5%	<b>12,3%</b>	-8,8%	15,4%	-3,5%
Inactifs	1 804	3,0%	1 716	3,3%	1 431	2,7%	1 455	2,4%	1 442	2,5%	<b>-4,9%</b>	-16,6%	1,7%	<b>-0,9%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>60 270</b>	<b>100%</b>	<b>51 874</b>	<b>100%</b>	<b>52 164</b>	<b>100%</b>	<b>60 761</b>	<b>100%</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>-13,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>16,5%</b>	<b>-3,4%</b>

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS**  
**par génération du 1er prêt mis en force**  
*(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)*

		2010	2011	2012	2013	2014
Agriculteurs	Effectifs	714	764	638	559	411
	Coût moyen d'opération	152 738	151 135	146 490	153 242	151 025
	Montant moyen prêté	115 107	115 967	114 781	119 533	120 129
	Revenu mensuel moyen	2 341	2 311	2 547	3 029	2 379
Artisans, commerçants	Effectifs	2 004	1 848	1 560	1 483	1 469
	Coût moyen d'opération	173 012	173 383	171 820	172 654	173 334
	Montant moyen prêté	130 698	130 243	130 651	135 014	133 852
	Revenu mensuel moyen	2 461	2 386	2 470	2 490	2 421
Cadres	Effectifs	3 021	2 611	2 900	4 588	4 622
	Coût moyen d'opération	189 345	197 179	198 168	201 567	201 277
	Montant moyen prêté	140 429	147 300	157 407	157 765	157 513
	Revenu mensuel moyen	2 616	2 714	2 772	2 952	2 992
Prof. Intermédiaires	Effectifs	11 294	9 193	9 856	11 853	11 777
	Coût moyen d'opération	163 361	165 038	165 218	169 235	168 850
	Montant moyen prêté	127 796	128 763	133 872	139 569	139 010
	Revenu mensuel moyen	2 319	2 285	2 429	2 463	2 554
Employés	Effectifs	19 046	16 610	16 683	22 125	21 702
	Coût moyen d'opération	154 825	156 608	154 234	157 251	157 352
	Montant moyen prêté	120 339	121 845	124 780	127 225	125 927
	Revenu mensuel moyen	2 115	2 117	2 238	2 357	2 383
Ouvriers	Effectifs	21 637	18 290	18 328	17 812	16 415
	Coût moyen d'opération	149 386	148 544	146 517	149 718	148 771
	Montant moyen prêté	126 236	126 598	128 547	132 090	130 861
	Revenu mensuel moyen	2 166	2 194	2 349	2 274	2 333
Retraités	Effectifs	750	842	768	886	855
	Coût moyen d'opération	135 925	135 926	131 301	128 666	130 610
	Montant moyen prêté	75 886	71 171	66 049	61 969	64 514
	Revenu mensuel moyen	1 811	1 741	1 870	1 934	1 926
Inactifs	Effectifs	1 804	1 716	1 431	1 455	1 442
	Coût moyen d'opération	149 216	146 543	142 552	144 482	146 653
	Montant moyen prêté	107 916	103 866	99 965	104 629	105 188
	Revenu mensuel moyen	1 863	1 920	1 967	2 171	2 118
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 270</b>	<b>51 874</b>	<b>52 164</b>	<b>60 761</b>	<b>58 693</b>
	Coût moyen d'opération	156 378	157 148	155 814	160 343	160 422
	Montant moyen prêté	124 218	124 823	128 143	131 992	131 173
	Revenu mensuel moyen	2 194	2 196	2 326	2 431	2 465

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		<b>Logement neuf</b>	<b>Acquisi° avec améliora°</b>	<b>Acquisi° sans améliora°</b>	<b>Améliora°* *</b>	<b>Ensemble</b>
Agriculteurs	Effectifs	190	74	137	10	411
	Coût moyen d'opération	168 041	153 144	128 734	117 430	151 025
	Montant moyen prêté	130 002	131 114	105 065	57 631	120 129
	Revenu mensuel moyen	2 093	3 157	2 495	1 622	2 379
Artisans, commerçants	Effectifs	482	306	667	14	1 469
	Coût moyen d'opération	196 317	159 436	165 534	57 476	173 334
	Montant moyen prêté	154 021	130 528	122 474	54 193	133 852
	Revenu mensuel moyen	2 505	2 209	2 408	2 118	2 421
Cadres	Effectifs	1 523	500	2 576	23	4 622
	Coût moyen d'opération	221 846	175 084	195 360	71 352	201 277
	Montant moyen prêté	182 736	144 434	146 072	53 074	157 513
	Revenu mensuel moyen	3 144	3 023	2 938	2 797	2 992
Prof. Intermédiaires	Effectifs	4 614	1 967	5 142	54	11 777
	Coût moyen d'opération	190 137	147 588	158 821	79 464	168 850
	Montant moyen prêté	160 439	124 883	125 953	65 919	139 010
	Revenu mensuel moyen	2 706	2 437	2 484	3 237	2 554
Employés	Effectifs	7 469	2 863	11 258	112	21 702
	Coût moyen d'opération	182 713	134 500	147 171	73 673	157 352
	Montant moyen prêté	150 733	114 576	112 979	63 255	125 927
	Revenu mensuel moyen	2 570	2 284	2 323	2 617	2 383
Ouvriers	Effectifs	6 401	3 126	6 827	61	16 415
	Coût moyen d'opération	175 243	122 119	136 860	69 932	148 771
	Montant moyen prêté	155 542	111 729	117 111	60 186	130 861
	Revenu mensuel moyen	2 601	2 088	2 247	2 675	2 333
Retraités	Effectifs	163	88	590	14	855
	Coût moyen d'opération	155 850	113 884	127 506	72 649	130 610
	Montant moyen prêté	75 287	70 038	61 033	51 045	64 514
	Revenu mensuel moyen	2 010	1 792	1 907	2 770	1 926
Inactifs	Effectifs	412	254	766	10	1 442
	Coût moyen d'opération	180 798	123 566	136 997	65 874	146 653
	Montant moyen prêté	131 323	95 623	95 085	45 303	105 188
	Revenu mensuel moyen	2 278	1 902	2 087	1 852	2 118
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>21 254</b>	<b>9 178</b>	<b>27 963</b>	<b>298</b>	<b>58 693</b>
	Coût moyen d'opération	184 813	135 780	150 889	74 175	160 422
	Montant moyen prêté	155 516	117 156	118 024	60 533	131 173
	Revenu mensuel moyen	2 657	2 289	2 405	2 673	2 465

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Annexe 6 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS

### par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution			
											10/11	11/12	12/13	13/14
Marié	21 619	35,9%	18 492	35,6%	17 387	33,3%	18 822	31,0%	17 580	30,0%	-14,5%	-6,0%	8,3%	-6,6%
Vivant maritalement	17 304	28,7%	14 247	27,5%	16 402	31,4%	18 356	30,2%	18 249	31,1%	-17,7%	<b>15,1%</b>	11,9%	<b>-0,6%</b>
Veuf	424	0,7%	359	0,7%	321	0,6%	348	0,6%	330	0,6%	-15,3%	-10,6%	8,4%	-5,2%
Divorcé ou séparé	4 734	7,9%	4 661	9,0%	4 339	8,3%	5 385	8,9%	5 162	8,8%	<b>-1,5%</b>	-6,9%	<b>24,1%</b>	-4,1%
Célibataire	16 189	26,9%	14 115	27,2%	13 715	26,3%	17 850	29,4%	17 372	29,6%	<b>-12,8%</b>	-2,8%	<b>30,1%</b>	<b>-2,7%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>60 270</b>	<b>100%</b>	<b>51 874</b>	<b>100%</b>	<b>52 164</b>	<b>100%</b>	<b>60 761</b>	<b>100%</b>	<b>58 693</b>	<b>100%</b>	<b>-13,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>16,5%</b>	<b>-3,4%</b>

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées  
par des PAS par génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 10/11	Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14
Marié	Effectifs	21 619	18 492	17 387	18 822	17 580	-14,5%	-6,0%	8,3%	-6,6%
	Coût moyen d'opération	171 620	174 626	175 213	182 536	184 251	1,8%	0,3%	4,2%	0,94%
	Montant moyen prêté	139 891	141 470	144 498	151 629	152 076	1,1%	2,1%	4,9%	0,3%
	Revenu mensuel moyen	2 449	2 481	2 621	3 010	3 070	1,3%	5,6%	14,9%	2,0%
Vivant maritalement	Effectifs	17 304	14 247	16 402	18 356	18 249	-17,7%	15,1%	11,9%	-0,6%
	Coût moyen d'opération	161 910	163 675	164 007	173 088	174 060	1,1%	0,2%	5,5%	0,56%
	Montant moyen prêté	135 284	139 282	144 570	152 509	151 208	3,0%	3,8%	5,5%	-0,9%
	Revenu mensuel moyen	2 392	2 430	2 581	2 970	2 990	1,6%	6,2%	15,1%	0,7%
Veuf	Effectifs	424	359	321	348	330	-15,3%	-10,6%	8,4%	-5,2%
	Coût moyen d'opération	146 657	151 674	140 072	139 565	144 115	3,4%	-7,6%	-0,4%	3,26%
	Montant moyen prêté	86 495	87 054	80 699	79 893	84 430	0,6%	-7,3%	-1,0%	5,7%
	Revenu mensuel moyen	1 662	1 689	1 838	1 865	1 918	1,7%	8,8%	1,4%	2,8%
Divorcé ou séparé	Effectifs	4 734	4 661	4 339	5 385	5 162	-1,5%	-6,9%	24,1%	-4,1%
	Coût moyen d'opération	144 007	143 100	139 811	141 686	140 970	-0,6%	-2,3%	1,3%	-0,50%
	Montant moyen prêté	99 172	96 328	94 781	96 856	97 929	-2,9%	-1,6%	2,2%	1,1%
	Revenu mensuel moyen	1 772	1 732	1 816	1 989	2 059	-2,3%	4,9%	9,5%	3,5%
Célibataire	Effectifs	16 189	14 115	13 715	17 850	17 372	-12,8%	-2,8%	30,1%	-2,7%
	Coût moyen d'opération	133 987	132 445	126 852	129 870	128 071	-1,2%	-4,2%	2,4%	-1,39%
	Montant moyen prêté	99 770	98 791	99 430	101 803	99 738	-1,0%	0,6%	2,4%	-2,0%
	Revenu mensuel moyen	1 741	1 695	1 732	1 836	1 853	-2,7%	2,2%	6,0%	1,0%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>60 270</b>	<b>51 874</b>	<b>52 164</b>	<b>60 761</b>	<b>58 693</b>	<b>-13,9%</b>	<b>0,6%</b>	<b>16,5%</b>	<b>-3,4%</b>
	Coût moyen d'opération	156 378	157 148	155 814	160 343	160 422	0,5%	-0,8%	2,9%	0,0%
	Montant moyen prêté	124 218	124 823	128 143	131 992	131 173	0,5%	2,7%	3,0%	-0,6%
	Revenu mensuel moyen	2 194	2 196	2 326	2 431	2 465	0,1%	5,9%	4,5%	1,4%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	<b>Ensemble</b>
Marié	Effectifs	7 146	2 409	7 906	119	17 580
	Coût moyen d'opération	203 181	156 049	177 311	79 449	184 251
	Montant moyen prêté	173 351	134 149	139 663	62 102	152 076
	Revenu mensuel moyen	3 161	2 892	3 040	3 006	3 070
Vivant maritalement	Effectifs	7 762	3 257	7 184	46	18 249
	Coût moyen d'opération	190 330	148 595	168 636	78 540	174 060
	Montant moyen prêté	168 032	133 072	141 785	68 236	151 208
	Revenu mensuel moyen	3 041	2 755	2 994	2 983	2 990
Veuf	Effectifs	79	33	217	1	330
	Coût moyen d'opération	172 512	120 756	136 831	n.s.	144 115
	Montant moyen prêté	108 145	81 112	75 652	n.s.	84 430
	Revenu mensuel moyen	1 913	1 197	1 956	n.s.	1 918
Divorcé ou séparé	Effectifs	1 367	722	3 009	64	5 162
	Coût moyen d'opération	165 480	125 803	135 080	65 539	140 970
	Montant moyen prêté	116 536	95 573	90 982	53 672	97 929
	Revenu mensuel moyen	2 116	2 059	2 044	2 123	2 059
Célibataire	Effectifs	4 900	2 757	9 647	68	17 372
	Coût moyen d'opération	154 880	105 724	121 266	67 503	128 071
	Montant moyen prêté	121 319	89 587	91 982	56 613	99 738
	Revenu mensuel moyen	1 941	1 724	1 840	1 669	1 853
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>21 254</b>	<b>9 178</b>	<b>27 963</b>	<b>298</b>	<b>58 693</b>
	Coût moyen d'opération	184 813	135 780	150 889	74 175	160 422
	Montant moyen prêté	155 516	117 156	118 024	60 533	131 173
	Revenu mensuel moyen	2 657	2 289	2 405	2 673	2 465

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

n.r. : non renseigné



## Annexe 7 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014	Evolution			
							10/11	11/12	12/13	13/14
<b>Neuf</b>	<b>Effectifs</b>	<b>3 309 ( 37.3% )</b>	<b>3 917 ( 34.8% )</b>	<b>3 408 ( 12.4% )</b>	<b>4 698 ( 11.3% )</b>	<b>3 814 ( 9.3% )</b>	18,4%	-13,0%	37,9%	-18,8%
Construction ou acquisition d'un logement	Coût moyen d'opération	174 737	174 762	180 185	179 060	183 693	0,0%	3,1%	-0,6%	2,6%
	Montant moyen prêté	108 841	116 596	123 113	132 811	128 261	7,1%	5,6%	7,9%	-3,4%
	Revenu mensuel moyen	2 398	2 364	2 500	2 599	2 718	-1,4%	5,8%	4,0%	4,6%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	1 637 ( 18.4% )	1 743 ( 15.5% )	6 050 ( 22.0% )	8 857 ( 21.2% )	9 063 ( 22.2% )	6,5%	247,1%	46,4%	2,3%
	Coût moyen d'opération	156 824	148 554	133 074	137 184	135 793	-5,3%	-10,4%	3,1%	-1,0%
	Montant moyen prêté	103 618	104 721	112 227	117 261	117 035	1,1%	7,2%	4,5%	-0,2%
	Revenu mensuel moyen	1 982	2 032	2 151	2 227	2 285	2,5%	5,9%	3,5%	2,6%
Acquisition sans amélioration	Effectifs	3 663 ( 41.2% )	5 188 ( 46.1% )	17 076 ( 62.2% )	26 969 ( 64.7% )	27 677 ( 67.8% )	41,6%	229,1%	57,9%	2,6%
	Coût moyen d'opération	168 229	166 852	147 979	151 396	151 202	-0,8%	-11,3%	2,3%	-0,1%
	Montant moyen prêté	107 894	105 845	115 464	118 676	118 197	-1,9%	9,1%	2,8%	-0,4%
	Revenu mensuel moyen	2 146	2 116	2 164	2 380	2 405	-1,4%	2,2%	10,0%	1,1%
Amélioration	Effectifs	272 ( 3.1% )	410 ( 3.6% )	924 ( 3.4% )	1 179 ( 2.8% )	295 ( 0.7% )	50,7%	125,4%	27,6%	-75,0%
	Coût moyen d'opération	103 778	104 947	132 642	126 955	74 036	1,1%	26,4%	-4,3%	-41,7%
	Montant moyen prêté	71 754	72 712	100 449	99 899	60 299	1,3%	38,1%	-0,5%	-39,6%
	Revenu mensuel moyen	2 366	2 336	2 364	2 705	2 673	-1,3%	1,2%	14,4%	-1,2%
<b>Ancien</b>	<b>Effectifs</b>	<b>5 572 ( 62.7% )</b>	<b>7 341 ( 65.2% )</b>	<b>24 050 ( 87.6% )</b>	<b>37 005 ( 88.7% )</b>	<b>37 035 ( 90.7% )</b>	31,7%	227,6%	53,9%	0,1%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>8 881</b>	<b>11 258</b>	<b>27 458</b>	<b>41 703</b>	<b>40 849</b>	26,8%	143,9%	51,9%	-2,0%
	Coût moyen d'opération	166 577	164 515	148 176	150 804	150 260	-1,2%	-9,9%	1,8%	-0,4%
	Montant moyen prêté	106 352	108 205	115 195	119 437	118 461	1,7%	6,5%	3,7%	-0,8%
	Revenu mensuel moyen	2 213	2 205	2 208	2 384	2 415	-0,3%	0,1%	8,0%	1,3%

(\*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Annexe 8 : Parts de marché des établissements pour les opérations financées par des PAS seuls par génération

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	Génération du 1er PAS mis en force 2010		Génération du 1er PAS mis en force 2011		Génération du 1er PAS mis en force 2012		Génération du 1er PAS mis en force 2013		Génération du 1er PAS mis en force 2014	
	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)	Effectifs	Montant total prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	858 ( 9.7% )	56.9 ( 4.7% )	584 ( 5.2% )	56.9 ( 4.7% )	451 ( 1.6% )	46.1 ( 1.5% )	709 ( 1.7% )	77.2 ( 1.5% )	698 ( 1.7% )	73.0 ( 1.5% )
Caisses d'Epargne (BPCE)	480 ( 5.4% )	71.4 ( 5.9% )	730 ( 6.5% )	71.4 ( 5.9% )	2 025 ( 7.4% )	205.2 ( 6.5% )	1 976 ( 4.7% )	208.5 ( 4.2% )	1 601 ( 3.9% )	166.0 ( 3.4% )
Crédit Foncier de France	1 232 ( 13.9% )	237.3 ( 19.5% )	1 982 ( 17.6% )	237.3 ( 19.5% )	10 340 ( 37.7% )	1 321.5 ( 41.8% )	15 309 ( 36.7% )	2 014.1 ( 40.4% )	13 751 ( 33.7% )	1 784.1 ( 36.9% )
<b>Groupe BPCE</b>	<b>2 570 ( 28.9% )</b>	<b>365.6 ( 30.0% )</b>	<b>3 296 ( 29.3% )</b>	<b>365.6 ( 30.0% )</b>	<b>12 816 ( 46.7% )</b>	<b>1 572.7 ( 49.7% )</b>	<b>17 994 ( 43.1% )</b>	<b>2 299.8 ( 46.2% )</b>	<b>16 050 ( 39.3% )</b>	<b>2 023.1 ( 41.8% )</b>
Crédit Agricole	1 687 ( 19.0% )	296.6 ( 24.3% )	2 658 ( 23.6% )	296.6 ( 24.3% )	6 819 ( 24.8% )	750.6 ( 23.7% )	9 852 ( 23.6% )	1 174.6 ( 23.6% )	10 026 ( 24.5% )	1 186.3 ( 24.5% )
LCL	406 ( 4.6% )	30.3 ( 2.5% )	295 ( 2.6% )	30.3 ( 2.5% )	349 ( 1.3% )	34.4 ( 1.1% )	274 ( 0.7% )	28.0 ( 0.6% )	361 ( 0.9% )	37.7 ( 0.8% )
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>2 093 ( 23.6% )</b>	<b>326.9 ( 26.8% )</b>	<b>2 953 ( 26.2% )</b>	<b>326.9 ( 26.8% )</b>	<b>7 168 ( 26.1% )</b>	<b>784.9 ( 24.8% )</b>	<b>10 126 ( 24.3% )</b>	<b>1 202.5 ( 24.1% )</b>	<b>10 387 ( 25.4% )</b>	<b>1 224.0 ( 25.3% )</b>
Crédit Mutuel	2 026 ( 22.8% )	174.9 ( 14.4% )	1 760 ( 15.6% )	174.9 ( 14.4% )	2 463 ( 9.0% )	251.0 ( 7.9% )	3 401 ( 8.2% )	362.9 ( 7.3% )	2 969 ( 7.3% )	312.1 ( 6.5% )
CIC	481 ( 5.4% )	41.1 ( 3.4% )	394 ( 3.5% )	41.1 ( 3.4% )	681 ( 2.5% )	71.3 ( 2.3% )	1 209 ( 2.9% )	135.0 ( 2.7% )	1 091 ( 2.7% )	122.1 ( 2.5% )
<b>Groupe Crédit Mutuel CIC</b>	<b>2 507 ( 28.2% )</b>	<b>215.9 ( 17.7% )</b>	<b>2 154 ( 19.1% )</b>	<b>215.9 ( 17.7% )</b>	<b>3 144 ( 11.5% )</b>	<b>322.4 ( 10.2% )</b>	<b>4 610 ( 11.1% )</b>	<b>497.9 ( 10.0% )</b>	<b>4 060 ( 9.9% )</b>	<b>434.2 ( 9.0% )</b>
BNP/PARIBAS	254 ( 2.9% )	22.5 ( 1.8% )	216 ( 1.9% )	22.5 ( 1.8% )	443 ( 1.6% )	44.4 ( 1.4% )	320 ( 0.8% )	32.0 ( 0.6% )	303 ( 0.7% )	28.5 ( 0.6% )
BNP Paribas Personal Finance	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )	0 ( 0.0% )	0.0 ( 0.0% )
<b>Groupe BNP</b>	<b>254 ( 2.9% )</b>	<b>22.5 ( 1.8% )</b>	<b>216 ( 1.9% )</b>	<b>22.5 ( 1.8% )</b>	<b>443 ( 1.6% )</b>	<b>44.4 ( 1.4% )</b>	<b>320 ( 0.8% )</b>	<b>32.0 ( 0.6% )</b>	<b>303 ( 0.7% )</b>	<b>28.5 ( 0.6% )</b>
Crédit Immobilier de France	852 ( 9.6% )	238.5 ( 19.6% )	2 153 ( 19.1% )	238.5 ( 19.6% )	3 018 ( 11.0% )	348.3 ( 11.0% )	162 ( 0.4% )	14.5 ( 0.3% )	6 ( 0.0% )	0.5 ( 0.0% )
Société Générale	583 ( 6.6% )	47.3 ( 3.9% )	472 ( 4.2% )	47.3 ( 3.9% )	823 ( 3.0% )	86.4 ( 2.7% )	674 ( 1.6% )	69.5 ( 1.4% )	622 ( 1.5% )	63.9 ( 1.3% )
La Banque Postale	22 ( 0.2% )	1.4 ( 0.1% )	14 ( 0.1% )	1.4 ( 0.1% )	46 ( 0.2% )	3.8 ( 0.1% )	7 817 ( 18.7% )	864.6 ( 17.4% )	9 421 ( 23.1% )	1 064.8 ( 22.0% )
<b>Ensemble</b>	<b>8 881</b>	<b>1 218,2</b>	<b>11 258</b>	<b>1 218,2</b>	<b>27 458</b>	<b>3 163,0</b>	<b>41 703</b>	<b>4 980,9</b>	<b>40 849</b>	<b>4 839,0</b>

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls  
de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Alsace	925	2,3%	107 600 309	2,2%	Bas-Rhin	506	61 119 496
					Haut-Rhin	419	46 480 813
Aquitaine	1 997	4,9%	216 534 746	4,5%	Dordogne	220	20 566 164
					Gironde	837	96 730 795
					Landes	260	28 861 568
					Lot et Garonne	184	16 345 981
					Pyrénées Atlantique	496	54 030 239
Auvergne	398	1,0%	35 642 599	0,7%	Allier	111	8 925 369
					Cantal	34	2 817 521
					Haute Loire	73	7 152 954
					Puy de Dôme	180	16 746 755
Basse Normandie	632	1,5%	62 902 946	1,3%	Calvados	303	31 392 149
					Manche	217	20 926 449
					Orne	112	10 584 347
Bourgogne	1 080	2,6%	103 492 651	2,1%	Côte d'Or	266	28 036 231
					Nièvre	98	7 911 269
					Saône et Loire	443	42 168 533
					Yonne	273	25 376 618
Bretagne	1 393	3,4%	143 681 829	3,0%	Côtes d'Armor	201	19 795 947
					Finistère	452	44 284 385
					Ille et Vilaine	503	55 734 610
					Morbihan	237	23 866 888
Centre	1 597	3,9%	168 240 096	3,5%	Cher	179	15 954 786
					Eure et Loir	259	30 402 186
					Indre	80	6 195 691
					Indre et Loire	377	40 035 679
					Loir et Cher	204	20 158 930
					Loiret	498	55 492 826
Champagne	803	2,0%	82 040 901	1,7%	Ardennes	196	19 573 040
					Aube	153	13 660 343
					Marne	380	42 843 112
					Haute Marne	74	5 964 406
Corse	190	0,5%	24 810 074	0,5%	Corse de Sud	81	11 473 183
					Haute Corse	109	13 336 891
Franche Comté	551	1,3%	56 778 470	1,2%	Doubs	249	26 959 138
					Jura	99	10 543 004
					Haute Saône	129	11 563 060
					Territoire de Belfort	74	7 713 268
<b>Total des prêts</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>4 838 996 483</b>			<b>40 849</b>	<b>4 838 996 483</b>

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls  
de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Haute Normandie	935	2,3%	105 359 692	2,2%	Eure	365	42 888 823
					Seine Maritime	570	62 470 869
Languedoc Roussillon	2 139	5,2%	237 746 281	4,9%	Aude	291	29 235 511
					Gard	440	50 597 703
					Hérault	938	108 293 967
					Lozère	64	6 228 748
					Pyrénées Orientales	406	43 390 353
Limousin	337	0,8%	29 715 527	0,6%	Corrèze	89	7 847 805
					Creuse	47	3 655 857
					Haute Vienne	201	18 211 865
Lorraine	1 666	4,1%	172 390 612	3,6%	Meurthe et Moselle	536	56 684 294
					Meuse	149	13 288 194
					Moselle	670	72 688 301
					Vosges	311	29 729 823
Midi Pyrénées	2 010	4,9%	209 196 689	4,3%	Ariège	127	10 636 218
					Aveyron	178	17 144 737
					Haute Garonne	944	107 751 071
					Gers	103	10 303 501
					Lot	103	9 592 025
					Hautes Pyrénées	145	12 481 038
					Tarn	214	20 063 988
					Tarn et Garonne	196	21 224 111
Nord	2 407	5,9%	263 635 560	5,4%	Nord	1 512	165 842 257
					Pas de Calais	895	97 793 303
Pays de la Loire	3 626	8,9%	400 965 924	8,3%	Loire Atlantique	1 720	205 444 488
					Maine et Loire	692	73 937 006
					Mayenne	214	19 998 711
					Sarthe	323	31 800 201
					Vendée	677	69 785 519
Picardie	1 910	4,7%	226 183 744	4,7%	Aisne	485	47 285 863
					Oise	969	131 281 553
					Somme	456	47 616 328
Poitou Charentes	982	2,4%	100 510 120	2,1%	Charente	127	11 342 105
					Charente Maritime	451	50 685 530
					Deux Sèvres	235	22 148 853
					Vienne	169	16 333 633
<b>Total des prêts</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>4 838 996 483</b>			<b>40 849</b>	<b>4 838 996 483</b>

[suite](#)

**Annexe 9 : Répartition géographique des opérations financées par des PAS seuls  
de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

Région	Effectifs	%	Mtts prêts	%	Département	Effectifs	Mtts prêts
Provence Côte d'Azur	3 314	8,1%	432 136 709	8,9%	Alpes de Haute Provence	96	10 338 069
					Hautes Alpes	58	6 111 694
					Alpes Maritimes	1 003	141 813 788
					Bouches du Rhône	1 053	132 094 449
					Var	786	104 226 426
					Vaucluse	318	37 552 283
Rhône Alpes	4 838	11,8%	590 393 560	12,2%	Ain	684	84 280 409
					Ardèche	223	23 681 260
					Drôme	355	39 540 872
					Isère	1 120	137 614 570
					Loire	346	34 205 696
					Rhône	1 549	195 243 191
					Savoie	221	28 761 204
					Haute Savoie	340	47 066 359
Ile de France	7 119	17,4%	1 069 037 444	22,1%	Paris	201	26 004 683
					Seine et Marne	1 691	255 670 424
					Yvelines	630	98 731 294
					Essonne	1 148	171 495 235
					Hauts de Seine	284	40 068 758
					Seine Saint Denis	1 219	177 844 949
					Val de Marne	658	97 867 373
					Val d'Oise	1 288	201 354 728
<b>Total des prêts</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>4 838 996 483</b>			<b>40 849</b>	<b>4 838 996 483</b>

## Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Ensemble
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectifs	332	741	825	1 916	3 814
	Coût moyen d'opération	245 213	210 376	182 250	163 336	183 693
	Montant moyen prêté	154 121	134 444	127 504	121 715	128 261
	Revenu mensuel moyen	2 880	2 908	2 741	2 549	2 718
Acquisition avec amélioration	Effectifs	711	1 807	1 956	4 589	9 063
	Coût moyen d'opération	184 433	160 682	127 570	121 962	135 793
	Montant moyen prêté	149 248	129 036	113 953	108 633	117 035
	Revenu mensuel moyen	2 951	2 569	2 337	2 163	2 285
Acquisition sans amélioration	Effectifs	5 818	6 425	6 202	9 232	27 677
	Coût moyen d'opération	190 157	160 869	137 379	129 211	151 202
	Montant moyen prêté	148 185	120 139	109 776	103 603	118 197
	Revenu mensuel moyen	2 684	2 441	2 309	2 198	2 405
Amélioration	Effectifs	13	40	57	185	295
	Coût moyen d'opération	97 933	97 454	71 109	68 194	74 036
	Montant moyen prêté	90 027	74 734	57 323	56 005	60 299
	Revenu mensuel moyen	3 842	3 270	2 562	2 588	2 673
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>6 874</b>	<b>9 013</b>	<b>9 040</b>	<b>15 922</b>	<b>40 849</b>
	Coût moyen d'opération	192 049	164 620	138 934	130 519	150 260
	Montant moyen prêté	148 472	122 897	111 967	106 679	118 461
	Revenu mensuel moyen	2 693	2 473	2 340	2 225	2 415

NB: au sens du zonage de Robien

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 10 : Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution(**)			
											10/11	11/12	12/13	13/14
Personne seule	1 497	16,9%	1 829	16,2%	6 326	23,0%	10 947	26,2%	11 259	27,6%	22,2%	<b>245,9%</b>	<b>73,0%</b>	<b>2,9%</b>
2 personnes	1 516	17,1%	2 017	17,9%	5 721	20,8%	9 043	21,7%	8 798	21,5%	<b>33,0%</b>	<b>183,6%</b>	<b>58,1%</b>	-2,7%
3 personnes	1 793	20,2%	2 328	20,7%	5 650	20,6%	8 524	20,4%	8 266	20,2%	<b>29,8%</b>	142,7%	50,9%	-3,0%
4 personnes	2 142	24,1%	2 695	23,9%	5 627	20,5%	7 987	19,2%	7 690	18,8%	25,8%	108,8%	41,9%	-3,7%
5 personnes	1 288	14,5%	1 699	15,1%	2 988	10,9%	3 804	9,1%	3 571	8,7%	<b>31,9%</b>	75,9%	27,3%	-6,1%
6 personnes et plus	645	7,3%	690	6,1%	1 146	4,2%	1 398	3,4%	1 265	3,1%	7,0%	66,1%	22,0%	-9,5%
<b>Ensemble</b>	<b>8 881</b>	<b>100%</b>	<b>11 258</b>	<b>100%</b>	<b>27 458</b>	<b>100%</b>	<b>41 703</b>	<b>100%</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>26,8%</b>	<b>143,9%</b>	<b>51,9%</b>	<b>-2,0%</b>
en gras les évolutions supérieures à la moyenne														
<b>Taille moyenne</b>	<b>3,24</b>		<b>3,22</b>		<b>2,88</b>		<b>2,73</b>		<b>2,69</b>		-0,6%	-10,6%	-5,1%	-1,6%

[détail tableau suivant](#)

(\*\*) les évolutions négatives entre 2013 et 2014 s'expliquent en grande partie par le fait qu'un certain nombre d'opérations avec au moins un PAS qui devraient être rattachées à l'année 2014 ne le sont pas parce que seul le PTZ a été déclaré à la SGFGAS au 16/02/2015 (date d'arrêt de la base) tandis que le PAS associé le sera avec le reste de la génération 2015.

## Taille des ménages : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014
Personne seule	Effectifs	1 497	1 829	6 326	10 947	11 259
	Coût moyen d'opération	121 942	116 637	106 883	111 117	111 800
	Montant moyen prêté	69 899	68 672	79 967	83 453	84 176
	Revenu mensuel moyen	1 501	1 471	1 530	1 662	1 715
2 personnes	Effectifs	1 516	2 017	5 721	9 043	8 798
	Coût moyen d'opération	151 029	149 971	141 567	147 239	147 813
	Montant moyen prêté	92 194	95 350	111 712	117 658	117 450
	Revenu mensuel moyen	1 926	2 034	2 092	2 432	2 463
3 personnes	Effectifs	1 793	2 328	5 650	8 524	8 266
	Coût moyen d'opération	164 072	163 169	154 386	160 314	161 401
	Montant moyen prêté	105 993	109 775	122 307	128 998	129 135
	Revenu mensuel moyen	2 127	2 186	2 316	2 647	2 690
4 personnes	Effectifs	2 142	2 695	5 627	7 987	7 690
	Coût moyen d'opération	182 585	185 198	172 522	179 180	178 606
	Montant moyen prêté	119 419	125 280	134 191	143 211	141 866
	Revenu mensuel moyen	2 389	2 419	2 500	3 053	3 047
5 personnes	Effectifs	1 288	1 699	2 988	3 804	3 571
	Coût moyen d'opération	194 054	190 056	178 275	180 023	179 976
	Montant moyen prêté	129 229	126 652	137 537	145 007	144 229
	Revenu mensuel moyen	2 590	2 587	2 628	3 395	3 362
6 personnes et plus	Effectifs	645	690	1 146	1 398	1 265
	Coût moyen d'opération	205 776	194 853	180 476	185 037	180 570
	Montant moyen prêté	136 150	133 168	140 447	149 025	145 861
	Revenu mensuel moyen	2 698	2 732	2 796	3 509	3 572
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>8 881</b>	<b>11 258</b>	<b>27 458</b>	<b>41 703</b>	<b>40 849</b>
	Taille moyenne	3,24	3,22	2,88	2,73	2,69
	Coût moyen d'opération	166 577	164 515	148 176	150 804	150 260
	Montant moyen prêté	106 352	108 205	115 195	119 437	118 461
	Revenu mensuel moyen	2 213	2 205	2 208	2 384	2 415

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.



**Annexe 11 : CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution(**)			
											10/11	11/12	12/13	13/14
Agriculteurs	134	1,5%	162	1,4%	268	1,0%	370	0,9%	303	0,7%	20,9%	65,4%	38,1%	-18,1%
Artisans, commerçants	543	6,1%	585	5,2%	902	3,3%	1 119	2,7%	1 145	2,8%	7,7%	54,2%	24,1%	<b>2,3%</b>
Cadres	493	5,6%	555	4,9%	1 545	5,6%	3 298	7,9%	3 321	8,1%	12,6%	<b>178,4%</b>	<b>113,5%</b>	<b>0,7%</b>
Prof. Intermédiaires	1 675	18,9%	1 894	16,8%	5 039	18,4%	7 889	18,9%	7 868	19,3%	13,1%	<b>166,1%</b>	<b>56,6%</b>	<b>-0,3%</b>
Employés	2 864	32,2%	3 596	31,9%	9 029	32,9%	15 580	37,4%	15 425	37,8%	25,6%	<b>151,1%</b>	<b>72,6%</b>	<b>-1,0%</b>
Ouvriers	2 498	28,1%	3 563	31,6%	9 186	33,5%	11 474	27,5%	10 869	26,6%	<b>42,6%</b>	<b>157,8%</b>	24,9%	-5,3%
Retraités	265	3,0%	408	3,6%	598	2,2%	818	2,0%	786	1,9%	<b>54,0%</b>	46,6%	36,8%	-3,9%
Inactifs	409	4,6%	495	4,4%	891	3,2%	1 155	2,8%	1 132	2,8%	21,0%	80,0%	29,6%	<b>-2,0%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>8 881</b>	<b>100%</b>	<b>11 258</b>	<b>100%</b>	<b>27 458</b>	<b>100%</b>	<b>41 703</b>	<b>100%</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>26,8%</b>	<b>143,9%</b>	<b>51,9%</b>	<b>-2,0%</b>

[détail par CSP tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**CSP des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014
Agriculteurs	Effectifs	134	162	268	370	303
	Coût moyen d'opération	149 732	141 011	136 623	143 883	142 916
	Montant moyen prêté	94 195	93 870	102 159	111 803	112 688
	Revenu mensuel moyen	2 105	2 730	2 262	3 071	2 474
Artisans, commerçants	Effectifs	543	585	902	1 119	1 145
	Coût moyen d'opération	182 520	176 300	168 892	165 806	166 764
	Montant moyen prêté	116 281	112 853	121 676	126 915	125 916
	Revenu mensuel moyen	2 478	2 263	2 396	2 410	2 402
Cadres	Effectifs	493	555	1 545	3 298	3 321
	Coût moyen d'opération	199 715	213 995	191 601	194 556	194 027
	Montant moyen prêté	127 433	135 061	145 122	146 111	145 925
	Revenu mensuel moyen	2 524	2 756	2 639	2 920	2 970
Prof. Intermédiaires	Effectifs	1 675	1 894	5 039	7 889	7 868
	Coût moyen d'opération	177 625	177 812	160 043	160 547	159 364
	Montant moyen prêté	112 696	115 505	122 949	127 285	126 680
	Revenu mensuel moyen	2 400	2 348	2 303	2 429	2 515
Employés	Effectifs	2 864	3 596	9 029	15 580	15 425
	Coût moyen d'opération	164 876	166 354	146 356	147 852	147 444
	Montant moyen prêté	104 312	107 934	112 179	115 303	113 935
	Revenu mensuel moyen	2 119	2 149	2 150	2 317	2 333
Ouvriers	Effectifs	2 498	3 563	9 186	11 474	10 869
	Coût moyen d'opération	156 585	151 799	137 061	137 434	135 640
	Montant moyen prêté	106 680	108 815	114 842	118 029	116 312
	Revenu mensuel moyen	2 220	2 202	2 221	2 161	2 245
Retraités	Effectifs	265	408	598	818	786
	Coût moyen d'opération	141 938	142 068	129 144	126 413	128 509
	Montant moyen prêté	62 337	61 660	60 821	60 017	62 069
	Revenu mensuel moyen	1 727	1 705	1 924	1 929	1 935
Inactifs	Effectifs	409	495	891	1 155	1 132
	Coût moyen d'opération	154 692	148 606	134 073	136 918	137 688
	Montant moyen prêté	86 554	85 302	87 499	96 711	96 211
	Revenu mensuel moyen	1 811	1 980	1 873	2 124	2 077
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>8 881</b>	<b>11 258</b>	<b>27 458</b>	<b>41 703</b>	<b>40 849</b>
	Coût moyen d'opération	166 577	164 515	148 176	150 804	150 260
	Montant moyen prêté	106 352	108 205	115 195	119 437	118 461
	Revenu mensuel moyen	2 213	2 205	2 208	2 384	2 415

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite  
(% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère  
facultatif de cette variable dans la base FGAS.*

**CSP des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		Logement neuf	Acquisi° avec améliora°	Acquisi° sans améliora°	Améliora°	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	82	74	137	10	303
	Coût moyen d'opération	160 488	153 144	128 734	117 430	142 916
	Montant moyen prêté	115 509	131 114	105 065	57 631	112 688
	Revenu mensuel moyen	1 899	3 157	2 495	1 622	2 474
Artisans, commerçants	Effectifs	168	303	660	14	1 145
	Coût moyen d'opération	191 888	159 534	166 006	57 476	166 764
	Montant moyen prêté	136 325	130 406	122 727	54 193	125 916
	Revenu mensuel moyen	2 458	2 209	2 434	2 118	2 402
Cadres	Effectifs	248	492	2 558	23	3 321
	Coût moyen d'opération	226 790	175 155	195 583	71 352	194 027
	Montant moyen prêté	155 638	144 084	146 173	53 074	145 925
	Revenu mensuel moyen	3 521	3 025	2 937	2 797	2 970
Prof. Intermédiaires	Effectifs	793	1 937	5 086	52	7 868
	Coût moyen d'opération	193 998	147 870	159 155	79 847	159 364
	Montant moyen prêté	138 291	124 931	126 158	65 803	126 680
	Revenu mensuel moyen	2 870	2 441	2 484	3 237	2 515
Employés	Effectifs	1 350	2 832	11 131	112	15 425
	Coût moyen d'opération	180 192	134 526	147 501	73 673	147 444
	Montant moyen prêté	123 593	114 482	113 135	63 255	113 935
	Revenu mensuel moyen	2 534	2 283	2 323	2 617	2 333
Ouvriers	Effectifs	956	3 088	6 765	60	10 869
	Coût moyen d'opération	173 870	121 922	137 091	69 019	135 640
	Montant moyen prêté	128 426	111 503	117 300	59 308	116 312
	Revenu mensuel moyen	2 701	2 078	2 242	2 675	2 245
Retraités	Effectifs	103	86	583	14	786
	Coût moyen d'opération	150 232	114 927	128 016	72 649	128 509
	Montant moyen prêté	62 479	70 540	61 012	51 045	62 069
	Revenu mensuel moyen	2 166	1 792	1 911	2 770	1 935
Inactifs	Effectifs	114	251	757	10	1 132
	Coût moyen d'opération	176 947	123 775	137 337	65 874	137 688
	Montant moyen prêté	109 565	95 587	95 080	45 303	96 211
	Revenu mensuel moyen	2 268	1 902	2 091	1 852	2 077
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>3 814</b>	<b>9 063</b>	<b>27 677</b>	<b>295</b>	<b>40 849</b>
	Coût moyen d'opération	183 693	135 793	151 202	74 036	150 260
	Montant moyen prêté	128 261	117 035	118 197	60 299	118 461
	Revenu mensuel moyen	2 718	2 285	2 405	2 673	2 415

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

**Annexe 12 : Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées par des PAS seuls  
par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution			
											10/11	11/12	12/13	13/14
Marié	3 662	41,2%	4 698	41,7%	9 195	33,5%	12 674	30,4%	11 817	28,9%	<b>28,3%</b>	95,7%	37,8%	-6,8%
Vivant maritalement	1 766	19,9%	2 414	21,4%	7 408	27,0%	11 035	26,5%	11 400	27,9%	<b>36,7%</b>	<b>206,9%</b>	49,0%	<b>3,3%</b>
Veuf	143	1,6%	148	1,3%	234	0,9%	303	0,7%	284	0,7%	3,5%	58,1%	29,5%	-6,3%
Divorcé ou séparé	1 179	13,3%	1 559	13,8%	2 911	10,6%	4 351	10,4%	4 241	10,4%	<b>32,2%</b>	86,7%	49,5%	-2,5%
Célibataire	2 131	24,0%	2 439	21,7%	7 710	28,1%	13 340	32,0%	13 107	32,1%	14,5%	<b>216,1%</b>	<b>73,0%</b>	<b>-1,7%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>8 881</b>	<b>100%</b>	<b>11 258</b>	<b>100%</b>	<b>27 458</b>	<b>100%</b>	<b>41 703</b>	<b>100%</b>	<b>40 849</b>	<b>100%</b>	<b>26,8%</b>	<b>143,9%</b>	<b>51,9%</b>	<b>-2,0%</b>

[détail tableau suivant](#)

en gras les évolutions supérieures à la moyenne

**Situation familiale des emprunteurs : évolution des effectifs et des opérations financées  
par des PAS seuls par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 10/11	Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14
Marié	Effectifs	3 662	4 698	9 195	12 674	11 817	28,3%	95,7%	37,8%	-6,8%
	Coût moyen d'opération	187 552	184 172	171 744	175 135	176 195	-1,8%	-6,7%	2,0%	0,60%
	Montant moyen prêté	121 691	121 491	131 319	138 696	138 599	-0,2%	8,1%	5,6%	-0,1%
	Revenu mensuel moyen	2 489	2 473	2 526	3 003	3 049	-0,7%	2,1%	18,9%	1,5%
Vivant maritalement	Effectifs	1 766	2 414	7 408	11 035	11 400	36,7%	206,9%	49,0%	3,3%
	Coût moyen d'opération	170 571	168 274	156 165	164 378	164 732	-1,3%	-7,2%	5,3%	0,21%
	Montant moyen prêté	113 648	120 569	132 469	140 938	139 430	6,1%	9,9%	6,4%	-1,1%
	Revenu mensuel moyen	2 406	2 403	2 483	2 966	2 973	-0,1%	3,4%	19,5%	0,2%
Veuf	Effectifs	143	148	234	303	284	3,5%	58,1%	29,5%	-6,3%
	Coût moyen d'opération	152 496	161 474	138 848	135 290	139 684	5,9%	-14,0%	-2,6%	3,25%
	Montant moyen prêté	69 855	70 889	73 837	74 941	79 555	1,5%	4,2%	1,5%	6,2%
	Revenu mensuel moyen	1 622	1 541	1 839	1 862	1 913	-5,0%	19,3%	1,3%	2,7%
Divorcé ou séparé	Effectifs	1 179	1 559	2 911	4 351	4 241	32,2%	86,7%	49,5%	-2,5%
	Coût moyen d'opération	145 951	145 563	134 823	136 427	135 048	-0,3%	-7,4%	1,2%	-1,01%
	Montant moyen prêté	84 712	85 715	88 029	90 952	91 403	1,2%	2,7%	3,3%	0,5%
	Revenu mensuel moyen	1 729	1 715	1 777	1 985	2 048	-0,8%	3,6%	11,7%	3,2%
Célibataire	Effectifs	2 131	2 439	7 710	13 340	13 107	14,5%	216,1%	73,0%	-1,7%
	Coût moyen d'opération	139 608	135 247	117 718	121 501	119 441	-3,1%	-13,0%	3,2%	-1,70%
	Montant moyen prêté	88 367	87 018	90 879	93 655	91 664	-1,5%	4,4%	3,1%	-2,1%
	Revenu mensuel moyen	1 847	1 711	1 690	1 819	1 833	-7,3%	-1,2%	7,6%	0,8%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>8 881</b>	<b>11 258</b>	<b>27 458</b>	<b>41 703</b>	<b>40 849</b>	<b>26,8%</b>	<b>143,9%</b>	<b>51,9%</b>	<b>-2,0%</b>
	Coût moyen d'opération	166 577	164 515	148 176	150 804	150 260	-1,2%	-9,9%	1,8%	-0,4%
	Montant moyen prêté	106 352	108 205	115 195	119 437	118 461	1,7%	6,5%	3,7%	-0,8%
	Revenu mensuel moyen	2 213	2 205	2 208	2 384	2 415	-0,3%	0,1%	8,0%	1,3%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Situation familiale des emprunteurs : effectifs et principales caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		Logement neuf	Acquisition avec amélioration	Acquisition sans amélioration	Amélioration	Ensemble
Marié	Effectifs	1 537	2 370	7 793	117	11 817
	Coût moyen d'opération	205 420	156 303	177 945	78 671	176 195
	Montant moyen prêté	144 018	134 171	140 040	61 137	138 599
	Revenu mensuel moyen	3 250	2 888	3 040	3 006	3 049
Vivant maritalement	Effectifs	994	3 220	7 140	46	11 400
	Coût moyen d'opération	191 262	148 541	168 895	78 540	164 732
	Montant moyen prêté	145 182	132 934	142 017	68 236	139 430
	Revenu mensuel moyen	3 088	2 748	2 995	2 983	2 973
Veuf	Effectifs	38	32	213	1	284
	Coût moyen d'opération	163 852	121 155	137 628	n.s.	139 684
	Montant moyen prêté	94 497	81 893	75 854	n.s.	79 555
	Revenu mensuel moyen	1 665	1 113	1 962	n.s.	1 913
Divorcé ou séparé	Effectifs	494	715	2 969	63	4 241
	Coût moyen d'opération	155 055	126 206	135 306	66 362	135 048
	Montant moyen prêté	92 901	95 799	90 883	54 306	91 403
	Revenu mensuel moyen	2 021	2 070	2 048	2 123	2 048
Célibataire	Effectifs	751	2 726	9 562	68	13 107
	Coût moyen d'opération	149 053	105 591	121 433	67 503	119 441
	Montant moyen prêté	98 586	89 340	92 032	56 613	91 664
	Revenu mensuel moyen	1 933	1 721	1 840	1 669	1 833
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>3 814</b>	<b>9 063</b>	<b>27 677</b>	<b>295</b>	<b>40 849</b>
	Coût moyen d'opération	183 693	135 793	151 202	74 036	150 260
	Montant moyen prêté	128 261	117 035	118 197	60 299	118 461
	Revenu mensuel moyen	2 718	2 285	2 405	2 673	2 415

(\*)Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

n.s. : non significatif

**Annexe 13 : Répartition des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM  
par département et par génération du 1er prêt mis en force**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015)

	2010		2011		2012		2013		2014	
Guadeloupe	2	6,1%	0	0,0%	4	3,4%	34	13,2%	35	10,2%
Martinique	11	33,3%	7	15,2%	25	21,2%	43	16,7%	66	19,2%
Guyane	0	0,0%	0	0,0%	5	4,2%	22	8,5%	45	13,1%
Réunion	20	60,6%	39	84,8%	84	71,2%	159	61,6%	197	57,4%
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>100%</b>	<b>46</b>	<b>100%</b>	<b>118</b>	<b>100%</b>	<b>258</b>	<b>100%</b>	<b>343</b>	<b>100%</b>

**Répartition par type d'opération et par génération**

	2010		2011		2012		2013		2014	
Construction ou acquisition d'un logement neuf	16	48,5%	24	52,2%	55	46,6%	49	19,0%	94	27,4%
Acquisition avec amélioration	5	15,2%	3	6,5%	8	6,8%	33	12,8%	24	7,0%
Acquisition sans amélioration	12	36,4%	11	23,9%	30	25,4%	143	55,4%	222	64,7%
Amélioration	0	0,0%	8	17,4%	25	21,2%	33	12,8%	3	0,9%
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>100%</b>	<b>46</b>	<b>100%</b>	<b>118</b>	<b>100%</b>	<b>258</b>	<b>100%</b>	<b>343</b>	<b>100%</b>

## Caractéristiques des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015)

		2010	2011	2012	2013	2014
Construction ou acquisition d'un logement neuf	Effectif	16	24	55	49	94
	Coût moyen d'opération	168 995	140 730	146 979	157 544	167 509
	Montant moyen prêté	131 631	96 007	101 387	114 055	125 950
	Revenu moyen	1 961	2 269	2 327	2 588	2 776
Acquisition avec amélioration	Effectif	5	3	8	33	24
	Coût moyen d'opération	104 192	n.s.	199 642	149 782	111 873
	Montant moyen prêté	83 202	n.s.	178 114	138 947	106 150
	Revenu moyen	2 790	n.s.	-	2 948	2 580
Acquisition sans amélioration	Effectif	12	11	30	143	222
	Coût moyen d'opération	138 328	111 247	151 184	154 293	145 719
	Montant moyen prêté	95 633	87 264	112 549	128 414	123 793
	Revenu moyen	2 175	2 537	1 790	2 753	2 716
Amélioration	Effectif	0	8	25	33	3
	Coût moyen d'opération	-	114 578	133 173	107 581	n.s.
	Montant moyen prêté	-	71 965	113 452	97 460	n.s.
	Revenu moyen	-	-	-	-	n.s.
<b>Ensemble</b>	<b>Effectif</b>	<b>33</b>	<b>46</b>	<b>118</b>	<b>258</b>	<b>343</b>
	Coût moyen d'opération	148 025	130 401	148 693	148 358	148 866
	Montant moyen prêté	111 203	89 773	111 983	123 075	122 885
	Revenu moyen	2 158	2 341	2 304	2 737	2 715

*n.s. : non significatif*

*Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.*



## Caractéristiques des bénéficiaires des opérations financées par des PAS seuls dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015)

### Taille du ménage

	2010	2011	2012	2013	2014
Personne seule	4 12,1%	3 6,5%	18 15,3%	66 25,6%	79 23,0%
2 personnes	4 12,1%	7 15,2%	33 28,0%	57 22,1%	84 24,5%
3 personnes	7 21,2%	11 23,9%	34 28,8%	58 22,5%	81 23,6%
4 personnes	14 42,4%	12 26,1%	21 17,8%	51 19,8%	72 21,0%
5 personnes	3 9,1%	11 23,9%	11 9,3%	24 9,3%	23 6,7%
6 personnes et plus	1 3,0%	2 4,3%	1 0,8%	2 0,8%	4 1,2%
<b>Ensemble</b>	<b>33 100%</b>	<b>46 100%</b>	<b>118 100%</b>	<b>258 100%</b>	<b>343 100%</b>
<b>Taille moyenne</b>	3,33	3,59	2,81	2,67	2,67

### Situation familiale des emprunteurs

	2010	2011	2012	2013	2014
Marié	10 30,3%	19 41,3%	44 37,3%	80 31,0%	110 32,1%
Vivant maritalement	9 27,3%	9 19,6%	17 14,4%	42 16,3%	66 19,2%
Veuf	0 0,0%	2 4,3%	0 0,0%	1 0,4%	0 0,0%
Divorcé ou séparé	3 9,1%	5 10,9%	9 7,6%	14 5,4%	26 7,6%
Célibataire	11 33,3%	11 23,9%	48 40,7%	121 46,9%	141 41,1%
<b>Ensemble</b>	<b>33 100%</b>	<b>46 100%</b>	<b>118 100%</b>	<b>258 100%</b>	<b>343 100%</b>

### CSP des emprunteurs

	2010	2011	2012	2013	2014
Agriculteurs	2 6,1%	2 4,3%	4 3,4%	2 0,8%	3 0,9%
Artisans, commerçants	1 3,0%	1 2,2%	7 5,9%	9 3,5%	10 2,9%
Cadres	3 9,1%	5 10,9%	9 7,6%	29 11,2%	45 13,1%
Prof. Intermédiaires	10 30,3%	5 10,9%	30 25,4%	33 12,8%	54 15,7%
Employés	11 33,3%	13 28,3%	40 33,9%	156 60,5%	186 54,2%
Ouvriers	4 12,1%	16 34,8%	23 19,5%	21 8,1%	32 9,3%
Retraités	1 3,0%	4 8,7%	4 3,4%	5 1,9%	5 1,5%
Inactifs	1 3,0%	0 0,0%	1 0,8%	3 1,2%	8 2,3%
<b>Ensemble</b>	<b>33 100%</b>	<b>46 100%</b>	<b>118 100%</b>	<b>258 100%</b>	<b>343 100%</b>

## Annexe 14 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs d'opérations finançant des PAS seuls

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

Génération	Effectif	%APL Déclarés Bruts1	%APL Calculé2
2010	8 881	49%	43%
2011	11 258	55%	49%
2012	27 458	69%	39%
2013	41 703	55%	35%
2014	40 849	47%	33%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

## Annexe 15 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

### Zone géographique

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution 10/11	Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution(**) 13/14
<b>Zone A</b>	<b>5 858</b>	<b>11,4%</b>	<b>4 796</b>	<b>11,8%</b>	<b>2 672</b>	<b>10,8%</b>	<b>3 191</b>	<b>16,8%</b>	<b>3 079</b>	<b>17,3%</b>	<b>-18,1%</b>	<b>-44,3%</b>	<b>19,4%</b>	<b>-3,5%</b>
<i>Neuf</i>	2 324	4,5%	1 973	4,9%	1 840	7,5%	3 170	16,7%	2 991	16,8%	-15,1%	-6,7%	72,3%	-5,6%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	402	0,8%	83	0,2%	28	0,1%	3	0,0%	2	0,0%	-79,4%	-66,3%	-89,3%	-33,3%
<i>Acquisition seule</i>	3 132	6,1%	2 740	6,7%	804	3,3%	18	0,1%	86	0,5%	-12,5%	-70,7%	-97,8%	377,8%
<b>Zone B1</b>	<b>8 873</b>	<b>17,3%</b>	<b>7 713</b>	<b>19,0%</b>	<b>4 986</b>	<b>20,2%</b>	<b>3 960</b>	<b>20,8%</b>	<b>3 972</b>	<b>22,3%</b>	<b>-13,1%</b>	<b>-35,4%</b>	<b>-20,6%</b>	<b>0,3%</b>
<i>Neuf</i>	4 878	9,5%	3 520	8,7%	3 486	14,1%	3 924	20,6%	3 826	21,5%	-27,8%	-1,0%	12,6%	-2,5%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	888	1,7%	401	1,0%	127	0,5%	6	0,0%	23	0,1%	-54,8%	-68,3%	-95,3%	283,3%
<i>Acquisition seule</i>	3 107	6,0%	3 792	9,3%	1 373	5,6%	30	0,2%	123	0,7%	22,0%	-63,8%	-97,8%	310,0%
<b>Zone B2</b>	<b>10 591</b>	<b>20,6%</b>	<b>8 188</b>	<b>20,2%</b>	<b>4 345</b>	<b>17,6%</b>	<b>3 239</b>	<b>17,0%</b>	<b>3 166</b>	<b>17,8%</b>	<b>-22,7%</b>	<b>-46,9%</b>	<b>-25,5%</b>	<b>-2,3%</b>
<i>Neuf</i>	6 154	12,0%	3 457	8,5%	3 145	12,7%	3 219	16,9%	3 108	17,5%	-43,8%	-9,0%	2,4%	-3,4%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	1 428	2,8%	921	2,3%	219	0,9%	8	0,0%	13	0,1%	-35,5%	-76,2%	-96,3%	62,5%
<i>Acquisition seule</i>	3 009	5,9%	3 810	9,4%	981	4,0%	12	0,1%	45	0,3%	26,6%	-74,3%	-98,8%	275,0%
<b>Zone C</b>	<b>26 047</b>	<b>50,7%</b>	<b>19 908</b>	<b>49,0%</b>	<b>12 671</b>	<b>51,4%</b>	<b>8 614</b>	<b>45,3%</b>	<b>7 563</b>	<b>42,5%</b>	<b>-23,6%</b>	<b>-36,4%</b>	<b>-32,0%</b>	<b>-12,2%</b>
<i>Neuf</i>	17 700	34,5%	11 665	28,7%	10 520	42,6%	8 585	45,2%	7 520	42,3%	-34,1%	-9,8%	-18,4%	-12,4%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	3 318	6,5%	2 251	5,5%	603	2,4%	6	0,0%	9	0,1%	-32,2%	-73,2%	-99,0%	50,0%
<i>Acquisition seule</i>	5 029	9,8%	5 992	14,8%	1 548	6,3%	23	0,1%	34	0,2%	19,1%	-74,2%	-98,5%	47,8%
<b>Ensemble</b>	<b>51 369</b>	<b>100%</b>	<b>40 605</b>	<b>100%</b>	<b>24 674</b>	<b>100%</b>	<b>19 004</b>	<b>100%</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>	<b>-21,0%</b>	<b>-39,2%</b>	<b>-23,0%</b>	<b>-6,4%</b>

NB: au sens du zonage de Robien

### Type d'opération

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution 10/11	Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution 13/14
Neuf	31 056	60,5%	20 615	50,8%	18 991	77,0%	18 898	99,4%	17 445	98,1%	-33,6%	-7,9%	-0,5%	-7,7%
Acquisition avec amélioration	6 036	11,8%	3 656	9,0%	977	4,0%	23	0,1%	47	0,3%	-39,4%	-73,3%	-97,6%	104,3%
Acquisition seule	14 277	27,8%	16 334	40,2%	4 706	19,1%	83	0,4%	288	1,6%	14,4%	-71,2%	-98,2%	247,0%
<b>Ensemble</b>	<b>51 369</b>	<b>100,0%</b>	<b>40 605</b>	<b>100,0%</b>	<b>24 674</b>	<b>100,0%</b>	<b>19 004</b>	<b>100,0%</b>	<b>17 780</b>	<b>100,0%</b>	<b>-21,0%</b>	<b>-39,2%</b>	<b>-23,0%</b>	<b>-6,4%</b>

## Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

		2010	2011	2012	2013	2014	Evolution(**) 13/14
Neuf	Effectifs	31 056	20 615	18 991	18 898	17 445	-7,7%
	Coût moyen d'opération	164 129	167 583	171 088	181 739	185 047	1,8%
	Montant moyen prêté	136 661	142 828	150 119	159 951	161 472	1,0%
	<i>Dont PAS</i>	<i>94 112</i>	<i>108 133</i>	<i>118 304</i>	<i>123 483</i>	<i>123 911</i>	<i>0,3%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 272	2 258	2 488	2 591	2 645	2,1%
Acquisition avec amélioration	Effectifs	6 036	3 656	977	23	47	104,3%
	Coût moyen d'opération	126 373	121 612	120 441	126 960	126 857	-0,1%
	Montant moyen prêté	106 565	109 853	111 439	115 112	115 402	0,3%
	<i>Dont PAS</i>	<i>92 164</i>	<i>95 596</i>	<i>96 644</i>	<i>92 412</i>	<i>99 036</i>	<i>7,2%</i>
	Revenu mensuel moyen	1 953	2 047	2 140	2 448	2 495	1,9%
Acquisition seule	Effectifs	14 277	16 334	4 706	83	288	247,0%
	Coût moyen d'opération	145 842	146 859	146 211	108 932	120 323	10,5%
	Montant moyen prêté	115 698	116 913	118 481	84 617	100 952	19,3%
	<i>Dont PAS</i>	<i>100 291</i>	<i>97 107</i>	<i>97 156</i>	<i>73 852</i>	<i>89 225</i>	<i>20,8%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 105	2 093	2 163	2 184	2 406	10,2%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>51 369</b>	<b>40 605</b>	<b>24 674</b>	<b>19 004</b>	<b>17 780</b>	<b>-6,4%</b>
	Coût moyen d'opération	154 610	155 108	164 338	181 354	183 845	1,4%
	Montant moyen prêté	127 298	129 434	142 553	159 568	160 370	0,5%
	<i>Dont PAS</i>	<i>95 601</i>	<i>102 569</i>	<i>113 413</i>	<i>123 228</i>	<i>123 284</i>	<i>0,0%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 192	2 194	2 418	2 585	2 636	2,0%

### Zone géographique

		2010	2011	2012	2013	2014	Evolution(**) 13/14
Ile-de-France	Effectifs	6 103	4 985	2 959	3 532	3 432	-2,8%
	Coût moyen d'opération	189 567	195 641	210 169	216 370	219 205	1,3%
	Montant moyen prêté	154 619	160 718	181 653	191 818	194 736	1,5%
	<i>Dont PAS</i>	<i>119 050</i>	<i>120 328</i>	<i>124 808</i>	<i>126 505</i>	<i>132 291</i>	<i>4,6%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 446	2 485	2 707	2 704	2 834	4,8%
Province	Effectifs	45 266	35 620	21 715	15 472	14 348	-7,3%
	Coût moyen d'opération	149 899	149 438	158 092	173 361	175 387	1,2%
	Montant moyen prêté	123 615	125 056	137 225	152 206	152 150	0,0%
	<i>Dont PAS</i>	<i>92 439</i>	<i>100 084</i>	<i>111 860</i>	<i>122 480</i>	<i>121 129</i>	<i>-1,1%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 152	2 154	2 392	2 558	2 587	1,1%
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>51 369</b>	<b>40 605</b>	<b>24 674</b>	<b>19 004</b>	<b>17 780</b>	<b>-6,4%</b>
	Coût moyen d'opération	154 610	155 108	164 338	181 354	183 845	1,4%
	Montant moyen prêté	127 298	129 434	142 553	159 568	160 370	0,5%
	<i>Dont PAS</i>	<i>95 601</i>	<i>102 569</i>	<i>113 413</i>	<i>123 228</i>	<i>123 284</i>	<i>0,0%</i>
	Revenu mensuel moyen	2 192	2 194	2 418	2 585	2 636	2,0%

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par zone de la génération 2014 (génération du 1er prêt mis en force)

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

2014		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Zone A	Effectifs	2 991	2	86	3 079
	Coût moyen d'opération	223 817	n.s.	142 640	221 498
	Montant moyen prêté	195 832	n.s.	125 470	193 819
	<i>Dont PAS</i>	<i>127 561</i>	<i>n.s.</i>	<i>111 519</i>	<i>127 101</i>
	Revenu mensuel moyen	2 811	n.s.	2 987	2 823
Zone B1	Effectifs	3 826	23	123	3 972
	Coût moyen d'opération	193 169	143 102	119 435	190 595
	Montant moyen prêté	160 170	130 274	93 736	157 940
	<i>Dont PAS</i>	<i>115 990</i>	<i>109 803</i>	<i>82 195</i>	<i>114 908</i>
	Revenu mensuel moyen	2 568	2 484	2 149	2 541
Zone B2	Effectifs	3 108	13	45	3 166
	Coût moyen d'opération	179 522	117 293	95 031	178 065
	Montant moyen prêté	157 965	106 604	83 718	156 699
	<i>Dont PAS</i>	<i>127 007</i>	<i>94 678</i>	<i>74 279</i>	<i>126 125</i>
	Revenu mensuel moyen	2 615	2 256	2 172	2 606
Zone C	Effectifs	7 520	9	34	7 563
	Coût moyen d'opération	167 779	95 128	100 559	167 390
	Montant moyen prêté	149 918	88 470	87 855	149 566
	<i>Dont PAS</i>	<i>125 210</i>	<i>75 769</i>	<i>78 046</i>	<i>124 939</i>
	Revenu mensuel moyen	2 630	1 200	2 230	2 625
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>17 445</b>	<b>47</b>	<b>288</b>	<b>17 780</b>
	Coût moyen d'opération	185 047	126 857	120 323	183 845
	Montant moyen prêté	161 472	115 402	100 952	160 370
	<i>Dont PAS</i>	<i>123 911</i>	<i>99 036</i>	<i>89 225</i>	<i>123 284</i>
	Revenu mensuel moyen	2 645	2 495	2 406	2 636

NB: au sens du zonage de Robien

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

n.s. : non significatif

**Annexe 16 : Parts de marché des établissements producteurs d'opérations PAS et PTZ garantis par génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)	Effectifs	Montant prêté (M€)
Banques Populaires (BPCE)	179 (0.3%)	21.1 (0.3%)	293 (0.7%)	33.5 (0.6%)	253 (1.0%)	30.8 (0.9%)	183 (1.0%)	27.3 (0.9%)	77 (0.4%)	11.6 (0.4%)
Caisses d'Épargne (BPCE)	4 652 (9.1%)	546.4 (8.4%)	3 290 (8.1%)	384.3 (7.3%)	1 522 (6.2%)	191.2 (5.4%)	1 097 (5.8%)	152.6 (5.0%)	873 (4.9%)	117.4 (4.1%)
Crédit Foncier de France	19 776 (38.5%)	2 733.9 (41.8%)	15 339 (37.8%)	2 163.9 (41.2%)	9 976 (40.4%)	1 561.7 (44.4%)	10 340 (54.4%)	1 756.2 (57.9%)	9 036 (50.8%)	1 555.4 (54.5%)
<b>Groupe BPCE</b>	<b>24 607 (47.9%)</b>	<b>3 301.4 (50.5%)</b>	<b>18 922 (46.6%)</b>	<b>2 581.7 (49.1%)</b>	<b>11 751 (47.6%)</b>	<b>1 783.7 (50.7%)</b>	<b>11 620 (61.1%)</b>	<b>1 936.0 (63.8%)</b>	<b>9 986 (56.2%)</b>	<b>1 684.3 (59.1%)</b>
Crédit Agricole	11 119 (21.6%)	1 354.5 (20.7%)	11 321 (27.9%)	1 418.3 (27.0%)	6 373 (25.8%)	846.8 (24.1%)	4 200 (22.1%)	625.3 (20.6%)	4 274 (24.0%)	633.1 (22.2%)
LCL	552 (1.1%)	69.0 (1.1%)	627 (1.5%)	79.2 (1.5%)	148 (0.6%)	20.5 (0.6%)	63 (0.3%)	9.6 (0.3%)	73 (0.4%)	12.8 (0.4%)
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>11 671 (22.7%)</b>	<b>1 423.5 (21.8%)</b>	<b>11 948 (29.4%)</b>	<b>1 497.4 (28.5%)</b>	<b>6 521 (26.4%)</b>	<b>867.3 (24.7%)</b>	<b>4 263 (22.4%)</b>	<b>635.0 (20.9%)</b>	<b>4 347 (24.4%)</b>	<b>645.9 (22.7%)</b>
Crédit Mutuel	5 098 (9.9%)	578.4 (8.8%)	3 978 (9.8%)	447.1 (8.5%)	1 952 (7.9%)	242.1 (6.9%)	1 385 (7.3%)	194.0 (6.4%)	1 136 (6.4%)	162.1 (5.7%)
CIC	1 219 (2.4%)	151.2 (2.3%)	960 (2.4%)	116.6 (2.2%)	368 (1.5%)	46.7 (1.3%)	275 (1.4%)	42.6 (1.4%)	287 (1.6%)	46.6 (1.6%)
<b>Groupe Crédit Mutuel LCL</b>	<b>6 317 (12.3%)</b>	<b>729.6 (11.2%)</b>	<b>4 938 (12.2%)</b>	<b>563.6 (10.7%)</b>	<b>2 320 (9.4%)</b>	<b>288.8 (8.2%)</b>	<b>1 660 (8.7%)</b>	<b>236.6 (7.8%)</b>	<b>1 423 (8.0%)</b>	<b>208.7 (7.3%)</b>
BNP/PARIBAS	1 055 (2.1%)	130.1 (2.0%)	558 (1.4%)	66.7 (1.3%)	97 (0.4%)	13.1 (0.4%)	5 (0.0%)	0.6 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
BNP Paribas Personal Finance	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
<b>Groupe BNP</b>	<b>1 055 (2.1%)</b>	<b>130.1 (2.0%)</b>	<b>558 (1.4%)</b>	<b>66.7 (1.3%)</b>	<b>97 (0.4%)</b>	<b>13.1 (0.4%)</b>	<b>5 (0.0%)</b>	<b>0.6 (0.0%)</b>	<b>0 (0.0%)</b>	<b>0.0 (0.0%)</b>
Crédit Immobilier de France	5 614 (10.9%)	700.2 (10.7%)	3 571 (8.8%)	466.0 (8.9%)	3 672 (14.9%)	523.4 (14.9%)	201 (1.1%)	26.9 (0.9%)	2 (0.0%)	0.2 (0.0%)
Société Générale	2 105 (4.1%)	254.3 (3.9%)	668 (1.6%)	80.2 (1.5%)	306 (1.2%)	40.2 (1.1%)	142 (0.7%)	22.7 (0.7%)	109 (0.6%)	17.2 (0.6%)
La Banque Postale	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	7 (0.0%)	0.9 (0.0%)	1 113 (5.9%)	174.6 (5.8%)	1 913 (10.8%)	295.1 (10.4%)
<b>Ensemble</b>	<b>51 369</b>	<b>6 539</b>	<b>40 605</b>	<b>5 256</b>	<b>24 674</b>	<b>3 517</b>	<b>19 004</b>	<b>3 032</b>	<b>17 780</b>	<b>2 851</b>

**Détails des montants prêtés par établissement producteur d'opérations PAS et PTZ garantis**

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)	Montant prêté sous forme de PAS (M€)	Montant prêté sous forme de PTZ (M€)
Banques Populaires (BPCE)	15.9 (0.3%)	5.2 (0.3%)	27 (0.7%)	6.3 (0.6%)	25 (0.9%)	5.6 (0.8%)	22 (0.9%)	5.1 (0.7%)	9 (0.4%)	2.1 (0.3%)
Caisses d'Épargne (BPCE)	396.2 (8.1%)	150.2 (9.2%)	300 (7.2%)	84.3 (7.7%)	151 (5.4%)	40.6 (5.6%)	119 (5.1%)	33.6 (4.9%)	91 (4.2%)	26.3 (4.0%)
Crédit Foncier de France	1 988.1 (40.5%)	745.8 (45.8%)	1 688 (40.5%)	475.8 (43.6%)	1 231 (44.0%)	330.7 (46.0%)	1 357 (57.9%)	399.2 (57.8%)	1 199 (54.7%)	356.8 (54.1%)
<b>Groupe BPCE</b>	<b>2 400 (48.9%)</b>	<b>901.3 (55.4%)</b>	<b>2 015 (48.4%)</b>	<b>566.4 (51.9%)</b>	<b>1 407 (50.3%)</b>	<b>376.9 (52.4%)</b>	<b>1 498 (64.0%)</b>	<b>437.9 (63.4%)</b>	<b>1 299 (59.3%)</b>	<b>385.2 (58.4%)</b>
Crédit Agricole	1 060.5 (21.6%)	294.0 (18.1%)	1 147 (27.5%)	271.0 (24.8%)	674 (24.1%)	172.9 (24.0%)	487 (20.8%)	138.8 (20.1%)	488 (22.3%)	145.2 (22.0%)
LCL	56.1 (1.1%)	12.9 (0.8%)	64 (1.5%)	14.8 (1.4%)	16 (0.6%)	5.0 (0.7%)	7 (0.3%)	2.8 (0.4%)	9 (0.4%)	3.3 (0.5%)
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>1 117 (22.7%)</b>	<b>306.9 (18.8%)</b>	<b>1 212 (29.1%)</b>	<b>285.8 (26.2%)</b>	<b>689 (24.6%)</b>	<b>177.9 (24.7%)</b>	<b>493 (21.1%)</b>	<b>141.6 (20.5%)</b>	<b>497 (22.7%)</b>	<b>148.5 (22.5%)</b>
Crédit Mutuel	437.7 (8.9%)	140.7 (8.6%)	357 (8.6%)	90.5 (8.3%)	196 (7.0%)	45.8 (6.4%)	154 (6.6%)	40.3 (5.8%)	129 (5.9%)	33.5 (5.1%)
CIC	122.5 (2.5%)	28.7 (1.8%)	93 (2.2%)	23.2 (2.1%)	37 (1.3%)	10.2 (1.4%)	33 (1.4%)	9.8 (1.4%)	35 (1.6%)	11.2 (1.7%)
<b>Groupe Crédit Mutuel LCL</b>	<b>560 (1.1%)</b>	<b>169.4 (2.6%)</b>	<b>450 (1.1%)</b>	<b>113.7 (2.2%)</b>	<b>233 (0.9%)</b>	<b>56.0 (1.6%)</b>	<b>187 (1.0%)</b>	<b>50.1 (1.7%)</b>	<b>164 (0.9%)</b>	<b>44.7 (1.6%)</b>
BNP/PARIBAS	106.0 (2.2%)	24.1 (1.5%)	53 (1.3%)	13.9 (1.3%)	10 (0.4%)	3.1 (0.4%)	0 (0.0%)	0.3 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
BNP Paribas Personal Finance	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)
<b>Groupe BNP</b>	<b>106 (0.2%)</b>	<b>24.1 (0.4%)</b>	<b>53 (0.1%)</b>	<b>13.9 (0.3%)</b>	<b>10 (0.0%)</b>	<b>3.1 (0.1%)</b>	<b>0 (0.0%)</b>	<b>0.3 (0.0%)</b>	<b>0 (0.0%)</b>	<b>0.0 (0.0%)</b>
Crédit Immobilier de France	517.8 (10.5%)	182.5 (11.2%)	369 (8.9%)	97.0 (8.9%)	429 (15.3%)	94.2 (13.1%)	20 (0.9%)	6.8 (1.0%)	0 (0.0%)	0.1 (0.0%)
Société Générale	210.1 (4.3%)	44.1 (2.7%)	66 (1.6%)	14.1 (1.3%)	29 (1.1%)	10.7 (1.5%)	15 (0.7%)	7.4 (1.1%)	12 (0.5%)	5.2 (0.8%)
La Banque Postale	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	0 (0.0%)	0.0 (0.0%)	1 (0.0%)	0.2 (0.0%)	128 (5.5%)	46.6 (6.7%)	219 (10.0%)	75.7 (11.5%)
<b>Ensemble</b>	<b>4 911</b>	<b>1 628</b>	<b>4 165</b>	<b>1 091</b>	<b>2 798</b>	<b>719</b>	<b>2 342</b>	<b>691</b>	<b>2 192</b>	<b>659</b>

**Annexe 17 : CSP des emprunteurs bénéficiant d'une opération financée par des PAS et PTZ garanti de la génération 2014 (du 1er prêt mis en force)**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

2014		Neuf	Acquisition amélioration	Acquisition seule	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	108	0	0	108
	Coût moyen d'opération	173 776	0	0	173 776
	Montant moyen prêté	141 006	0	0	141 006
	<i>Dont PAS</i>	115 274	0	0	115 274
	Revenu mensuel moyen	2 158			2 158
Artisans, commerçants	Effectifs	314	0	7	321
	Coût moyen d'opération	198 687	0	121 105	196 995
	Montant moyen prêté	163 490	0	98 636	162 075
	<i>Dont PAS</i>	125 427	0	86 975	124 589
	Revenu mensuel moyen	2 520		1 404	2 469
Cadres	Effectifs	1 275	2	19	1 296
	Coût moyen d'opération	220 885	n.s.	159 199	219 971
	Montant moyen prêté	188 007	n.s.	128 730	187 167
	<i>Dont PAS</i>	137 800	n.s.	114 076	137 515
	Revenu mensuel moyen	3 071	n.s.	3 079	3 071
Prof. Intermédiaires	Effectifs	3 823	9	56	3 888
	Coût moyen d'opération	189 318	119 362	128 521	188 280
	Montant moyen prêté	165 029	110 465	107 336	164 071
	<i>Dont PAS</i>	126 206	94 337	94 775	125 680
	Revenu mensuel moyen	2 671	2 055	2 602	2 669
Employés	Effectifs	6 120	15	127	6 262
	Coût moyen d'opération	183 253	120 656	118 270	181 785
	Montant moyen prêté	156 709	105 029	99 317	155 421
	<i>Dont PAS</i>	118 992	90 435	87 754	118 290
	Revenu mensuel moyen	2 577	2 372	2 319	2 566
Ouvriers	Effectifs	5 447	20	63	5 530
	Coût moyen d'opération	175 482	130 097	110 985	174 583
	Montant moyen prêté	160 307	119 744	95 469	159 422
	<i>Dont PAS</i>	126 286	102 525	84 521	125 724
	Revenu mensuel moyen	2 586	3 144	2 553	2 587
Retraités	Effectifs	60	1	7	68
	Coût moyen d'opération	165 494	n.s.	85 040	155 455
	Montant moyen prêté	97 274	n.s.	62 822	92 973
	<i>Dont PAS</i>	69 209	n.s.	54 350	67 270
	Revenu mensuel moyen	1 812	n.s.	1 563	1 773
Inactifs	Effectifs	298	0	9	307
	Coût moyen d'opération	182 272	0	108 403	180 106
	Montant moyen prêté	139 647	0	95 505	138 353
	<i>Dont PAS</i>	105 208	0	84 793	104 609
	Revenu mensuel moyen	2 280		1 915	2 257
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>17 445</b>	<b>47</b>	<b>288</b>	<b>17 780</b>
	Coût moyen d'opération	185 047	126 857	120 323	183 845
	Montant moyen prêté	161 472	115 402	100 952	160 370
	<i>Dont PAS</i>	123 911	99 036	89 225	123 284
	Revenu mensuel moyen	2 645	2 495	2 406	2 636

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite (% de déclaration en 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

n.s. : non significatif

## Annexe 18 : Caractéristiques des opérations financées par des PAS et PTZ garantis par type d'immeuble et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)

### Type d'immeuble

	2010		2011		2012		2013		2014		Evolution 10/11	Evolution 11/12	Evolution 12/13	Evolution(**) 13/14
<b>Individuel</b>	<b>38 046</b>	<b>74,6%</b>	<b>28 587</b>	<b>70,8%</b>	<b>18 294</b>	<b>74,6%</b>	<b>13 641</b>	<b>72,2%</b>	<b>12 733</b>	<b>72,0%</b>	<b>-24,9%</b>	<b>-36,0%</b>	<b>-25,4%</b>	<b>-6,7%</b>
<i>Neuf</i>	25 421	66,8%	16 276	56,9%	15 014	82,1%	13 593	99,6%	12 589	98,9%	-36,0%	-7,8%	-9,5%	-7,4%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	4 604	12,1%	2 826	9,9%	738	4,0%	12	0,1%	24	0,2%	-38,6%	-73,9%	-98,4%	100,0%
<i>Acquisition seule</i>	8 021	21,1%	9 485	33,2%	2 542	13,9%	36	0,3%	120	0,9%	18,3%	-73,2%	-98,6%	233,3%
<b>Collectif</b>	<b>12 981</b>	<b>25,4%</b>	<b>11 790</b>	<b>29,2%</b>	<b>6 230</b>	<b>25,4%</b>	<b>5 262</b>	<b>27,8%</b>	<b>4 963</b>	<b>28,0%</b>	<b>-9,2%</b>	<b>-47,2%</b>	<b>-15,5%</b>	<b>-5,7%</b>
<i>Neuf</i>	5 391	41,5%	4 211	35,7%	3 851	61,8%	5 206	98,9%	4 775	96,2%	-21,9%	-8,5%	35,2%	-8,3%
<i>Acquisition avec amélioration</i>	1 402	10,8%	817	6,9%	235	3,8%	11	0,2%	20	0,4%	-41,7%	-71,2%	-95,3%	81,8%
<i>Acquisition seule</i>	6 188	47,7%	6 762	57,4%	2 144	34,4%	45	0,9%	168	3,4%	9,3%	-68,3%	-97,9%	273,3%
<b>Effectif exploité</b>	<b>51 027</b>	<b>100,0%</b>	<b>40 377</b>	<b>100,0%</b>	<b>24 524</b>	<b>100,0%</b>	<b>18 903</b>	<b>100,0%</b>	<b>17 696</b>	<b>100,0%</b>	<b>-20,9%</b>	<b>-39,3%</b>	<b>-22,9%</b>	<b>-6,4%</b>
<b>Effectif non exploitable</b>	<b>342</b>		<b>228</b>		<b>150</b>		<b>101</b>		<b>84</b>					

(\*\*) les évolutions négatives entre 2013 et 2014 s'expliquent en grande partie par le fait qu'un certain nombre d'opérations avec au moins un PAS qui devraient être rattachées à l'année 2014 ne le sont pas parce que seul le PTZ a été déclaré à la SGFGAS au 16/02/2015 (date d'arrêt de la base) tandis que le PAS associé le sera avec le reste de la génération 2015.



**Annexe 19 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZ garanti par génération du 1er prêt mis en force**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2015)

**Taille du ménage**

	2010		2011		2012		2013		2014	
Personne seule	10568	20,6%	8827	21,7%	4549	18,4%	3480	18,3%	3297	18,5%
2 personnes	8980	17,5%	7642	18,8%	5101	20,7%	3969	20,9%	3671	20,6%
3 personnes	11105	21,6%	8464	20,8%	5948	24,1%	4578	24,1%	4101	23,1%
4 personnes	11908	23,2%	8863	21,8%	5401	21,9%	4309	22,7%	4209	23,7%
5 personnes	6321	12,3%	4812	11,9%	2745	11,1%	1994	10,5%	1889	10,6%
6 personnes et plus	2487	4,8%	1997	4,9%	930	3,8%	674	3,5%	613	3,4%
<b>Ensemble</b>	<b>51 369</b>	<b>100%</b>	<b>40 605</b>	<b>100%</b>	<b>24 674</b>	<b>100%</b>	<b>19 004</b>	<b>100%</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>
<b>Taille moyenne</b>		3,04		2,98		2,98		2,97		2,98

**Situation familiale des emprunteurs**

	2010		2011		2012		2013		2014	
Marié	17950	34,9%	13791	34,0%	8182	33,2%	6131	32,3%	5738	32,3%
Vivant maritalement	15531	30,2%	11828	29,1%	8979	36,4%	7297	38,4%	6827	38,4%
Veuf	281	0,5%	211	0,5%	87	0,4%	45	0,2%	46	0,3%
Divorcé ou séparé	3554	6,9%	3101	7,6%	1425	5,8%	1033	5,4%	918	5,2%
Célibataire	14053	27,4%	11674	28,8%	6001	24,3%	4498	23,7%	4251	23,9%
<b>Ensemble</b>	<b>51 369</b>	<b>100%</b>	<b>40 605</b>	<b>100%</b>	<b>24 674</b>	<b>100%</b>	<b>19 004</b>	<b>100%</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>

**CSP des emprunteurs**

	2010		2011		2012		2013		2014	
Agriculteurs	577	1,1%	600	1,5%	370	1,5%	188	1,0%	108	0,6%
Artisans, commerçants	1460	2,8%	1263	3,1%	657	2,7%	363	1,9%	321	1,8%
Cadres	2526	4,9%	2055	5,1%	1352	5,5%	1287	6,8%	1296	7,3%
Prof. Intermédiaires	9613	18,7%	7294	18,0%	4808	19,5%	3951	20,8%	3888	21,9%
Employés	16178	31,5%	13013	32,0%	7645	31,0%	6532	34,4%	6262	35,2%
Ouvriers	19135	37,3%	14725	36,3%	9134	37,0%	6316	33,2%	5530	31,1%
Retraités	485	0,9%	434	1,1%	170	0,7%	68	0,4%	68	0,4%
Inactifs	1395	2,7%	1221	3,0%	538	2,2%	299	1,6%	307	1,7%
<b>Ensemble</b>	<b>51 369</b>	<b>100%</b>	<b>40 605</b>	<b>100%</b>	<b>24 674</b>	<b>100%</b>	<b>19 004</b>	<b>100%</b>	<b>17 780</b>	<b>100%</b>

**Age moyen des emprunteurs**

	2010		2011		2012		2013		2014	
âge <=25	6730	13,1%	5763	14,2%	3972	16,1%	3054	16,1%	2546	14,3%
25 < âge <=35	24557	47,8%	18651	45,9%	12339	50,0%	10009	52,7%	9448	53,1%
35 < âge <=45	14748	28,7%	11519	28,4%	6152	24,9%	4503	23,7%	4377	24,6%
45 < âge <=65	4885	9,5%	4341	10,7%	2024	8,2%	1321	7,0%	1310	7,4%
65 > âge	107	0,2%	103	0,3%	37	0,1%	16	0,1%	15	0,1%
<b>Effectifs exploités</b>	<b>51 027</b>	<b>99%</b>	<b>40 377</b>	<b>99%</b>	<b>24 524</b>	<b>99%</b>	<b>18 903</b>	<b>99%</b>	<b>17 696</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>342</b>		<b>228</b>		<b>150</b>		<b>101</b>		<b>84</b>	

## Annexe 20 : Répartition des opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par département et génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015)

	2010		2011		2012		2013		2014	
Guadeloupe	3	2,0%	6	2,4%	3	1,2%	13	5,4%	20	9,3%
Martinique	31	21,1%	51	20,3%	41	16,9%	43	17,8%	35	16,3%
Guyane	0	0,0%	8	3,2%	13	5,3%	27	11,2%	17	7,9%
Réunion	113	76,9%	186	74,1%	186	76,5%	158	65,6%	143	66,5%
<b>Ensemble</b>	<b>147</b>	<b>100%</b>	<b>251</b>	<b>100%</b>	<b>243</b>	<b>100%</b>	<b>241</b>	<b>100%</b>	<b>215</b>	<b>100%</b>

### Répartition par type d'opération

		2010	2011	2012	2013	2014
Neuf	Effectifs	95	154	223	241	214
	Coût moyen	134 364	151 998	157 248	172 368	180 155
	Montant moy	123 188	142 349	147 871	155 581	161 890
	<i>Dont PAS</i>	85 987	94 407	98 092	112 310	119 631
	Revenu moy	2 227	2 043	2 180	2 697	2 876
Acquisition avec amélioration	Effectifs	6	16	4	0	0
	Coût moyen	92 931	135 593	134 220	0	0
	Montant moy	76 627	130 267	131 617	0	0
	<i>Dont PAS</i>	57 345	106 230	105 024	0	0
	Revenu moy	-	1 987	-	-	-
Acquisition seule	Effectifs	46	81	16	0	1
	Coût moyen	113 619	140 306	136 996	0	n.s.
	Montant moy	99 561	127 527	108 263	0	n.s.
	<i>Dont PAS</i>	77 922	103 786	83 193	0	n.s.
	Revenu moy	2 121	2 046	2 337	-	n.s.
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>147</b>	<b>251</b>	<b>243</b>	<b>241</b>	<b>215</b>
	Coût moyen	126 181	147 179	155 535	172 368	179 689
	Montant moy	113 894	136 795	144 995	155 581	161 510
	<i>Dont PAS</i>	82 294	98 187	97 225	112 310	119 410
	Revenu moy	2 199	2 043	2 194	2 697	2 865

*n.s. : non significatif*

Le calcul du revenu mensuel moyen de l'année N a été effectué sur un échantillon de taille relativement réduite

(% de déclaration en 2010 : 41%, 2011 : 35%, 2012 : 20%, 2013 : 19%, 2014 : 23%), en raison du caractère facultatif de cette variable dans la base FGAS.

## Annexe 21 : Caractéristiques des bénéficiaires d'opérations financées par des PAS et PTZG dans les DOM par génération du 1er prêt mis en force

(déclarations arrêtées au 16/02/2015)

### Taille du ménage

	2010		2011		2012		2013		2014	
Personne seule	34	23,1%	49	19,5%	30	12,3%	44	18,3%	50	23,3%
2 personnes	20	13,6%	44	17,5%	58	23,9%	61	25,3%	37	17,2%
3 personnes	30	20,4%	69	27,5%	53	21,8%	53	22,0%	58	27,0%
4 personnes	43	29,3%	58	23,1%	70	28,8%	63	26,1%	51	23,7%
5 personnes	18	12,2%	26	10,4%	25	10,3%	14	5,8%	18	8,4%
6 personnes et plus	2	1,4%	5	2,0%	7	2,9%	6	2,5%	1	0,5%
<b>Ensemble</b>	<b>147</b>	<b>100%</b>	<b>251</b>	<b>100%</b>	<b>243</b>	<b>100%</b>	<b>241</b>	<b>100%</b>	<b>215</b>	<b>100%</b>
<b>Taille moyenne</b>	2,98		2,93		3,09		2,83		2,78	

### Situation familiale des emprunteurs

	2010		2011		2012		2013		2014	
Marié	54	36,7%	96	38,2%	106	43,6%	72	29,9%	67	31,2%
Vivant maritalement	31	21,1%	61	24,3%	51	21,0%	64	26,6%	50	23,3%
Veuf	2	1,4%	0	0,0%	1	0,4%	0	0,0%	0	0,0%
Divorcé ou séparé	6	4,1%	18	7,2%	11	4,5%	7	2,9%	16	7,4%
Célibataire	54	36,7%	76	30,3%	74	30,5%	98	40,7%	82	38,1%
<b>Ensemble</b>	<b>147</b>	<b>100%</b>	<b>251</b>	<b>100%</b>	<b>243</b>	<b>100%</b>	<b>241</b>	<b>100%</b>	<b>215</b>	<b>100%</b>

### CSP des emprunteurs

	2010		2011		2012		2013		2014	
Agriculteurs	1	0,7%	6	2,4%	4	1,6%	3	1,2%	4	1,9%
Artisans, commerçants	2	1,4%	12	4,8%	6	2,5%	2	0,8%	3	1,4%
Cadres	12	8,2%	24	9,6%	21	8,6%	27	11,2%	28	13,0%
Prof. Intermédiaires	37	25,2%	59	23,5%	66	27,2%	45	18,7%	45	20,9%
Employés	55	37,4%	114	45,4%	114	46,9%	142	58,9%	118	54,9%
Ouvriers	37	25,2%	33	13,1%	29	11,9%	20	8,3%	7	3,3%
Retraités	2	1,4%	3	1,2%	2	0,8%	1	0,4%	3	1,4%
Inactifs	1	0,7%	0	0,0%	1	0,4%	1	0,4%	7	3,3%
<b>Ensemble</b>	<b>147</b>	<b>100%</b>	<b>251</b>	<b>100%</b>	<b>243</b>	<b>100%</b>	<b>241</b>	<b>100%</b>	<b>215</b>	<b>100%</b>

**Annexe 22 : Evolution de la présomption d'éligibilité à l'APL des ménages emprunteurs  
d'opérations finançant des PAS et des PTZ garantis**

*(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en métropole)*

<b>Génération</b>	<b>Effectif</b>	<b>%APL Déclarés Bruts1</b>	<b>%APL Calculé2</b>
<b>2010</b>	51 369	65%	44%
<b>2011</b>	40 605	65%	46%
<b>2012</b>	24 674	58%	44%
<b>2013</b>	19 004	62%	42%
<b>2014</b>	17 780	58%	39%

1-Calcul effectué selon les déclarations brutes faites par les établissements de crédit

2-Ce chiffre est le résultat d'un calcul interne à la SGFGAS, en raison d'anomalies constatées dans le renseignement des déclarations brutes faites par les établissements de crédit.

## Annexe 23 : Caractéristiques des types de travaux et des zones des

### Eco-prêts garantis de la génération 2014

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en France entière)

		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
<b>Zone A</b>	Effectifs	17	18	0	1	36 ( 8.8% )
	Montant moyen prêté	14 445	25 827	0	ns	20 013
	Coût moyen des travaux	15 656	26 823	0	ns	21 104
	Durée moyenne du prêt	102	168	0	ns	135
<b>Zone B1</b>	Effectifs	34	19	0	0	53 ( 13.0% )
	Montant moyen prêté	13 643	21 221	0	0	16 360
	Coût moyen des travaux	15 791	24 754	0	0	19 004
	Durée moyenne du prêt	105	148	0	0	121
<b>Zone B2</b>	Effectifs	56	20	0	3	79 ( 19.3% )
	Montant moyen prêté	14 095	23 635	0	ns	16 308
	Coût moyen des travaux	15 947	26 652	0	ns	18 438
	Durée moyenne du prêt	113	153	0	ns	123
<b>Zone C</b>	Effectifs	145	81	0	15	241 ( 58.9% )
	Montant moyen prêté	13 515	21 274	0	8 800	15 829
	Coût moyen des travaux	15 995	24 332	0	9 713	18 406
	Durée moyenne du prêt	108	149	0	109	122
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>252</b>	<b>138</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>409</b>
	Montant moyen prêté	13 724	22 203	0	8 857	16 359
	Coût moyen des travaux	15 934	25 051	0	9 842	18 727
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	111	123

*n.s. : non significatif*

*NB: au sens du zonage de Robien*

### Type de travaux

Bouquet 2 actions	252	61,6%
Bouquets 3 actions ou plus	138	33,7%
Performance globale	0	0,0%
Assainissement	19	4,6%

<b>Ensemble</b>	<b>409</b>	<b>100%</b>
-----------------	------------	-------------

**Annexe 24 : Parts de marché des établissements producteurs d'Eco-prêts garantis de la génération 2014**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en France entière)

	Effectifs	Montant prêté (M€)	%
Banques Populaires (BPCE)	87	1,4	20,6%
Caisses d'Epargne (BPCE)	21	0,4	5,6%
Crédit Foncier de France	180	3,1	46,3%
<b>Groupe BPCE</b>	<b>288</b>	<b>4,9</b>	<b>72,4%</b>
Crédit Agricole	123	1,9	27,6%
LCL	0	0,0	0,0%
<b>Groupe Crédit Agricole LCL</b>	<b>123</b>	<b>1,9</b>	<b>27,6%</b>
Crédit Mutuel	0	0,0	0,0%
CIC	0	0,0	0,0%
<b>Groupe Crédit Mutuel CIC</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>
BNP/PARIBAS	0	0,0	0,0%
BNP Paribas Personal Finance	0	0,0	0,0%
<b>Groupe BNP</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>
Crédit Immobilier de France	0	0,0	0,0%
Société Générale	0	0,0	0,0%
<b>Ensemble</b>	<b>411</b>	<b>6,7</b>	<b>100%</b>

**Annexe 25 : Caractéristiques des types de travaux et des CSP des emprunteurs  
bénéficiant d'un Eco-prêt garanti de la génération 2014**  
(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en France entière)

		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Agriculteurs	Effectifs	6	6	0	2	14
	Montant moyen prêté	15 124	23 431	0	ns	16 523
	Coût moyen des travaux	15 182	33 070	0	ns	20 679
	Durée moyenne du prêt	104	128	0	ns	99
Artisans, commerçants	Effectifs	9	2	0	0	11
	Montant moyen prêté	15 651	ns	0	0	12 805
	Coût moyen des travaux	19 330	ns	0	0	15 816
	Durée moyenne du prêt	112	ns	0	0	92
Cadres	Effectifs	24	20	0	2	46
	Montant moyen prêté	14 960	25 370	0	ns	18 836
	Coût moyen des travaux	16 708	27 182	0	ns	20 536
	Durée moyenne du prêt	116	155	0	ns	128
Prof. Intermédiaires	Effectifs	40	18	0	2	60
	Montant moyen prêté	14 143	20 556	0	ns	15 596
	Coût moyen des travaux	15 649	23 228	0	ns	17 401
	Durée moyenne du prêt	112	157	0	ns	122
Employés	Effectifs	67	28	0	3	98
	Montant moyen prêté	13 534	21 899	0	ns	15 510
	Coût moyen des travaux	15 504	24 451	0	ns	17 586
	Durée moyenne du prêt	112	165	0	ns	124
Ouvriers	Effectifs	41	41	0	4	86
	Montant moyen prêté	13 427	21 865	0	9 331	17 259
	Coût moyen des travaux	15 124	24 599	0	10 391	19 421
	Durée moyenne du prêt	113	157	0	111	134
Retraités	Effectifs	56	20	0	4	80
	Montant moyen prêté	13 095	21 039	0	8 407	14 846
	Coût moyen des travaux	16 445	24 132	0	9 747	18 032
	Durée moyenne du prêt	94	120	0	99	101
Inactifs	Effectifs	9	3	0	2	14
	Montant moyen prêté	12 375	ns	0	ns	7 956
	Coût moyen des travaux	15 945	ns	0	ns	10 250
	Durée moyenne du prêt	112	ns	0	ns	72
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>252</b>	<b>138</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>409</b>
	Montant moyen prêté	13 724	22 203	0	8 857	16 359
	Coût moyen des travaux	15 934	25 051	0	9 842	18 727
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	111	123

*n.s. : non significatif*

## Annexe 26 : Caractéristiques des types de travaux et des zones climatiques des Eco-prêts garantis de la génération 2014

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en France entière)

		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
H1a	Effectifs	60	34	0	2	96
	Montant moyen prêté	14 357	24 748	0	ns	17 947
	Coût moyen des travaux	16 268	28 725	0	ns	20 598
	Durée moyenne du prêt	110	158	0	ns	127
H1b	Effectifs	13	7	0	0	20
	Montant moyen prêté	14 112	21 341	0	0	16 642
	Coût moyen des travaux	18 591	24 373	0	0	20 615
	Durée moyenne du prêt	115	130	0	0	121
H1c	Effectifs	16	2	0	0	18
	Montant moyen prêté	13 870	ns	0	0	14 545
	Coût moyen des travaux	17 867	ns	0	0	18 126
	Durée moyenne du prêt	111	ns	0	0	118
H2a	Effectifs	7	5	0	3	15
	Montant moyen prêté	17 665	21 679	0	ns	17 029
	Coût moyen des travaux	19 918	23 387	0	ns	18 746
	Durée moyenne du prêt	110	180	0	ns	135
H2b	Effectifs	22	17	0	1	40
	Montant moyen prêté	13 588	21 784	0	ns	16 898
	Coût moyen des travaux	16 844	23 999	0	ns	19 630
	Durée moyenne du prêt	109	140	0	ns	122
H2c	Effectifs	110	59	0	11	180
	Montant moyen prêté	13 295	20 346	0	9 037	15 346
	Coût moyen des travaux	15 164	23 093	0	10 110	17 454
	Durée moyenne du prêt	108	148	0	105	121
H2d	Effectifs	5	0	0	0	5
	Montant moyen prêté	11 934	0	0	0	11 934
	Coût moyen des travaux	12 459	0	0	0	12 459
	Durée moyenne du prêt	82	0	0	0	82
H3	Effectifs	19	14	0	2	35
	Montant moyen prêté	12 989	25 295	0	ns	17 708
	Coût moyen des travaux	14 280	27 285	0	ns	19 227
	Durée moyenne du prêt	106	169	0	ns	132
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>252</b>	<b>138</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>409</b>
	Montant moyen prêté	13 724	22 203	0	8 857	16 359
	Coût moyen des travaux	15 934	25 051	0	9 842	18 727
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	111	123

*n.s. : non significatif*



**Annexe 27 : Caractéristiques des types de travaux et des périodes d'achèvement  
des Eco-prêts garantis de la génération 2014**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en France entière)

		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	<b>Ensemble</b>
Avant 1949	Effectifs	66	48	0	12	126
	Montant moyen prêté	14 157	21 859	0	8 914	16 592
	Coût moyen des travaux	16 927	25 115	0	9 608	19 349
	Durée moyenne du prêt	109	151	0	113	126
Entre 1949 et 1974	Effectifs	75	48	0	2	125
	Montant moyen prêté	13 701	22 734	0	ns	17 092
	Coût moyen des travaux	15 935	25 822	0	ns	19 624
	Durée moyenne du prêt	112	156	0	ns	129
Entre 1975 et 1989	Effectifs	111	42	0	5	158
	Montant moyen prêté	13 482	21 989	0	8 722	15 592
	Coût moyen des travaux	15 342	24 097	0	10 643	17 521
	Durée moyenne du prêt	106	149	0	101	117
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>252</b>	<b>138</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>409</b>
	Montant moyen prêté	13 724	22 203	0	8 857	16 359
	Coût moyen des travaux	15 934	25 051	0	9 842	18 727
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	111	123

*n.s. : non significatif*

**Annexe 28 : Caractéristiques des types de travaux, de la nature, de l'occupation du logement  
et du commanditaire des travaux des Eco-prêts garantis de la génération 2014**

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en France entière)

		Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble	
Nature du logement	Maison individuelle	Effectifs	249	133	0	19	401
		Montant moyen prêté	13 761	22 108	0	8 857	16 297
		Coût moyen des travaux	15 998	25 060	0	9 842	18 711
		Durée moyenne du prêt	109	152	0	111	123
	Appartement	Effectifs	3	5	0	0	8
		Montant moyen prêté	ns	24 732	0	0	19 451
Coût moyen des travaux		ns	24 823	0	0	19 507	
	Durée moyenne du prêt	ns	147	0	0	128	
Occupation du logement	Par le propriétaire	Effectifs	246	134	0	18	398
		Montant moyen prêté	13 754	22 048	0	8 797	16 322
		Coût moyen des travaux	16 018	24 913	0	9 837	18 733
		Durée moyenne du prêt	108	151	0	110	123
	En location	Effectifs	3	1	0	1	5
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	ns	14 242
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	ns	14 333
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	ns	132
	Mis à disposition gratuitement	Effectifs	3	3	0	0	6
		Montant moyen prêté	ns	ns	0	0	20 556
		Coût moyen des travaux	ns	ns	0	0	21 992
		Durée moyenne du prêt	ns	ns	0	0	150
	Vacant	Effectifs	0	0	0	0	0
		Montant moyen prêté	0	0	0	0	0
		Coût moyen des travaux	0	0	0	0	0
		Durée moyenne du prêt	0	0	0	0	0
Commanditaire des travaux	Bénéficiaire	Effectifs	247	136	0	19	402
		Montant moyen prêté	13 671	22 254	0	8 857	16 347
		Coût moyen des travaux	15 929	25 144	0	9 842	18 759
		Durée moyenne du prêt	108	152	0	111	123
	Copropropriété	Effectifs	0	0	0	0	0
		Montant moyen prêté	0	0	0	0	0
		Coût moyen des travaux	0	0	0	0	0
		Durée moyenne du prêt	0	0	0	0	0
	Bénéficiaire et copropriété	Effectifs	5	2	0	0	7
		Montant moyen prêté	16 323	ns	0	0	17 003
		Coût moyen des travaux	16 160	ns	0	0	16 886
		Durée moyenne du prêt	115	ns	0	0	125
<b>Ensemble</b>	<b>Effectifs</b>	<b>252</b>	<b>138</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>409</b>	
	Montant moyen prêté	13 724	22 203	0	8 857	16 359	
	Coût moyen des travaux	15 934	25 051	0	9 842	18 727	
	Durée moyenne du prêt	108	152	0	111	123	

n.s. : non significatif

## Annexe 29 : Caractéristiques des types de travaux des opérations PAS et Eco-prêts garantis sur la génération 2014

(déclarations arrêtées au 16/02/2015 en France entière)

	Bouquet 2 actions	Bouquets 3 actions ou plus	Performance globale	Assainissement	Ensemble
Effectifs	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>64</b>
Montant moyen prêté	125 211	144 248	0	109 805	133 653
Coût moyen des travaux	15 486	23 344	0	6 915	18 902
Coût moyen d'opération	128 876	151 643	0	120 513	139 287